



ETUDES ET TRAVAUX N° 139

JEAN-FRANÇOIS CAREMEL & MAMAN SANI SOULEY ISSOUFOU

SÉCURISATION ALIMENTAIRE « PAR LE BAS »
LE NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT
À DIFFA (NIGER)

2025 (ÉCRIT EN 2019)

SOMMAIRE

Introduction	5
NEXUS AT WORK	11
Modèle global, héritage des approches LRRD, résilience... le nexus, nouvel avatar ou réponse locale à la baisse des financements ?	12
Le nexus avant le nexus	13
Définitions du nexus au niveau du cluster et modalités de mise en œuvre sur le terrain	14
Une définition et des modalités de mise en œuvre avant tout managériales et marquées par une forte « dépendance au sentier »	18
DYNAMIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA SECURISATION ALIMENTAIRE A DIFFA	23
Retour sur le contexte de Diffa, ses évolutions et ses dynamiques en matière de sécurité alimentaire	23
Reconfigurations sociales et économiques : 2 études de cas	24
Permanence et reconfiguration de la multi-activité et de la multifonctionnalité des hommes et des terres dans le cadre d'une économie circulaire de subsistance	27
UNE ECONOMIE CIRCULAIRE SOUS CONTRAINTES	33
Des reconfigurations sociales profondes	33
Un accès aux terres limité et incertain	34
Pression sur les ressources, santé et conflits	37
Contraintes dans la mobilité et reconfiguration des circuits d'échange et des réseaux marchands	38
NOUVELLES CHAINES DE VALEUR, CRISE ET INNOVATIONS : LA SECURISATION ALIMENTAIRE ENTRE CONTINUITÉ ET RECONFIGURATIONS	39
Dynamiques et nouveaux enjeux autour du fourrage et du bois	39
Dynamiques agricoles : entre survie, économie agricole circulaire et innovations	48
Artisanat : cordes, nattes et les opportunités de circuits courts	53
Vente de la force de travail (repiquage du riz, briques, maçonnerie...)	56
ANALYSE DES FILIERES AGRICOLES	59
La filière poivron et paprika	59
La filière poisson	62
La filière riz	65
CONCLUSION	75

SÉCURISATION ALIMENTAIRE « PAR LE BAS » *LE NEXUS HUMANITAIRE-DEVELOPPEMENT A DIFFA*

Mamane Sani Souley Issoufou et Jean-François Caremel

Introduction

Contexte

Du fait de l'imbrication d'enjeux régionaux sécuritaires, de mobilités multiples, de solidarités, de rapports de pouvoir, de l'existence d'un état d'urgence, de réponses humanitaires et de dynamiques locales de reconfiguration de la géographie humaine et familiale, la situation qui prévaut dans la zone de Diffa mérite d'être qualifiée de crise particulièrement complexe (Carmel 2018) qui appelle des analyses fines des tenants et aboutissants des dynamiques à l'œuvre en vue d'éclairer les stratégies de sortie de crise.

Les études conduites par le LASDEL au cours des années passées à Diffa¹ viennent compléter des recherches conduites avant la crise (Magrin & Pérouse de Monclos 2017, Margin et al. 2017). Elles permettent sur bien des sujets de proposer des approches comparatives dans le temps qui conduisent à souligner des évolutions importantes mais aussi des continuités ; des contraintes mais aussi une forte inventivité et résilience des populations. La revue de la littérature et l'analyse des matériaux mobilisés au fil des recherches de terrain ont permis notamment de caractériser les transformations du cosmopolitisme, de la mobilité, des solidarités, et l'évolution des fonctions hiérarchiques dans la zone (Hamani et al. 2018, Caremel 2018). Ont également été appréhendées l'influence de l'insécurité, des règles de l'état d'urgence, du déplacement forcé des populations, ainsi que leur corolaire : l'aide d'urgence, ses nécessités et ses limites. Ces recherches ont permis de déconstruire les dynamiques d'intervention et d'éclairer les jeux d'acteurs dans la gestion de la crise, ainsi que de comprendre les décalages croissants observés entre les besoins des populations, les stratégies qu'elles déploient et les réponses apportées par l'aide (Hamani et al. 2018, Caremel 2018). Les résultats de ces recherches viennent compléter et éclairer à partir de données de terrain les lectures régionales qui sont proposées par ailleurs (Magrin et Pérouse de Montclos 2017).

Ces analyses ont permis de mieux appréhender le contexte et le cadre d'intervention développés par les acteurs de l'aide, et de proposer un certain nombre de changements de paradigmes dans le cadre d'une sortie souhaitable des logiques d'urgence, après plus de 3 années de crise (Carmel

¹ Les différentes études conduites par le LASDEL à Diffa ont analysé l'évolution des stratégies individuelles et collectives en fonctions des activités antérieures, des lieux de vie, des réseaux de solidarités. La présente étude a permis une mise à jour de ces analyses.

2018). Il a fallu articuler les dynamiques et les représentations de l'aide à la multiplicité, la richesse et la complexité des stratégies déployées par les populations de la zone de Diffa pour faire face au quotidien.

Ces stratégies locales des populations comme celles des acteurs de l'aide sont au cœur des analyses proposées dans ce rapport, qui conforte les conclusions des études précédentes. Il souligne la nécessité d'une inscription de l'aide en relais des stratégies locales de résilience, et la pertinence d'une ouverture sur l'appui aux dynamiques économiques privées. Ces transformations nécessaires pour améliorer la pertinence de l'aide d'urgence sont à n'en pas douter une clé du « nexus humanitaire/développement ».

Objectifs de la recherche

Cette recherche visait à éclairer les modalités et l'articulation (ou non) des stratégies locales, individuelle et collectives, « par le bas » (ou endogènes) de sécurisation alimentaire (Janin 2009, Janin & Dury 2012), avec les stratégies et interventions déployées par les acteurs de l'aide et notamment celles qui visent à assurer la sécurité alimentaire et/ ou à restaurer l'autonomie (voir les *capabilities* : Drèze & Sen 1996) des populations,

Cette analyse symétrique visait à contribuer à deux objectifs :

- un objectif de recherche : comprendre les dynamiques d'acteurs et les interactions avec les stratégies de sécurisation alimentaire,
- un objectif opérationnel : alimenter les réflexions et orienter les stratégies et interventions des acteurs en charge de mettre en œuvre les politiques publiques de gestion et de sortie de crise à Diffa, notamment dans le cadre du « nexus humanitaire/développement ».

Démarche analytique

L'analyse s'est organisée autour de deux volets conduits de manière synchrone et qui se sont alimentés l'un l'autre.

Le premier volet, autour d'études de cas, s'est focalisé sur les stratégies (et leurs évolutions) de sécurisation alimentaire déployées par les différentes populations. Il a été procédé au choix raisonné des sites dans lesquels les interviewés ont trouvé refuge, à leurs groupes socio-culturels de rattachement ainsi qu'à leurs modes de vie et activités antérieures. Les stratégies individuelles, familiales, collectives, ont été documentées en les réinscrivant dans les chaînes de valeurs et les filières. Cette analyse multi-scalaire s'est doublée d'un travail sur les ruptures et les continuités dans les stratégies développées en matière de sécurité alimentaire avant et pendant la crise, en portant une attention particulière à l'évolution des dynamiques des terroirs, aux phénomènes de saisonnalité, aux dynamiques de division des tâches, aux stratégies de mobilisation des ressources...

Le second volet s'est intéressé aux interventions de « sécurité alimentaire » déployées par les acteurs de l'aide d'urgence et de développement, en se focalisant sur les initiatives qui visent à appuyer les stratégies de sécurisation alimentaire. Comment ces interventions se sont organisées pour incarner le nexus humanitaire/développement et se sont-elles articulées entre elles (ou non) ? Quelles perceptions les populations ont-elles eu de ces interventions, et comment celles-ci se sont-elles intégrées dans les stratégies de construction de la sécurisation alimentaire « par le bas ».

L'étude étant comparative entre les sites et dans le temps, elle a permis d'identifier les évolutions entre les différents sites et au fil des différentes recherches. Le caractère synchrone de ces analyses

a permis d'identifier les points de convergences et les angles morts des interventions humanitaires tout en soulignant des pistes de travail pour l'avenir.

Approche et méthodologie

Le mode de collecte de données a visé à favoriser de manière aussi systématique que possible (a) le comparatisme dans le temps ; (b) le comparatisme spatial ; (c) les influences socio-culturelles et de genre et le rôle des trajectoires personnelles et collectives.

Pour ce faire, la collecte des données s'est appuyée sur : (a) une revue des données antérieures et leur mise à jour, via un retour sur des sites déjà enquêtés ; (b) des études de cas approfondies ancrées dans le quotidien des populations ; (c) l'articulation des stratégies humanitaires, d'urgence et de relèvement, et endogènes ; (d) l'évolution de l'aide et de ses perceptions (logiques, désignations...)

Ces différentes sources ont été alimentées et complétées par une poursuite de la revue de la littérature pertinente sur les questions couvertes et la zone de travail au cours et au retour du terrain.

Dans la mesure du possible, pour chaque site, en fonction de leurs spécificités, nous avons cherché à définir : la cartographie et la saisonnalité des espaces et des activités, à analyser la répartition des activités à l'aune de différents prismes (genre, facteurs économiques, socio-culturels), à cartographier des réseaux d'acteurs contribuant ou influençant la sécurité alimentaire des ménages et des collectifs (propriétaires fonciers, semenciers, producteurs, marchands...), à décrire des chaînes de valeur locales et translocales.

À travers des entretiens (90 entretiens formels, individuels ou collectifs, retranscrits dans la base de données), des observations (15), des études de cas détaillées (20), nous avons analysé les ressorts des stratégies endogènes. Nous avons recensé les interventions de l'aide, notamment en termes de « sécurité alimentaire » et en particulier les projets d'appui à la résilience. Nous avons cherché dans ce cadre à analyser les dynamiques à l'œuvre à partir des perceptions croisées des populations et des acteurs de l'aide. Cela a permis de faire la part des choses et de resituer la place, le poids et le rôle des interventions humanitaires de « sécurité alimentaire » dans les dynamiques et stratégies endogènes des populations.

Echantillonnage et choix des sites

La démarche de recherche s'est appuyée sur une revue transversale et une montée en analyse s'appuyant des études de cas approfondies. Leur réalisation a impliqué un temps de collecte de données relativement long sur les sites ce qui est compliqué à Diffa. Le problème a été pallié par une présence de l'ensemble des enquêteurs sur chaque site pour collecter les données de manière intensive avec, quand cela était nécessaire et possible des visites complémentaires ultérieures. L'échantillonnage a reposé sur un choix raisonné des sites en fonction :

- Des caractéristiques du site (éco-système socio-économique et culturel, environnement, trajectoires et origine des populations, niveau d'appui...)
- De la présence d'un projet visant l'autonomisation et le renforcement de la résilience de la population en matière de sécurité alimentaire.

Tableau 1: liste des sites d'enquête et des groupes stratégiques interviewés.

Commune	Village/quartier/site	Personnes interviewées
Niamey		Autorités centrales, coordinateurs d'ONG, cadre d'agences UN...
Diffa	Diffa	Autorités régionales, acteurs de l'aide (UN, ONG) Populations locales (Hommes/femmes, agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, adultes/enfants)
	Dabago Awardi	
Chetimari	Chetimari Mediam Chetima Wango N'Guel Kollo Ngagam Maina Kaderi	Entrepreneurs, membres de coopératives Acteurs des marchés (vendeurs, Grossistes, dockers...)
Gueskerou	Gueskerou Ngui Peulh Kablewa Kinchandi Garin Wanzam	Autorités locales Maires

Dans la mesure du possible nous avons privilégié des sites où des recherches ont été conduites dans les phases précédentes de terrain. Ce choix a permis de s'appuyer sur une connaissance du milieu et des interlocuteurs mais a également autorisé l'inscription des matériaux mobilisés dans des perspectives de temps long et identifier l'évolution des stratégies et des interventions.

Cartographie des groupes stratégiques

Les données collectées ont été mobilisées par une équipe composée de 2 chercheurs, des assistants de recherche du LASDEL et trois enquêteurs. Elles ont été mobilisées auprès des groupes stratégiques suivants :

- Populations déplacées
- Populations hôtes
- Autorités locales et des population déplacées (chefs de village, de quartier, de canton, lawan, hardo...)
- Acteurs des chaines de valeurs en SA (propriétaires fonciers, prêteurs, institutions et marchés, coopératives, banques, grands commerçants...)
- Services techniques
- Bailleurs et cadres de coordination
- Responsables FS des acteurs de l'aide
- Employés de terrain des acteurs de l'aide

Limites de l'étude

Aux difficultés de travail dans la zone de Diffa liées :

- à la sécurité,
- aux mesures de l'état d'urgence qui limitent les durées de séjour sur le terrain (dans le cadre de cette étude, contrairement aux précédentes nous n'avons pas passé des nuits sur les sites) et ont contraint les déplacements sur le terrain du coordinateur de cette étude...

... il faut ajouter deux contraintes conjoncturelles et une contextuelle :

- La conduite de cette étude dans le courant du mois du Carême a réduit la capacité des assistants de recherche à produire des données de manière intensive et à les traiter de manière fine au cours des débriefing journaliers. Cette contrainte a été compensée par une durée de terrain longue (18 jours) et une équipe importante numériquement (7 personnes)
- Le défaut de disponibilité de certains assistants engagés dans les phases précédentes de recherche. Cela a conduit à un turn over de l'équipe et une perte de mémoire institutionnelle qui a été compensé par le briefing, la lecture des rapports et le temps long de terrain ainsi que la nécessité de ne pas repartir sans informations nouvelles sur des sujets explorés par les études précédentes.

Certains sites ont été plus complexes à enquêter, notamment les zones de marché et le long de la Komadougou. L'équipage ainsi parfois dû interrompre les entretiens de manière prématurée. Un travail important de multiplication des sites investigués et de triangulation des données a permis de pallier ce problème.

NEXUS AT WORK...

Le « nexus » est l'approche qui vise à mieux articuler : L'action humanitaire (sauver des vies, protéger dans l'urgence), L'action de développement (renforcer les systèmes, réduire les vulnérabilités), Les actions de consolidation de la paix (prévenir les conflits, réduire la violence, renforcer la cohésion sociale). C'est donc une vision « 3D » qui reconnaît que les crises sont de plus en plus prolongées, multidimensionnelles et complexes (conflits armés, changement climatique, fragilités institutionnelles), et qu'aucun pilier ne peut agir seul. Ses objectifs sont de renforcer : la complémentarité des trois approches, éviter les doublons ou contradictions, la prévention : agir en amont pour réduire les besoins humanitaires futurs, la résilience : lier la réponse immédiate à un changement durable et l'appropriation locale/nationale : renforcer les capacités des États et des communautés.

Dans la pratique, le nexus fait l'objet de mises en récit et de définitions multiples qui varient en fonction des acteurs, de leur position (niveau central/terrain, politiques/opérationnels, coordination/acteurs de mise en œuvre...) et de leur histoire. Ainsi, malgré le fait qu'il constitue un objet de discussion depuis maintenant plus de 2 années², ce nexus apparaît à bien des égards comme un objet labile. Le travail de normalisation, à l'international engagé précocement et plus tard au niveau national, est confronté à un empirisme dans la définition et la mise en œuvre par les acteurs de terrain. Le nexus apparaît encore, pour le moment, bien plus comme un objet intermédiaire (Vinck 2009) que comme un objet frontière³ (Starr 1989). Ce statut d'objet intermédiaire, qui fait l'objet d'un processus progressif de cadrage, de débordement, d'interprétation, d'équipement (Callon 1999) oblige à proscrire toute analyse normative et invite à prêter une attention au contenu des discours, des pratiques et autres formes de discussion/traduction⁴ (textes, schémas, présentations...). A travers l'analyse et la triangulation des contenus il devient possible d'esquisser, à l'aune des pratiques et des discours des acteurs de terrain, une analyse des espaces et dimensions multiples du nexus qui, à bien des égards, se construit chemin faisant.

Le nexus apparaît tout à la fois comme un modèle global, une réponse à une réduction de la mobilisation et des financements, mais aussi comme un cadre opératoire qui articule des dynamiques nouvelles et anciennes. Pour les acteurs de l'aide d'urgence, il constitue un espace d'investissement vers une coordination renouvelée, qui doit permettre d'éviter les erreurs du passé,

² Le Nexus a été conceptualisé dans le cadre du Grand Bargain, un accord conclu en 2016 entre grands bailleurs (États, institutions financières, agences onusiennes, ONG, etc.), pour réformer l'aide humanitaire et la rendre : Plus efficace, Plus transparente, Plus centrée sur les besoins locaux.

³ L'objet-frontière revêt des caractéristiques diverses, il peut être abstrait ou concret, matériel ou conceptuel, général ou spécifique. Il est à la fois suffisamment « plastique » pour s'adapter aux besoins et aux contraintes des acteurs qui l'emploient et suffisamment « robuste » pour maintenir une signification commune de l'objet pour tous les acteurs. L'intérêt de ce concept d'objet-frontière réside dans le fait qu'il permet de mieux analyser les obligations de négociation et d'organisation entre des acteurs différents travaillant sur des dispositifs communs mais ayant chacun leurs propres représentations

⁴ « Traduction » est à comprendre ici en référence à la définition qu'en donne la sociologie de la traduction : « l'ensemble des négociations, des intrigues, des actes de persuasion, des calculs, des violences grâce à quoi un acteur ou une force se permet ou se fait attribuer l'autorité de parler ou d'agir au nom d'un autre acteur (...) Dès qu'un acteur dit « nous », voici qu'il traduit d'autres acteurs en une seule volonté dont il devient l'âme ou le porte-parole. Il se met à agir pour plusieurs et non pour un seul. Il gagne de la force. Il grandit. » (Callon et Latour 1981, p. 203).

mais qui contribue aussi à dessiner de nouveaux défis et de nouveaux problèmes qui ne semblent pas encore bien identifiés. Le nexus pourrait être une expression du « régime d'économie de la promesse technique » (Joly 2013) de l'aide et des injonctions à innover (Scott Smith 2016).

Modèle global, héritage des approches LRRD, résilience... le nexus, nouvel avatar ou réponse locale à la baisse des financements ?

Le nexus s'inscrit dans une succession de modèles dont la généalogie, les origines, les spécificités et les éventuelles complémentarités ne sont pas toujours bien identifiées ou connues. Finalement, comme le souligne le responsable des activités de sécurité alimentaire d'une O.N.G. internationale :

« Le nexus, c'est ce qui est en vogue. Tout le monde en parle. »

« Le nexus c'est dans la langue. Depuis la crise, il n'y a pas un projet de développement sur lequel s'appuyer à part le PRODAF, les autres on dit que ça a commencé mais on les attend depuis, on ne sait pas ce qu'ils font, ni même s'ils ont déjà fait quelque chose »

D'autres associent le nexus à des modèles antérieurs, soulignant leurs complémentarités et leur intérêt pour la région de Diffa, comme l'exprime un cadre d'une agence des Nations unies :

« Pour nous, à Diffa, l'enjeu c'est essentiellement de mettre en œuvre le nexus et la résilience. »

À l'opposé, pour d'autres, ces deux notions s'excluent et le nexus permet finalement de se détacher de la résilience qui apparaît comme un modèle dépassé, trop complexe et qui n'a pas « réussi » dans le champ de l'aide d'urgence. Le nexus est ainsi articulé ou opposé à des concepts anciens ou plus récents tels que le lien entre urgence-réhabilitation-développement, ou la résilience. La difficulté d'articuler ces notions, qui ont été ou sont encore sur le devant de la scène, et de les combiner avec un pragmatisme opérationnel constitue un premier niveau de complexité conceptuelle du nexus.

Le nexus relève aussi d'une « économie de la promesse », il est perçu par certains interlocuteurs, notamment situés en capitale, comme un moyen de transformer le régime d'aide. Cette transformation relève d'un impératif opérationnel, du fait des décalages croissants entre les besoins exprimés par les populations et les réponses apportées. Cette injonction à une transformation des pratiques se justifie aussi par des contraintes financières : la réduction des financements (au moins d'urgence) disponibles pour Diffa conduit certains interlocuteurs à qualifier cette crise de « crise oubliée » dont le nexus serait tout à la fois :

- une expression/conséquence par la baisse de la mobilisation (financière) internationale mais aussi
- une manière de réinscrire cette crise sur l'agenda par la promesse d'une innovation dans les pratiques.

C'est en partie ce qu'illustre l'extrait d'entretien suivant avec un cadre d'un bailleur de fonds :

« L'intérêt pour le nexus à notre niveau renvoie à la nécessité d'une sortie de l'assistance, d'approches complémentaires. Politiquement, l'évolution a été lente. D'un point de vue opérationnel, cela consiste essentiellement d'assurer cette combinaison des interventions d'urgence et de relèvement, mais en fait de plus en plus (il constitue aussi une réponse) à un problème de financement qui fait que la crise de Diffa devient une « crise oubliée ». Ce constat renvoie d'autant plus à la nécessité de transformer l'assistance. »

Ces différentes lectures du nexus constituent des boucles à la fois théoriques et de mobilisation/plaidoyer/traduction, qui illustrent la multiplicité de ses interprétations possibles, avant même que ne soit pensée ou opérationnalisée sa mise en œuvre.

Le nexus avant le nexus

Cette complexité dans la définition des contours et de l'objet « nexus » lui-même s'explique aussi par le fait que, a posteriori, un certain nombre d'acteurs identifient leurs activités passées comme relevant du nexus humanitaire-développement avant même que celui-ci ne soit théorisé ou ne commence à être déployé officiellement sur le terrain. C'est ce que souligne un cadre de terrain d'une grande ONG à Diffa :

« En fait, dans nos interventions, nous étions déjà dans le nexus »

Cette citation est appuyée et renforcée par le fait que, comme nous le verrons plus loin, les activités développées dans le cadre du nexus, tel qu'il est déployé dans le cadre de la coordination sur Diffa, sont, pour l'essentiel, peu différentes de celles mises en œuvre précédemment par les acteurs ayant amorcé un travail de « relèvement » ou de « renforcement de la résilience » des populations.

Par ailleurs, il faut prendre en considération ce que soulignent certaines études mais aussi nombre de praticiens du développement qui mettent en avant la permanence des interventions de développement dans la zone (même si celles-ci ont rapidement été dépassées en nombre par les projets d'urgence), ou dans certaines parties de la zone, malgré la dégradation du contexte sécuritaire. Interventions d'urgence et de développement ont en permanence cohabité, de fait, malgré la crise. C'est ce que souligne la suite de la citation ci-dessus :

« Ce qu'il n'y avait pas, c'est la coordination avec les autres acteurs. »

Un certain nombre de bailleurs mais aussi d'acteurs du développement ont fait évoluer leur « portefeuille d'activités » en fonction des besoins, notamment en étendant/déployant en plus de leurs financements de développement des interventions d'urgence,

« Diffa ne constitue pas initialement une zone prioritaire pour nous. Nous étions plutôt concentrés sur Maradi et Dosso. L'appui au niveau du pays s'organise autour de trois domaines traditionnels : (a) sécurité alimentaire – (b) développement rural, formation éducation professionnelle, gouvernance – (c) paix, émigration. Les questions humanitaires sont lues comme transversales et les appuis se font en complément, là où les besoins se font sentir, essentiellement via des partenaires comme c'est le cas à Diffa. »

Cette évolution du portefeuille d'activités s'est faite parfois de manière radicale avec, notamment pour certaines O.N.G. locales, avec un abandon quasi complet des interventions de développement et une reconversion dans les projets d'urgence.

Enfin, est régulièrement mis en avant dans les entretiens le fait que, finalement, s'est opéré de fait une partition spatiale des espaces de développement et des espaces d'urgence depuis le début de la crise.

« On distingue différents types d'appui dans la zone de Diffa. Au Nord, un travail de récupération de terre et de restauration de l'environnement via les logiques de travail contre nourriture du PAM. Plus au sud, à Diffa, un travail de sur le cheptel opéré par Oxfam, le CICR, ACF. En complément, un engagement sur l'emploi des jeunes à travers une politique et des programmes de formation et d'appui financier déployé par Swiss Contact, CARE. Et une intervention d'appui au crédit agricole qui s'est révélé peu performante du fait de problèmes de compréhension par les populations mais aussi de disponibilité des organismes de microcrédit. »

Le nexus apparaît alors, a minima, dans les discours des interviewés, comme un espace :

- de reconfiguration de cette répartition spatiale des interventions,
- de promotion d'approches nouvelles articulant urgence-relèvement et développement

Plus rares sont les acteurs qui soulignent que cette approche permettra de remettre au cœur des dynamiques de la sortie de crise les services techniques et les acteurs privés.

Si le premier objectif semble en passe d'être atteint, le deuxième reste très lointain comme l'expriment les services techniques qui, bien que présents au niveau des clusters, restent en périphérie de la mise en œuvre des activités et de l'analyse de la pertinence et de la qualité, a priori et a posteriori, des interventions. C'est ce que souligne en entretien un cadre d'un des services techniques en charge des questions de sécurité alimentaire dans la région de Diffa :

« Mais finalement, tu sais, sur des projets, ce n'est même pas nous qui fonit ça (à propos des conventions globales entre les O.N.G. et les services techniques d'État et de leur fonction d'assurance qualité) »

Les motifs de ces difficultés tiennent à la culture urgentiste de la grande majorité des acteurs de l'aide présents à Diffa mais aussi à des dynamiques locales entre les différents pouvoirs politiques comme techniques,

« Le comité technique régional de l'I3N est censé être un espace de rencontre des deux champs (humanitaire et développement), c'est ce qui a conduit à la mise en place d'un coordinateur en charge de la planification commune. Cette initiative a connu un coup d'arrêt faute de mobilisation de la région et de tensions entre le gouvernement et le conseil régional. »

Les problèmes d'articulation entre l'État central, les partenaires techniques et financiers et les acteurs de terrain ressortent également régulièrement dans les « retards à l'allumage » du nexus à Diffa

« Mais finalement personne ne voulait ou ne pouvait avancer seulement au niveau de la région, il fallait associer le niveau central et les agences... »

Ce problème semble perdurer comme le souligne un cadre des services techniques de Diffa :

« Mais on ne communique toujours pas vraiment avec Niamey je pense... »

Ceci explique un certain nombre des contraintes identifiées ci-dessus

« Aujourd'hui, ça commence, on démarre, mais pendant deux ans on ne savait pas où ça allait, chacun avait sa définition »

Définitions du nexus au niveau du cluster et modalités de mise en œuvre sur le terrain

Cette diversité des définitions, ces tensions dans les modalités de déploiement, la diversité des acteursparties prenantes... invite à dépasser une analyse du cadre théorique pour s'intéresser aux modalités pratiques de mise en œuvre et à ce qu'elles peuvent nous apprendre de plus sur le Nexus.

Genèse locale du nexus

Dans la mémoire des acteurs, les premiers pas du nexus sont essentiellement pragmatiques et associés au temps long de la crise et à une évolution différenciée des besoins des différentes populations en fonction de leur rang d'arrivée et d'installation.

« Le nexus c'était quelque chose que le groupe de travail a abordé en se disant que les personnes déplacées ne sont pas toutes de la même génération (de déplacement). Avec des moyens de résilience différents... donc le nexus nous permettait nous interroger sur la nécessité d'appuyer ceux qui étaient là depuis longtemps comme des nouveaux déplacés ou plutôt de faire en sorte qu'ils s'intègrent dans l'économie des populations hôtes »

Le nexus est alors essentiellement conçu comme une occasion de réflexion pour l'adaptation de la réponse à des besoins en évolution. Cette adaptation va renvoyer à différentes articulations des modalités d'urgence et de développement : un continuum, un contiguum, une approche par les complémentarités et/ou une approche par la planification adaptative.

La diversité de ces entrées s'explique par des lectures différentes du contexte et de ses évolutions. La plupart des acteurs interviewés ont inscrit le nexus dans une perspective de stabilisation progressive de la crise qui semblait être à l'œuvre en 2018. Cette hypothèse est loin de se réaliser et hypothèque finalement les modalités d'intervention du Nexus définies a priori comme le soulignent cet extrait d'entretien avec un bailleur de fond :

« Le narratif des acteurs (de l'aide) jusqu'à l'année passée c'est essentiellement un discours autour d'un scénario de stabilisation. Cela a débouché sur une ambition de démonstration du lien entre urgence et développement, le nexus, qui se solde aujourd'hui par une déception, du fait d'un défaut de changement du logiciel opérationnel des acteurs et de l'évolution défavorable du contexte (...) La dynamique des groupes (djihadistes) a évolué avec les guerres de succession au sein de Boko Haram. On voit des nouveaux modes d'intervention se développer, une recrudescence des attaques vis-à-vis des populations civiles, probablement du fait de nouveaux groupes sous allégeance à un des groupes déjà institué. On observe une nouvelle logique de violence aveugle qui, si cela se poursuit, pose la question de l'accès (et donc de mise en œuvre du nexus tel qu'initialement conceptualisé). »

Cette transformation des dynamiques sécuritaires est reconnue comme un point critique par les acteurs du cluster, qui confirment le caractère territorialisé du déploiement du nexus le long et au nord de la RN1, et l'exclusion de fait de la Komadougou et du lac Tchad alors même qu'un certain nombre d'activités y ont été autorisées dans le cadre de l'allègement de l'Etat d'urgence.

« La crainte c'est que Boko Haram ne nous permette pas de déployer tel que nous avons planifié. La situation change... la ligne de front de la frontière est en train de passer à la RN1 »

Le nexus comme une coexistence entre urgence et développement

Nous avons évoqué précédemment le fait qu'a été opéré dans la zone de Diffa un découpage géographique en fonction du niveau d'insécurité qui déterminerait, a priori, des espaces voués au développement, d'autres à l'urgence et, au milieu, des zones d'action hybrides.

Malgré tout, la possibilité d'un accès à la terre conditionne une partie importante du déploiement des activités de relèvement et de développement. Dès lors, cette coexistence entre urgence et développement est aussi une division entre des types de population comme le souligne le coordinateur des activités SAME d'une ONG à Niamey :

« Ce n'est pas le même bénéficiaire qui est en train de recevoir ce paquet. D'un côté c'est les populations réfugiées/déplacées (aide d'urgence/distribution) de l'autre c'est les hôtes (relèvement). »

Cette logique, qui reste assez répandue, est loin d'être satisfaisante, y compris pour les acteurs qui la pratiquent mais aussi pour ceux qui la financent, comme le met en avant un bailleur qui a déployé des financements d'urgence et de développement dans la zone :

« Le nexus c'est essentiellement perçu comme une coexistence... mais dans les faits ça ne devrait même pas être une coexistence, c'est quelque chose qui doit être pensé ensemble pour appuyer la population. »

Le nexus comme un continuum entre urgence et développement

Cette approche du nexus comme un continuum, qui était très présente lors de notre dernière étude semble être progressivement rattrapée dans les discours par une approche du nexus comme un espace de réflexions, d'analyses et d'action pour organiser une transition de l'urgence au développement. Cette approche semble être partagée par un grand nombre de services techniques, de bailleurs et d'O.N.G.

« Le nexus devrait être un espace où l'on fait des efforts pour comprendre les dynamiques locales » (Représentant d'un bailleur de fonds)

« Ce NEXUS est d'autant plus nécessaire que, dans la théorie, les (certaines) mesures d'état d'urgence sont levées... »

Néanmoins, cette orientation développementaliste du nexus, lorsqu'elle est évoquée, suscite quasi systématiquement des doutes ou des conditions, notamment sur les acteurs censés opérer cette transition :

« et puis tu sais, on a toujours un doute sur la capacité des O.N.G. à s'inscrire dans le développement » (cadre régional d'un service technique)

« Pour moi, les O.N.G. sont dépassées... » (cadre d'une agence UN)

Pour ces acteurs, l'avenir du nexus réside dans le développement et la sortie des projets de petite échelle au profit de grands programmes de développement, comme le souligne la suite de l'entretien avec ce cadre d'une agence des Nations unies :

« La solution viendra des initiatives nationales comme le PARCA qui opèrent un travail de priorisation avec les communes, validées en plénière ».

Le nexus comme une complémentarité entre urgence et développement

Au regard de l'évolution du contexte sécuritaire, le nexus devrait plutôt être un espace de complémentarité entre urgence et développement, ancré dans la réalité et les opportunités locales. Néanmoins, comme nous le verrons plus loin, les modalités de cette complémentarité restent largement à définir et vont se heurter à des problèmes majeurs de culture institutionnelle, de priorisation, de sociologie des acteurs...

Autrement dit, le nexus impliquerait des arbitrages politiques forts et continus, au niveau national, régional et local, qui semblent aujourd'hui largement faire défaut. D'un point de vue opérationnel, quelques outils ont commencé à être pensés, mais pas encore déployés, pour définir en fonction de l'évolution du contexte local quelle logique, celle d'urgence ou celle de développement, doit primer. Pour ce faire certains acteurs ont commencé à penser et à financer une approche « multi-scénarios ».

Le nexus comme une approche fluide, une approche multi- scénarios...

La planification multi-scénarios vise une adaptation des interventions en fonction de l'évolution du contexte local dans lequel les activités vont être déployées. Développé par des acteurs d'urgence sur des fonds de développement, elle consiste en la définition avec les communautés d'un certain nombre d'indicateurs régulièrement renseignés qui permettent de documenter des évolutions de fond ou conjoncturelles et à partir d'elle de déployer des activités alternatives.

Cette approche est le fruit d'aménagements dans les modes de financement d'un bailleur et dans les approches opérationnelles d'un acteur humanitaire, qui ont été « challengés » par le contexte et les perspectives du nexus :

« Pour nous, qui faisons traditionnellement du développement, le nexus nous interpelle et nous challenge. En interne, ça nous sort de notre zone de confort habituelle d'appui aux politiques publiques. Tout est lié, imbriqué, les frontières deviennent assez floues. On a été obligé de développer de nouveaux process, de nouveaux outils de financement pour tenir compte du contexte, pour faire évoluer, en conséquence, la formulation des projets... (...) On a disponibilisé différents fonds qui passent aussi bien par les O.N.G. que des institutions d'État. Ces différents fonds sont caractérisés par des procès simplifiés, des délais d'instruction réduits (moins de six mois à rapprocher des un à deux ans d'instruction habituelle) ».

« L'approche débouche sur des formulations de projets caractérisés par une souplesse, en plusieurs phases (amorces, déploiement...) pour mieux intégrer les évolutions de contexte » (cadre d'un bailleur de fonds)

Cette initiative qui transforme les logiques de financement mais aussi le déploiement des interventions sur le terrain mériterait d'être documentée en détails, même s'il est à craindre que son passage à une échelle plus large risque d'impacter sérieusement ses modalités de fonctionnement et sa pertinence.

Une notion et une ambition avant tout humanitaires et urgentistes

Un autre élément majeur qui ressort des entretiens est le fait que le nexus reste une ambition avant tout largement humanitaire. L'initiative est essentiellement portée par les acteurs d'urgence et dans les cadres de coordination qui sont les leurs.

« Du fait de la décentralisation des discussions dans les clusters, à Diffa ils sont beaucoup plus avancés qu'à Niamey (sur le nexus). Au niveau du cluster national il y a peu de discussions autour du nexus, elles ont plutôt lieu au niveau du HRP, souvent sans qu'en ressorte des directives claires. Finalement, au niveau national, tout le monde en parle mais il y a un manque de volonté. » (Cadre d'agence UN, Niamey)

Les acteurs de développement interviewés voient bien un certain nombre de synergies qui sont possibles mais peinent à s'inscrire dans le cadre de concertation existant, largement dominé par les questions et les grilles de lecture des acteurs de l'aide d'urgence.

« Les choses n'ont pas démarré, l'enjeu c'était un peu qui (parmi les agences UN) va prendre le lead de ça »... »

Les différences de structure en matière de ressources humaines des programmes d'urgence et de développement conduisent à une sous-représentation des acteurs de développement dans les cadres de concertation et à des difficultés à prendre en compte la formulation alternative des problèmes, la construction des enjeux et les solutions qu'ils proposent.

Un bailleur et un membre des services techniques se retrouvent pour souligner la différence de culture qui existe entre les grands acteurs du Nexus :

« Dans la pratique, il y a ceux qui courent dans tous les sens, les humanitaires, et ceux qui prennent le temps... Les premiers sont plus nombreux que les seconds même après cinq ans de crise... »

Une définition et des modalités de mise en œuvre avant tout managériales et marquées par une forte « dépendance au sentier »

Dès lors, la concentration de l'essentiel de la coordination du nexus au niveau des clusters n'a pas conduit à une transformation de la gouvernance et du management de ces cadres de concertation. La volonté de faire coexister et interagir logiques d'urgence et logiques de développement s'est heurtée à des cadres de coordination dominés par les acteurs et les problématiques humanitaires.

Le nexus tel qu'il est esquissé au fil des entretiens avec les membres du cluster sécurité alimentaire apparaît largement focalisé sur la réponse aux problèmes qui ont caractérisé l'aide d'urgence (couverture, doublon d'assistance, de financements...).

Un nexus organisé autour de 7 sites pilotes

En effet, au fil des entretiens, à de très rares exceptions près, le nexus est incarné par une approche autour de « sites pilotes » qui visent à répliquer, en espace ouvert, autour des sites et des villages, une initiative conduite dans un contexte de camps de réfugiés.

« Dans le cadre de la mise en œuvre du nexus, le cluster a retenu sept sites pilotes : trois sites d'urbanisation du HCR et quatre sites ruraux. L'idée c'est d'avoir un site par commune comme site de démonstration, pour montrer que le nexus marche. (...) Les logiques opérationnelles sur ces sites sont basées sur des interventions déployées au niveau de Sayam Forage (la ferme installée par le HCR au niveau du camp). L'idée est de répliquer Sayam Forage en multi partenaires... »

Cette entrée par « site pilote » vise également, voire de manière prioritaire, à éviter les doublons d'assistance et à assurer une mutualisation des moyens d'un maximum de partenaires, comme cela est systématiquement souligné dans les entretiens. Ces objectifs révèlent une « dépendance au sentier »⁵ très marquée, qui sur-détermine à bien des égards le fonctionnement et les objectifs de ces sites pilotes et à travers eux du nexus. C'est ce que souligne en entretien un cadre du cluster sécurité alimentaire à propos du nexus :

« Pour le cluster, l'enjeu est d'éviter les doublons d'assistance et de partager les listes de bénéficiaires »

Pour garantir la mobilisation de moyens et leur mutualisation maximale, l'organisation du nexus via le cluster ne met pas à disposition des moyens additionnels mais cherche à organiser ceux déjà mobilisés par les O.N.G., parfois avant même le début de cette initiative, donc dans le cadre de projets indépendants.

« Finalement, l'intervention sur les sites pilotes se structure autour de quatre consortiums différents auxquels s'ajoutent les interventions d'autres acteurs en fonction des moyens qu'ils mobilisent. »

À l'aune des problèmes rencontrés antérieurement dans le cadre de la coordination des activités, le travail de réunir des partenaires et de les répartir sur les différents sites pilotes constitue déjà une avancée importante au niveau du cluster :

⁵ La « dépendance au sentier » est un concept d'économie et de science politique importé dans les sciences sociales qui invite à prendre en compte dans les choix l'importance des routines et des habitudes. Cette approche contribue à expliquer ce qui conduit à la reproduction et à la perpétuation de choix qui sont parfois sous optimaux. La dépendance au sentier est définie par Pierson (1994) comme suit « une fois établis, les modèles de mobilisation politiques, les règles du jeu institutionnel et même les façons de voir le monde politique vont souvent auto-générer des dynamiques auto-renforçantes ».

« Aujourd'hui j'ai un sentiment de satisfaction parce que le chemin était bien long, mais on sent qu'on peut compter sur chacun des partenaires car il a sa logistique et ses fonds. Je vais élaborer un plan de suivi consolidé. »

Le nombre de partenaires engagés et la multitude d'activités à déployer sur le site pilote du quartier d'urbanisation de Chetimari (cf, tableau ci-dessous) illustre bien cette mobilisation.

Tableau 3: La répartition des activités dans un site pilote du nexus

Activités	Partenaires de mise en oeuvre
1. Aménagement du site maraîcher	
a. Préparation des terres	ACF, CONCERN, Worl Vision, ADESA – sous forme de CFW PAM
b. Distribution des semences	FAO, WHH, IRC
c. Distribution du matériel oratoire	World Vision, ADESA
d. Banque d'intrants agricoles	ACF
e. Forage maraîcher	WV, WHH
f. Sécurisation des sites maraîchers	ACF, WV, WHH
g. Champ école et appui à la vie associative	FAO, WV, Karkara, PRODAF, AcF
h. Jardin potager scolaire	PAM-Karakara
2. Agriculture pluviale	
a. Récupération des terres agricoles	Concern, PAM, WV, ADESA
b. Intrants et Kits	FAO, WHH, ACF
c. Warrantage	WHH
3. Reconstitution du cheptel	
a. kits petits ruminants	FAO, Concern
b. Vaccination animale	FAO, WV, WHH
c. Troupeaux scolaires	PAM-Karkara
d. Champ école pastoral	FAO
e. Distribution d'aliments bétail	FAO, ACF, IRC, direction régionale de l'élevage
f. Banque aliments bétail	WHH, Resilac
g. Auxiliaires d'élevage	WHH

Les mêmes activités, parfois mises en œuvre par d'autres partenaires, sont déployées systématiquement sur les autres sites pilote.

Dans le cas de Chetimari, 11 partenaires de mise en œuvre sont mobilisés pour mettre en place des activités d'appui agricole et de recapitalisation des ménages à travers le petit élevage. Ces activités sont elles-mêmes déclinées en un ensemble de sous-activités de base mises en œuvre par un à quatre partenaires. Chacune de ces activités conditionne celles qui suivent, qui ne sont que rarement mises en œuvre par le/les mêmes partenaires, ce qui constitue un défi en matière de ciblage, de planning, de coordination des interventions. Ce sont ces difficultés que préfigurent les missions de terrain en vue de la prise de contact et de la présentation du projet sur les différents sites, qui ont été conduites au moment de notre enquête et qui n'ont pas réussi à réunir l'ensemble des partenaires de mise en œuvre.

« Il y a deux grands principes : travailler sur les mêmes sites sans doublons et assurer une complémentarité et une information mutuelle pour promouvoir les synergies à travers une planification et une articulation des interventions. On vient de conduire les premières missions sur les sites pour confirmer les choix et informer les autorités et la communauté. Nous avons

été confrontés à un premier défi, celui de la disponibilité des différents acteurs pour les visites de terrain de lancement. Dans le même temps ces activités ont permis des mises à jour des acteurs actifs mais absents des réunions du GTSA, notamment les cadres des programmes de développement. »

Une approche en kits et par activités standards

Les activités déployées sur les différents sites pilotes, urbains et ruraux, sont largement identiques dans leurs finalités, leurs stratégies de déploiement et leurs modalités de mise en œuvre. L'approche se concentre sur des activités standards : récupération de terres, appui au maraîchage à l'agriculture, reconstitution du cheptel (ce qui désigne abusivement une recapitalisation des ménages via la distribution de petits ruminants). Des kits sont octroyés : petits ruminants, matériel aratoire, semences. Cette logique et les activités opérationnelles qui en découlent étaient déjà mises en œuvre avant le nexus par les acteurs d'urgence engagée dans les activités de relèvement.

Le problème reste que ces dynamiques et l'approche par « projet » peinent à apporter des réponses structurelles aux besoins des populations comme le souligne ce cadre des services techniques :

« Ce qu'il faut maintenant c'est créer les conditions pour que la population, dans sa diversité, puisse regagner son autonomie. L'essentiel pour nous c'est de trouver des revenus substantiels pour que chacun puisse satisfaire ses besoins en retournant à ses activités antérieures. (...) Les projets et les kits, tout ça, c'est de la miniature... »

Ce constat est d'autant plus fondé que l'approche par les kits et les activités standards risque de conduire à nouveau à se soumettre aux solutions disponibles et à une impossibilité de prendre en compte les spécificités des besoins mais aussi des opportunités des populations touchées par la crise (Carémel 2018).

Retour sur le cadre du nexus : ce que ces modes de mise en œuvre nous disent de sa définition

Dès notre première recherche conduite dans la région de Diffa nous avons systématiquement documenté les décalages existants entre acteurs de l'aide et populations dans la qualification des besoins locaux et leur priorisation. Comme nous le verrons plus loin, l'enjeu principal dans les discours, mais surtout dans les stratégies déployées par les populations reste la sortie de la dépendance. Dans cette perspective, les populations ont développé de nouvelles stratégies qui ont permis, malgré tout, dans le cadre de la crise, de se reconstruire et d'adapter leur stratégies de résilience.

Les stratégies de résilience déployées au jour le jour dans les villages ne sont que très partiellement comprises et documentées par les acteurs de l'aide. Ce constat s'explique en partie par le fait que les projets proposent une lecture restrictive de la résilience qui serait structurelle. C'est ce qu'illustre la typologie des interventions qui sont au cœur du nexus tel qu'il est défini et qu'il se structure autour de la résilience environnementale (via la récupération des terres) et à l'accès aux services (banques céréalières, banques aliments bétails, auxiliaires d'élevages...). Ces conditions sont nécessaires mais non suffisantes.

Il s'avère bien sûr essentiel de lutter contre la crise écologique qui est à l'œuvre à travers un travail de récupération des terres. De la même façon, l'accès à des services de proximité en matière de conseil et d'accès à des ressources agricoles et d'élevage est une condition clé de la sécurisation de l'économie des ménages. Néanmoins, la diversité des situations, des modes de vie antérieurs, des terroirs de réinstallation, des stratégies qui en découlent invite à dépasser cette lecture restrictive de la *résilience structurelle* pour chercher à appréhender appuyer *une résilience plus systémique*.

Cela implique pour le nexus une dimension bien plus politique, un ancrage effectif au service des plans de développements et un fonctionnement impliquant les services techniques (quitte à les appuyer avec une assistance technique au niveau régional ou départemental). Une compréhension fine des stratégies de résilience déployées par les populations est nécessaire. Les pages qui suivent proposent un cadre d'analyse et un certain nombre d'exemples des stratégies de sécurisation alimentaire mises en œuvre par les populations de Diffa victimes de la crise. Nombre d'entre elles semblent encore peu connues par les acteurs de l'aide alors qu'elles pourraient alimenter le nexus.

DYNAMIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA SÉCURISATION ALIMENTAIRE À DIFFA

Retour sur le contexte de Diffa, ses évolutions et ses dynamiques en matière de sécurité alimentaire

Les analyses des acteurs de l'aide s'articulent autour de la notion d'insécurité alimentaire. Cette entrée conduit à aborder le champ du point de vue du défaut, du manque et de l'insatisfaction, lus à travers des chiffres (couvertures, volumes, taux...), eux-mêmes largement construits par les acteurs et sujets à caution (Caremel 2018). En mobilisant la notion de « sécurisation alimentaire ⁶ », que nous empruntons à P. Janin, (2009, 2012), nous privilégions « *l'analyse critique et dynamique des processus et des pratiques mis en contexte* ».

Pour ce faire, il convient de mettre à jour les analyses déployées dans nos rapports précédents⁷. Nous y complétons l'analyse de Pierre Janin sur les questions de sécurisation alimentaire en invitant à analyser le contexte mais aussi à opérer une « *contextualisation du contexte* » (Brives et al 2016). Pour ce faire, il convient de l'analyser comme une donnée mais aussi comme un construit, en prenant en compte ses dimensions descriptives et performatives (Caremel 2018, 2019). Nous soulignons alors les constructions situées du contexte par des acteurs audibles (politiques, humanitaires et militaires) et le silence assourdissant des acteurs économiques qui pourtant ont été, et restent à bien des égards, des acteurs clefs du relèvement de la zone et de la sécurité alimentaire des ménages.

Chacun des groupes stratégiques engagés produit donc un discours en fonction des priorités, des logiques et des solutions qu'il propose et qui lui sont propres. Ce faisant, chacun met en lumière une partie des enjeux et laisse les autres dans l'ombre.

⁶ « *Les approches d'insécurité alimentaire ambitionnent, en priorité, de contrôler les risques ou de réduire la vulnérabilité et de pallier les manques* » (Truman et Taylor 1990, p. 1304-1310, cité par Janin 2016). La « sécurisation » alimentaire suppose, pour sa part, plutôt « *la création des conditions de pérennisation d'une situation donnée ou à atteindre* » et porte une « *attention au processus structurant et au fonctionnement global du système alimentaire* » (Janin 2016). Ce qui peut se révéler porteur dans des contextes d'incertitude et d'instabilité renforcés. Par conséquent, la sécurisation s'intéresse davantage à ce qui permet de « faire face » pour construire une action positive et durable (Hubert 2006). La notion de sécurisation englobe également les pratiques spontanées (hors champ de l'aide) des populations, ainsi que l'analyse de l'articulation entre les projets locaux et les pratiques alimentaires, ce qui nécessite de les étudier. Les situations changeantes d'insécurité (alimentaire) doivent ainsi faire l'objet d'analyses contextualisées (localement) et enracinées (sociologiquement et politiquement) afin de proposer des cadres de réponse plus adaptés, plus réactifs et plus efficaces.

⁷ Dans notre premier rapport sur Diffa nous soulignons que « *le contexte tel qu'il est présenté dans les documents de projet, dans les rapports comme dans les discussions que nous avons pu avoir avec les acteurs de l'aide apparaît comme une donnée qu'il faut prendre en compte pour agir. Ceci renvoie à une lecture naturaliste du contexte.* » Nous soulignons dans le second rapport l'importance de « *prendre le contrepied de cette position, en adoptant une posture constructiviste du contexte* » (Fassin 2005, p.12) pour « *éclairer non pas seulement la manière dont la conflictualité ou d'autres enjeux identifiés dans la zone sont une donnée du contexte mais aussi la manière dont le contexte est un produit du regard et des catégories qui y sont projetées* (Dourish 2004 : Cité par Brives 2016) ». Finalement ces analyses invitent à prendre en compte des dynamiques structurelles propres à l'organisation de l'aide (par exemple l'influence du cadre logique sur la construction des objectifs ~~opérationnels~~) pour expliquer « les difficultés de prise en compte des dynamiques nouvelles dans la zone de Diffa ». Nous évoquons alors « *une forme de verrouillage socio-technique* (Arthur 1989) *lié à une construction du « contexte d'intervention » comme un espace plus représentationnel qu'interactionnel* ».

Si Diffa peut être lu selon un modèle de « crises emboîtées » (Caremel 2018), la lecture qui en est faite reste partielle, souvent basée sur une recherche de cohérence. Or Diffa est un *système complexe* c'est-à-dire un ensemble constitué d'un grand nombre d'entités en interactions simultanées, sur différents champs et niveaux d'organisation (local, communal/terroir, canton, département /région /national). La multiplicité des perspectives et des jeux d'acteurs débouche sur des boucles de rétroactions (par exemple l'influence de l'aide sur la chefferie, le réagencement de solidarités locales du fait du déplacement, l'abandon de tâches réservées aux castes...) qui font que chaque entité, par ses interactions avec les autres, influence l'ensemble. Le système complexe est par nature faiblement prévisible et peut laisser penser qu'il est faiblement cohérent, du fait de l'impossibilité de le comprendre finement dans toutes ses dimensions.

On note ainsi pêle-mêle et tout à la fois :

- un retour important de l'insécurité et surtout une reconfiguration de ses formes et modalités, notamment dans le cadre du développement de sous-groupes de Boko Haram et de leur implantation différenciée sur le territoire,
- la réouverture officielle des activités de pêche dans des zones qui sont, de fait, largement tenues par ces groupes,
- la remise en fonction de certains marchés, stratégies qui va à l'encontre de la stratégie « d'assèchement » des sources de financement de Boko Haram
- une évolution différenciée des règles, modalités et régimes d'état d'urgence dans la sous région

La lecture « directionnelle » du contexte qui s'inscrit dans un a priori de « sortie de crise » conduit à interpréter ces développements comme des injonctions contradictoires. Ces arbitrages relèvent bien plus dans les faits d'un pragmatisme politique, qui crée bien souvent des états de fait (la reprise de la pêche, de la culture du poivron, le fonctionnement des marchés...), et d'une logique d'« anarchie organisée », comme « le modèle de la poubelle » (*garbage can* : Cohen, March, Olsen 1972), où les solutions attendent la survenue de problèmes qui leur conviennent.

Reconfigurations sociales et économiques : 2 études de cas

Nous présentons ci-dessous deux études de cas qui renvoient aux impacts de la crise sur les agriculteurs et les transhumants, qui sont contraints, pour les premiers, de fuir leurs terres en raison de l'insécurité et des mesures de l'Etat d'urgence, et, pour les seconds, de devenir sédentaires du fait de la perte de leur cheptel.

Etude de cas n° 1 : stratégies de subsistance des agriculteurs de la Komadougou réfugiés dans l'hinterland de Diffa

Histoire du déplacement initial

Les habitants de CW vivaient dans la vallée de la Komadougou. Ils y pratiquaient essentiellement l'agriculture, la culture de contre saison et le maraîchage, activités qui étaient complétées par l'élevage et la pêche. Les productions s'inscrivaient dans une logique d'intégration régionale « par le bas » (Magrin 2014) : les surplus étaient écoulés au Nigeria, en franchissant la Komadougou via des réseaux familiaux et d'interconnaissance transfrontaliers, pour être vendus notamment sur le marché de Damasak avant d'être transportés vers le Sud du Nigeria et les autres grandes places marchandes.

Avec la crise de Boko Haram au Nigéria, l'insécurité s'est installée. La prise de Damasak par Boko Haram en 2015 puis les mesures d'état d'urgence ont inscrit l'insécurité dans le paysage des populations et constitué un point de rupture qui a transformé en profondeur les circuits économiques. L'horreur touche le village un peu plus tard lorsque, une nuit, des éléments de Boko Haram entrent dans le village pour tuer une femme, qu'ils démembrèrent, et égorger son enfant. Cette incursion sera suivie plus tard par d'autres au cours desquelles les membres de la secte exécuteront des habitants et notamment le chef de village de l'époque. Ce meurtre déclenche la fuite massive des habitants vers les gros villages à proximité et les chefs-lieux.

Un mois plus tard, l'Etat du Niger envoie les FDS qui demandent aux populations qui ont fui de retourner dans leur village en leur promettant une protection. Celle-ci est assurée mais, un an plus tard, les FDS se retirent en promettant aux habitants qu'ils restent à proximité et patrouilleront régulièrement. La nuit qui suit le repli des FDS, une délégation avec à sa tête le chef du village se rend chez le chef de canton pour lui demander un endroit où s'installer. Sur ses conseils, transportant leurs bagages sur les charrettes et sur la tête selon les moyens, les habitants de CW se dirigent vers le nord, zone d'où proviennent des ouvriers agricoles saisonniers qui étaient leurs employés dans la Komadougou. Après discussion avec le chef de village qui les accueille, ils sont autorisés à s'installer dans les champs en périphérie immédiate de la RN1. Les conditions de vie dans lesquelles ils vivent depuis leur installation à l'intérieur des terres sont difficiles et précaires.

L'accès à la terre sur le site de CW

Après leur installation sommaire, pour assurer leur survie, les déplacés ont demandé aux populations hôtes des terres à cultiver pendant la saison pluvieuse. Des petites portions de terre, souvent très peu fertiles, situées au nord du village d'accueil leurs ont été prêtées. Ce prêt doublé de l'installation du site d'accueil sur des terres arables le long de la RN1 a accentué le morcellement des terres et réduit la rotation des cultures pour les populations hôtes. Les hommes chefs de ménage déplacés qui ont reçu une terre à exploiter l'ont, à leur tour, fractionnée pour en confier une petite partie à leurs femmes de sorte qu'elles puissent, comme dans la Komadougou, cultiver du mil, des arachides, de l'oseille et ainsi disposer de ressources qu'elles peuvent injecter dans l'alimentation familiale ou surtout vendre pour faire du petit commerce ou gérer les événements sociaux (baptêmes, mariages, etc.).

La possibilité d'accéder aux terres pour les nouveaux arrivants s'est réduite progressivement. Les rendements agricoles sur les terres disponibles étant faibles, très tôt un certain nombre de jeunes hommes ont pris le risque de retourner sur leurs terres d'origine pour pouvoir cultiver en continu et ne plus dépendre des pluies et de l'aide, largement aléatoire. Ces mouvements pendulaires de mise en culture des terres dans la vallée de la Komadougou se sont renforcés au fil du temps, de la réduction de l'aide et de l'assouplissement de fait des mesures de l'état d'urgence. C'est pourquoi, on observe aujourd'hui un nombre croissant de personnes qui quittent les sites le long de la RN très tôt le matin pour se rendre dans leur village d'origine et cultiver (le riz, le mil, le poivron, le maïs) et rentrent à la nuit sur le site d'accueil.

La mise en exploitation des champs des zones de départ nécessite néanmoins des moyens importants dont la plupart des populations déplacées ne disposent pas. Pour accéder aux semences, à l'engrais et à l'essence (pour ceux qui disposent des motopompes) les populations ont développé une multitude d'activités dans les sites d'installation ou aux alentours : certains vendent leur force de travail dans le village d'accueil ou les villages périphériques, les hommes peuvent ainsi servir d'ouvriers agricoles, de manœuvres sur les chantiers, de maçons, de dockers, et un certain nombre de femmes proposent leurs services pour piler les céréales, d'autres préparent et vendent de la nourriture...

Reconfigurations de l'élevage sur le site de CW

Pendant la saison des pluies, les animaux du village, qu'ils aient été emportés dans le déplacement initial ou donnés par les projets, sont conduits au nord-ouest, un peu après les champs de culture, pour pâturer. Ils sont confiés à un berger rémunéré 500 nairas/mois par tête (gros ruminants). À la fin de la saison des pluies, les animaux réinvestissent les champs libérés, y compris au Sud du goudron, mais toujours à proximité du village. Le berger ne prend pas le risque de les conduire au Sud, dans la vallée de la Komadougou où le fourrage est abondant. Il craint moins les mesures de l'état d'urgence en vigueur que le risque de rencontrer les Boko Haram ou les éleveurs venus du Nigéria qui exploitent les pâturages des zones de départ. Hors saison agricole, les femmes et les enfants conduisent les petits ruminants (les chèvres surtout) vers le sud du village mais non loin du goudron et en prenant soin de les attacher à l'ombre des arbres où se trouvent quelques herbes à brouter avant de les ramener au village les après-midis.

Dynamiques d'accès au fourrage

En plus du fourrage herbacé, l'alimentation des animaux est complétée pour les gros ruminants par les tiges de mil, la paille de riz, produits le long de la Komadougou et transportés sur des charrettes attelées jusqu'au site. Ceux qui n'ont pas d'animaux et qui travaillent dans la Komadougou récoltent ce fourrage pour le vendre au village ou sur les marchés. La vente se fait par bottes pour un prix d'environ

200 nairas. L'élevage sur le site, notamment l'élevage d'embouche, bénéficie des sous-produits des deux moulins implantés dans le site. Le son issu du décortiquage du riz, du mil ou du maïs favorise la prise de poids des animaux élevés pour être revendus à court terme sur le marché. Chaque mesure du son de riz est vendue à 50 nairas

La coupe du bois, usages et circuits de commercialisation

Lorsque la saison agricole, qui est aussi celle de la coupe du fourrage, se termine, les habitants du village qui ne vont pas exploiter les champs dans la Komadougou pratiquent la coupe de bois. L'essentielle de cette activité se fait dans une périphérie de plus en plus lointaine du village. Il faut marcher parfois 2 à 3 heures, en évitant les postes des FDS, pour atteindre les zones de coupe. Ceux qui ont le « cœur fort » pratiquent cette activité dans la vallée de la Komadougou. Les distances à parcourir conduisent à des départs le matin, juste après la prière et à des retours sur le site parfois tard dans l'après-midi ou en début de soirée. Après avoir fait des fagots dans les zones de coupe, une personne vient prendre leurs bœufs ou louer ceux des voisins pour assurer le transport jusqu'au village ou au marché. Une charrette de bois de chauffe (arbustes et branches de taille intermédiaire) y est vendue entre 2500 et 3000 nairas tandis que les longues branches droites qui servent à construire les hangars sont vendues entre 70 et 100 N. Le marché du bois est organisé par les intermédiaires et les revendeurs qui achètent souvent les produits un prix dérisoire et conservent l'essentiel des marges bénéficiaires. Par exemple les bois pour les hangars achetés entre 70 et 100 nairas sont vendus entre 150 et 200 N au marché ce qui conduit un de nos interlocuteurs à souligner que « Les villageois souffrent et les citadins profitent bien ».

Ces activités sont complétées par des activités plus ponctuelles, notamment autour des marchés. Certains habitants du site se rendent sur les marchés pour y travailler comme docker, d'autres y vont pour emprunter des articles auprès des commerçants qu'ils connaissent et cherchent à les vendre en déambulant dans le marché et aux alentours, rendant aux commerçants les produits invendus et l'argent de leur vente et conservant les marges.

Activités économiques 'de survie' et logiques prioritaires d'investissement

Les bénéfices tirés de ces différentes activités servent à l'achat de nourriture et des condiments pour assurer la survie des ménages, à l'achat du son pour les animaux, des vêtements et du petit matériel pour les concessions... Mais en plus de répondre aux besoins de base des familles les fonds mobilisés permettent de dégager des moyens pour investir, notamment pour acheter essence, engrais ou pesticides. Ces produits étant interdits à la vente, leur achat au niveau des marchés et des gros villages se fait de manière clandestine. Leur acheminement vers les espaces où ils sont utilisés, en l'occurrence les espaces de culture le long de la Komadougou, se fait immédiatement et souvent la nuit, malgré les règles de l'état d'urgence.

Etude de cas n° 2 : L'impact de la sédentarisation sur les stratégies de sécurisation alimentaire des populations d'éleveurs transhumants

Création du village et principale ressource avant la crise

Les habitants de X étaient essentiellement des éleveurs nomades dont les itinéraires de transhumance parcouraient le Niger, le Nord du Nigeria et du Cameroun. Leur installation initiale sur le site de M. et l'organisation initiale d'un village remonte au début des années 2000. Elle est initialement due à la nécessité d'avoir un terroir de référence et un espace où donner suite au désir des personnes âgées qui ont « exprimé le désir de se reposer, de se consacrer à la lecture du Coran plutôt que de traverser les terres et de devenir un fardeau pour les autres ». Cette motivation initiale a été renforcée par le départ de plus en plus des jeunes vers les sites d'orpaillage depuis le début des années 2000. Ces derniers laissent souvent leurs femmes et leurs enfants qui deviennent une charge importante pour les aînés dans le cadre du déplacement. Suite à la demande formulée par les anciens auprès du chef de canton celui-ci les autorise à s'installer sur le site actuel qui devient par la suite le village de M.

Au moment de l'installation du village, être propriétaire de 50 à 100 têtes de petits et gros ruminants n'était pas un signe de richesse. Ceux qui disposaient de cet effectif de cheptel se comptaient par dizaines dans un village de quelques centaines d'habitants. C'était le cas de M.K., petit frère et représentant du chef du village en son absence qui avait plus de 50 têtes.

Il se souvient de la manière dont, avant la crise, la mobilité des troupeaux permettait d'articuler disponibilité des pâturages et de l'eau, et accès aux marchés ce qui permettait de garantir des termes de l'échange favorables, surtout au Nigeria où les animaux sont vendus plus cher qu'au Niger. C'est notamment pour cette raison qu'ils fréquentaient régulièrement le marché de Maiduguri. Ils pouvaient y vendre jusqu'à 50 moutons par semaine avec des bénéfices qui variaient entre 8 à 10.000 nairas par tête surtout pendant les fêtes de Noël ou de Pâques où les gens du Sud, à majorité chrétienne, venaient de partout pour acheter leurs animaux.

C'est sur le territoire nigérian que la crise les a frappés et a conduit à une perte de la quasi-totalité de leur troupeau. « On était ensemble au Nigeria et il y a eu plusieurs coups de feu à côté de nous. Les animaux ont eu peur et ils sont partis. Moi aussi je me suis sauvé. Deux jours après, nous sommes allés chercher notre bétail mais c'est trop tard ».

Si pour les habitants du site ce sont les Boko Haram qui sont responsables de la perte, ils indexent aussi les Peuls du Nigeria qui, selon eux, ont récupéré leurs animaux. Ils n'osent pas demander justice car, selon eux, peuvent recourir à la violence pour conserver leurs animaux. La perte des animaux a conduit les populations mobiles à se replier sur le village. Aujourd'hui, il y a très peu d'éleveurs à M. La taille du plus grand troupeau dépasse à peine 15 petits ruminants.

Accès à la terre et activités agricoles

Après leur installation au village, ils ont demandé au chef de canton des terres qui leur permettent de cultiver. Ce sont essentiellement les hommes qui ont accès à quelques terres concédées par le chef sans contrepartie financière. Ils y cultivent le mil, le niébé et l'arachide, mais les rendements sont faibles et rares sont ceux qui arrivent à couvrir l'intégralité des besoins de leur famille avec leur production et encore plus rares sont ceux qui arrivent à dégager un excédent à vendre au marché. Du fait de la pression sur les terres cultivables qui se raréfient y compris pour les autochtones, très peu des habitants qui les ont rejoints après le début de la crise ont eu accès aux terres. Ils ont dû se consacrer à d'autres activités.

Reconversions professionnelles autour des animaux

Avec la perte du bétail ainsi que la pression et l'insuffisance des terres, les hommes du village, en particulier les jeunes, se consacrent à des "petits métiers" qui rapportent de quoi nourrir la famille. Beaucoup font du commerce. Ils excellent surtout dans le commerce des animaux. Le commerce du bétail se fait toute l'année. Les hommes du village organisent l'acheminement à pied des animaux vers les lieux de vente notamment pour les vendeurs ou les commerçants qui souhaitent vendre leurs animaux aux marchés de Gagamari ou de Diffa. Ils jouent aussi le rôle d'intermédiaires de vente. En règle générale, ce sont souvent eux qui fixent les prix des animaux grâce à leur connaissance de ceux-ci. Leur savoir-faire dans la conduite du troupeau et leur compréhension des animaux séduit les vendeurs qui ont plus confiance en eux qu'en d'autres vendeurs, qui n'hésitent pas à les confier des animaux. « J'ai un patron à Gagamari. C'est moi qui vends ses animaux. Il a confiance en moi ». Au retour du marché, ils achètent les produits de première nécessité comme de l'huile, les arômes, de la farine de manioc, le riz, le mil etc. pour les vendre dans le village.

Cette activité d'intermédiation se double, à certains moments de l'année, d'un travail d'embouche. Comme les éleveurs vendent une partie de leurs animaux à l'approche de l'hivernage, au moment où le fourrage manque, les prix de vente baissent ce qui rend les animaux accessibles aux personnes qui ont réussi à économiser un peu et qui veulent initier une activité d'embouche. Les habitants de X achètent alors une ou deux têtes de caprin en vue de les engraisser et vendre plus cher quelques mois plus tard.

Une autre activité, plus marginale, est le confiage de la gestion des troupeaux. Les anciens éleveurs deviennent bergers. C'est essentiellement le travail d'adolescents qui connaissent bien le terrain et qui sont en mesure d'acheminer le bétail jusqu'au Nigeria. Les propriétaires versent de l'argent à leurs parents, une partie sert à acheter la nourriture et une autre remise à l'enfant. Ce travail peut s'accompagner d'un droit de propriété sur une partie des animaux qui naissent durant la transhumance (sardi)

Coupe du bois et du fourrage

Comme les marchés ne se tiennent que quelques jours par semaine, le reste du temps les intermédiaires se consacrent à d'autres activités, notamment la coupe du bois et du fourrage. Parfois ces activités sont conduites dans la perspective d'une migration hors du pays.

Coupe du bois

Les hommes, les femmes et les enfants pratiquent cette activité. Il s'agit d'une activité récente et dévalorisante pour ces éleveurs. Elle se pratique différemment en fonction du genre. Les femmes et les enfants font la coupe du bois quasi exclusivement pour les besoins du foyer. Les hommes pratiquent cette activité à plus longue distance en vue de couvrir les besoins de la famille mais aussi de mobiliser de l'argent via la revente du bois le long de la route ou sur les marchés.

Fourrage

La coupe du fourrage est une activité qui se fait pendant la saison pluvieuse. Pour certains habitants du village ce n'est pas une activité détachée de l'élevage, la coupe du fourrage servant encore exclusivement à nourrir les animaux domestiques. Mais de plus en plus d'anciens éleveurs sont rentrés dans des relations marchandes autour du fourrage qui est vendu au village ou transportée en charrette et vendue au marché de Gagamari.

Le fourrage est transporté et mis dans des lots de 50 à 100 nairas. Par jour un vendeur peut espérer gagner entre 300 à 350 nairas. Compte tenu de l'éloignement du village des aires de coupe et le fait que l'activité est désormais pratiquée par des gens de tous les villages, des déplacés comme des autochtones, il faut parfois marcher parfois jusqu'à trois heures pour trouver de l'herbe à couper. « C'était frustrant de ne se consacrer qu'au fourrage pendant les premières années de l'activité. Mais avec le temps, tu n'as pas de choix. C'est la vie ». Pour nombre d'éleveurs du village qui ont pu rester mobiles, l'achat du fourrage est une solution de dernier recours

Permanence et reconfiguration de la multi-activité et de la multifonctionnalité des hommes et des terres dans le cadre d'une économie circulaire de subsistance

Multi-activité des hommes et multifonctionnalité des terres de « survie » ?

Comme nous l'avons étudié précédemment (Caremél 2018) et comme l'illustrent les deux études de cas ci-dessus, la survie des ménages et notamment des familles déplacées/réfugiées, dans la région de Diffa, est basée sur une multi-activité des différents membres de la famille. Cette multi-activité caractérisait déjà l'économie des ménages avant la crise (Rangé 2014, 2020, Raimond et al. 2005). Elle a profondément évolué et s'est largement uniformisée pour les personnes ayant

trouvé refuge dans les sites et le camp (coupe bois, fourrage, travail de la terre pour des cultures pluviales ou des terroirs d'origine en contre-saison, élevage de proximité, artisanat à vocation marchande...). Cette multi-activité qui garantissait la relative prospérité des habitants du lac et de la Komadougou reste une caractéristique centrale de l'économie des populations déplacées.

Cette multi-activité s'accompagne d'une multifonctionnalité de la terre. Mais contrairement aux pratiques dans le lac et la Komadougou, ce n'est ici plus l'espace de proximité qui est multifonctionnel, mais la diversité des espaces qui sont mobilisés au cours de la multi-activité des hommes qui organise la multifonctionnalité de l'environnement. Le terroir est mobilisé comme espace agricole, d'élevage, de coupe du bois et de fourrage, de cueillette, comme espace de mobilisation de matières premières centrales dans l'artisanat, la construction des abris... Ces activités, qui sont au cœur de l'économie productive des ménages, sont complétées par la vente/mise à disposition de la force de travail et le complément, bien souvent aléatoire du fait de ses modalités, que constitue l'aide.

La multifonctionnalité des terres et la multi-activité des agriculteurs, qui se retrouvent dans l'hinterland, comme des éleveurs qui sont contraints à la sédentarité, sont radicalement différentes de celles qui ont été documentées et qui caractérisaient les zones d'origine, la Komadougou et le lac Tchad. Les multi-activités et la multifonctionnalité des terres qui caractérise les populations *in gudun higura* peuvent être qualifiées de multi-activité et de multifonctionnalité de « survie ».

A la différence des stratégies d'avant crise, le fruit de ces activités comme les moyens mobilisés via l'aide s'inscrivent dans des logiques d'usage et de revente-commercialisation de court terme pour mobiliser du numéraire et répondre à des besoins de base. Néanmoins, ces logiques court-termistes ne doivent pas masquer des logiques d'investissement qui dessinent, in fine, une évolution et des perspectives pour l'économie et la sécurisation alimentaire des ménages.

Typologie des ressources de l'économie des ménages et de la sécurisation alimentaire

Les stratégies de sécurisation alimentaire s'organisent autour de 4 grandes fonctions de base qui sont : le travail, le commerce, les solidarités et l'aide. La nature des trois premières a radicalement évolué et l'aide est une ressource largement nouvelle dans ses modalités pour les populations du lac et de la Komadougou.

- Le travail, reste manuel, mais les rôles sont inversés, les anciens employeurs mettent souvent à disposition leur force de travail (ouvrier agricole, maçon, manœuvre, docker...),
- Le commerce s'organise moins autour de la commercialisation des produits agricoles qui prévalait avant la crise qu'autour de la vente de produits artisanaux, la revente de proximité de produits manufacturés, de l'aide ou transformés localement, notamment avec le développement du commerce de l'alimentation préparée,
- Les dynamiques de solidarités ont été reconfigurées par la crise du fait de la paupérisation et de la transformation de l'organisation de la production agricole et de l'élevage et des solidarités qui découlaient des régimes de production, de stockage et de gestion des greniers, mais aussi du fait les reconfigurations de la chefferie, de l'autorité (cf. rapports précédents)
- L'aide constitue une ressource qui est largement marginale du fait de ses caractéristiques (imprévisibilité, problème de ciblage, pertinence et adaptation...)

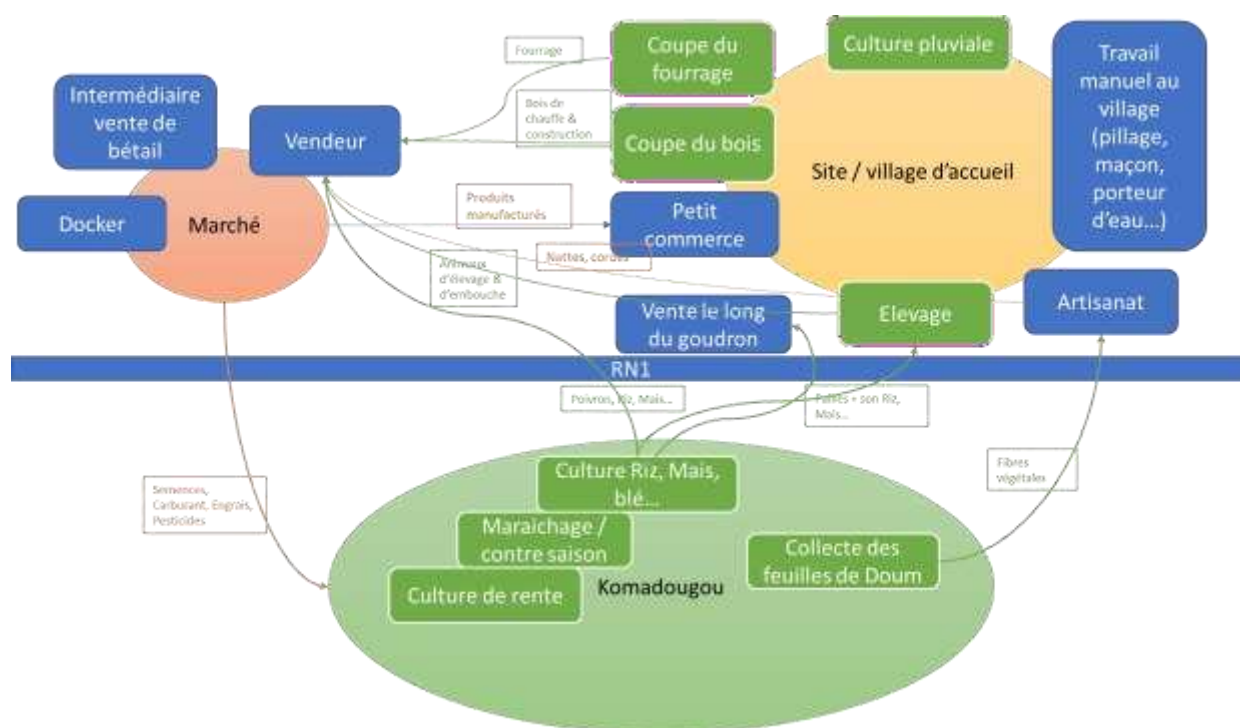


Figure 1: Espaces, activités et circulation des matériaux dans un village proche de la RN1

Le travail physique et le commerce qui sont les deux piliers des stratégies déployées par les ménages ne sont effectifs que grâce à une cinquième fonction : la mobilité. Cette dernière est la condition *sine qua non* de la mise en réseau des espaces et des ressources qui sont mobilisées sur les terroirs d'accueil, dans les zones d'origine et qui sont transformés via des espaces marchands. La mobilité permet la mise en œuvre d'une économie circulaire qui articule zones de repli/refuge, espaces marchands et zones d'origine qui sont souvent essentielles mais dont l'accès est restreint par les mesures de l'état d'urgence.

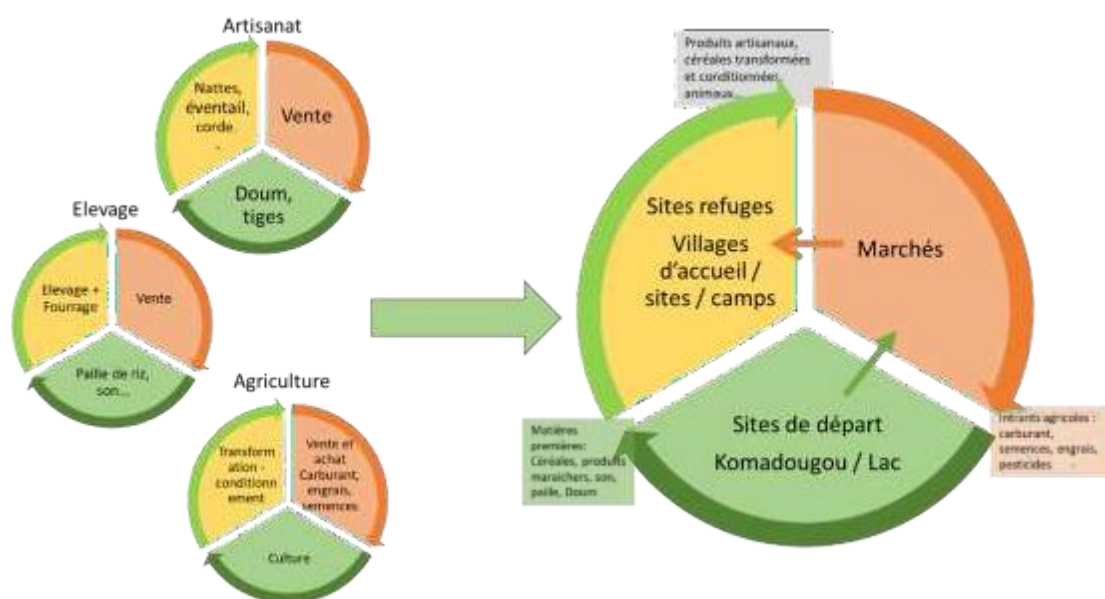


Figure 2: Exemple de schémas de la circularité des activités agricoles, d'artisanat et d'élevage et schéma d'ensemble de l'économie des ménages et des stratégies de sécurisation alimentaires d'un site proche de la Komadougou

Cette circularité est une caractéristique clef de l'économie des ménages de la zone. L'imbrication des espaces de repli/refuge, des sites de départ / insécures et des espaces marchands est au cœur des stratégies de sécurisation alimentaire « par le bas » développées par les populations *in gudun higura*. La proximité du lac ou de la Komadougou, mais aussi de certains marchés (poivron, bétail...) conduisent à des formes de circularités spécifiques. Ces circularités permettent finalement aux populations de diversifier et d'articuler leurs moyens et ressources, en fonction des réalités et d'opportunités locales, des variations saisonnières. Elles constituent donc une dimension centrale du mode de gestion des risques / de l'incertitude alimentaire.

C'est également à travers une analyse de ces boucles de l'activité des ménages qu'il devient possible d'appréhender les dynamiques de mobilisation de ressources et leurs usages, y compris d'investissement. Y sont donné à lire les arbitrages qui sont opérés entre réponse aux besoins immédiats et investissement dans la production avenir, ce qui indique finalement les priorités et les attentes des populations. L'articulation des espaces de départ, de refuge et marchands et les éclairages qu'elle offre sur la complexité des stratégies de sécurisation alimentaire des populations *in gudun higura*, restent largement inconnues et donc peu prises en compte par les acteurs de la réponse.

Ces dynamiques sont d'autant moins prises en compte que les logiques opérationnelles ont fixé une ligne rouge arbitraire et que cette ligne progresse dans l'intérieur des terres, réduisant de fait l'espace humanitaire comme le souligne un cadre du cluster sécurité alimentaire de Diffa.

« Notre crainte c'est que le BH ne nous permette pas de déployer tel que nous avons planifié. La situation change... la ligne de front de la frontière est en train de passer à la RN1 »

Les dynamiques de construction des contextes et d'adaptation des problèmes aux solutions continuent d'être une norme comme le souligne la synthèse et les verbatims tirés d'un entretien avec un autre cadre du cluster SA de Diffa :

« La possibilité d'articuler des activités dans la zone sécurisée et la Komadougou, notamment via des foires aux semences et au matériel n'a jusqu'alors pas été explorée par le cluster. Cette

option reste à mes yeux impossible car dans ce cas, comment on va faire le suivi des interventions. C'est ça qui posera problème, ça ne passera jamais (auprès des bailleurs)... ».

Les approches de « remote management » et « remote control », ou de « documentation par proxy » ou encore via d'autres moyens (drones) ne sont même pas évoquée au cours de l'entretien.

Et l'interviewé de conclure : « Finalement, le risque est grand que nos mesures de sécurité nous fassent perdre de vue le courage des populations et la richesse des stratégies qu'elles développent » (notes d'entretien avec un des cadres du cluster SA)

Les stratégies de sécurisation alimentaire « par le bas » développées par les populations soulignent que, bien que transformées en profondeur et sous contrainte, elles continuent de reposer sur une multifonctionnalité des terres et une multi activité des personnes. Elles sont, elles-mêmes, inscrites dans une circularité qui est essentielle pour la sécurisation alimentaire des ménages. Cette circularité repose sur une mobilité et une mise en réseau d'espaces et de ressources (plus ou moins) contrôlés par l'Etat et de zones interdites. La sécurisation alimentaire des ménages lue à l'aune de la multifonctionnalité des terres, de la multi activité des hommes et de la circularité de l'économie est donc très complexe. Elle se construit largement dans les interstices et aux marges de l'état d'urgence. Cette complexité et ce caractère hors normes /illégal des activités déployées dans les zones de départ/« rouges » font que ces dynamiques ont jusque-là largement échappé aux acteurs humanitaires.

La pris en compte de ces stratégies pourrait être au cœur du nexus comme le souligne en entretien un bailleur de fonds :

« Le nexus devrait être un espace où l'on fait des efforts pour comprendre les dynamiques locales » (Représentant d'un bailleur de fonds)

UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE SOUS CONTRAINTES

Il convient néanmoins de rappeler que ces stratégies restent largement des approches « de survie » et « sous contraintes ». Deux voies principales peuvent être distinguées pour permettre de les appuyer :

- Les étudier plus en détails, en variant les échelles d'analyse pour identifier des stratégies d'appui pertinentes
- Identifier et alléger les contraintes qui pèsent sur ces stratégies de sécurisation alimentaire « par le bas » des ménages du fait des mesures de l'état d'urgence et engager un travail pour lever ces barrières (quand cela est possible) pour permettre aux stratégies de se déployer et de donner leur plein potentiel.

Nous partageons dans les pages qui suivent des éléments pour alimenter ce second point, le premier point est exploré dans la suite du rapport.

Les études de cas que nous avons présentées ci-dessus tout comme les bases de données d'entretiens des différentes études conduites à Diffa depuis bientôt 3 ans permettent d'identifier et d'illustrer 4 contraintes majeures au déploiement des stratégies endogènes de sécurisation alimentaire. Il s'agit des reconfigurations sociales qui sont à l'œuvre, des modes d'accès à la terre, de la pression sur les ressources et des contraintes dans la mobilité et leurs conséquences multiples. Ces problèmes sont transversaux à toutes les activités déployées dans le cadre de l'économie circulaire des ménages schématisée ci-dessus.

Des reconfigurations sociales profondes

Comme nous l'analysions dans les rapports précédents sur Diffa, l'insécurité, le déplacement et la vie sur les sites d'accueil depuis bientôt 5 ans ont conduit à des transformations sociales profondes qui marquent les populations. Ces reconfigurations qui sont à l'œuvre dans les sites et villages d'accueil soulignent les ruptures avec les modes d'organisation qui prévalaient dans les sites de départ et, in fine, renforcent le qualificatif « de survie » des stratégies qui sont déployées.

Les études de cas qui précèdent soulignent le déclassement social à l'œuvre qui est lié à la perte des activités antérieures, à la fin du statut d'employeur (d'ouvriers agricoles, de pêcheurs...), à l'impossible accès aux référentiels/symboles de la sécurité alimentaire (nombre de sacs disponibles dans les greniers, logique de production agricole à vocation marchande plus que de d'autoconsommation, nombre de repas par jour, diversité de l'alimentation et notamment présence de viande/poisson dans les repas...)⁸.

Ce déclassement social individuel lié au déplacement et aux conditions de vie dans les sites est renforcé par une inscription individuelle et collective dans des relations de dépendance qui sont nouvelles et qui remettent en cause les statuts sociaux et économiques antérieurs. Les propriétaires fonciers doivent solliciter l'accès à des terres pour cultiver, souvent dans les zones d'où sont

⁸ Pour de plus amples analyses sur ces reconfigurations ainsi que leurs implications sur les représentations de soi et de l'état de santé des populations, voir les rapports précédents (Caremel 2017, Hamani et Al. 2017, Caremel 2017, Caremel 2018). Pour une perspective plus longue sur ces enjeux, et notamment les transformations des pratiques agricoles, d'élevage et alimentaires avant la crise, voir les publications du réseau Mega Tchad, les expertises collégiales de l'IRD.

originaires des populations que les agriculteurs de la Komadougou employaient comme saisonniers.

L'insuffisance des productions agricoles et leur autoconsommation restreint la relation au marché et les dynamiques d'organisation des concessions, de gestion, de solidarité et d'autorité qui étaient organisées autour des greniers. La précarité conduit donc à la pratique d'activités socialement dévalorisées ou castées (coupe du bois, du fourrage, vente de la force de travail...). Une partie d'entre elles reposent sur la transformation en activité commerciale des fonctions qui relevaient auparavant :

- de gestions « en commun » et de complémentarités entre les groupes en présence (fourrage, bois, fumage des terres...) (Rangé 2014, 2016, Raimond et al. 2014, Lemoalle et Magrin, 2014)
- de la solidarité de proximité (travail collectif de décortilage / pillage des céréales...).

Les dynamiques de l'aide (mode de ciblage, caractère aléatoire...) et les stratégies déployées pour y accéder (Caremel 2018) renforcent cette sensation de déclassement social et économique de populations qui étaient caractérisées dans leurs zones de départ par leur indépendance vis-à-vis de l'Etat et des projets (peu présents les uns et les autres, surtout dans le lac).

Finalement ce qui ressort des entretiens à Diffa est le sentiment individuel de défaut de maîtrise de sa trajectoire. Ce constat éclaire deux caractéristiques centrales, l'aléas et la dépendance, auxquelles l'économie circulaire et les stratégies de survie cherchent à répondre.

Ces transformations au niveau individuel font écho à une remise en cause des statuts d'autorité au niveau local qui est incarnée par :

- La vassalité des chefs qui deviennent des chefs de quartier ou des responsables de site et qui sont concurrencés par des dispositifs déployés par l'aide (comités),
- L'abandon des statuts des autorités traditionnelles responsables de la mobilité (chez les éleveurs) et de la gestion de l'eau (chez les agriculteurs)
- La transformation des formes de solidarités et de l'organisation sociale autour des modes de production

Le caractère cumulatif de ces remises en cause, finalement peu appréhendées par les projets d'aide, y compris par les interventions psycho-sociales, explique probablement une grande part du mal être et double l'insécurité alimentaire réel d'un sentiment d'insécurité alimentaire multidimensionnel qui mériterait d'être mieux pris en compte. Ces éléments commencent à dessiner les dimensions économiques, alimentaires mais aussi sociales qui motivent les prises de risques que constituent la reprise d'activités dans les terroirs d'origine.

Un accès aux terres limité et incertain

Ce retour dans le lac et la Komadougou est opéré y compris par des personnes qui ont accès aux terres autour des sites. Cette situation, a priori paradoxale, invite à s'intéresser aux problèmes rencontrés dans la mise en exploitation des terres de l'hinterland par les populations *in gudun higura*.

Il convient ici de souligner que, dans la pratique, accéder à des terres peut constituer en soi un signe d'échec (tout du moins une rupture radicale avec les traditions de mobilité) pour les éleveurs transhumants, qui se retrouvent sédentarisés du fait de la crise et de la perte de leur cheptel (étude de cas 2), ou les pêcheurs qui ont dû évacuer le lac.

Pour les agriculteurs, l'accès à la terre est une condition de la réduction de la dépendance. Pourtant, même si la culture permet de réduire, partiellement, la dépendance à l'aide et d'améliorer, un peu, la sécurité alimentaire de la famille, les terres mises à disposition sont essentiellement des terres de culture pluviales/inter dunaires à la productivité faible, dépendantes des pluies et dont la production permet de couvrir uniquement une partie des besoins annuels.

Avant d'analyser les dynamiques d'accès à la terre pour les populations *in gudun higira*, il convient de rappeler que les terres sur lesquelles ils se sont installés et celles qui leur sont mises à disposition pour la culture sont souvent les champs des populations hôtes. Cette situation accentue la pression sur les terres, les dynamiques de morcellement etc..., ce que l'aide ne compense que très partiellement.

« Avant l'insécurité, nous faisons l'agriculture, l'élevage et petit commerce. Une seule personne/chef de ménage pouvait produire plus de 30 sacs de mil. Nous cultivions sur nos propres terres. Mais maintenant avec le déplacement tous nos champs sont devenus des petites portions. Le chef du village a aidé les *in gudun higira* à s'installer sur mes champs, ce qui fait que je n'arrive même pas à cultiver un sac de mil. Bien sûr, nous avons reçu de l'aide de la part de XX qui a distribué 100 sacs de mil pour 100 personnes. XXX, pour lutter contre le mariage précoce, a amené une aide aux jeunes filles, 25 sacs de riz, 25 voiles, 25 pièces de pagnes pour 25 filles. XXXX nous a amené une somme de 30 000 par femme et pour les 100 personnes. XXXXX aussi a amené 20 vaches et 40 chèvres aux personnes âgées. Mais ce serait mieux sans tout ça, ce serait juste plus simple si on avait accès à nos terres. »

La mise à disposition des terres par les populations hôtes constitue bien souvent un palliatif dans la mesure où les terres mises à disposition sont souvent les plus périphériques et/ou les moins productives comme le rappelle cet extrait d'entretien :

« Moi, avant même qu'on nous dise que nous aurons des terres, je savais que ce ne sera pas assez. Ils te donnent des champs qui ne produisent pas. Ils savent eux même que ça ne va pas marcher. Et si on voit que ça marche, ils viennent pour arracher leurs terres avec la culture produite. Il n'y a que cinq personnes qui ont de petits champs qui ne donnent même pas de bonnes récoltes. »

Les deux points que nous venons de mentionner, le morcellement des terres et la mise à disposition des espaces périphériques moins productifs, ont un caractère cumulatif. Ils expliquent une partie de la précarité alimentaire des populations sur les sites de repli.

À ces contraintes sur le type de terre viennent s'ajouter celles des modalités de l'accès à ces terres.

Les différents entretiens ont permis de dessiner trois dynamiques différentes :

- *La dynamique propriétaire*, qui renvoie des terres héritées et garanties par le droit coutumier. Ce type d'accès à la terre est en règle générale réservé aux populations autochtones, à quelques retournés et aux rares *in gudun higira* qui ont pu acquérir des terres auprès de la population hôte,
- *la dynamique de fractionnement* pour les populations retournées, à qui été rétrocédée une partie des terres habituellement exploitées par leur famille (ainés, cousins...), terres sur lesquelles ils peuvent revendiquer un droit par leur filiation/origine,
- *la dynamique locataire*, elle-même subdivisée en deux modes
 - le *métayage*, où le champ est cédé en échange d'une partie de la production

- le *prêt de la terre, quasi gratuit*, les populations *in gudun higira* devant verser une rétribution symbolique qui constitue une reconnaissance de la propriété de la terre à celui qui la met à disposition et empêche de faire valoir un droit de propriété ou d'usage.

Il ressort de certains entretiens que les dynamiques locataires restent peu et mal encadrées. Les terres mises à disposition dans ce cadre sont sujettes à des incertitudes quant à la durée de leur usage. Dans certains cas, heureusement assez rares, cette incertitude a débouché sur des expulsions après la mise en travail ou le semis, comme l'illustre l'extrait d'entretien suivant :

« A GK (village d'origine), rien ne nous manquait, on avait tout... le poivron, le poisson, les aubergines, les tomates, la patate, le riz... les eaux de surface et les terres cultivables tout ça c'était facile... on avait même l'argent de poche. Aujourd'hui on n'a plus rien de tout ça. Même les petites portions de champ qui nous sont prêtées elles nous sont souvent arrachées en pleine activité agricole. L'année passée on avait semé et labouré mais avant la récolte les champs ont été repris. »

L'insécurité alimentaire réelle se double donc d'incertitudes liées à la disponibilité et à la productivité des terres mais aussi à l'impossibilité d'investir son temps pour des productions à venir ce qui conduit au primat d'un travail d'ouvrier agricole pour garantir l'alimentation quotidienne de la famille:

« Je faisais l'agriculture avant le déplacement et à mon arrivée ici j'ai commencé par la coupe du bois parce que les terres ne nous appartiennent pas. Les petites portions que les populations hôtes nous ont données ne nous permettent pas de subvenir à nos besoins. Avant je gagnais jusqu'à 8 sacs de mil et maintenant seulement 3 sacs de mil, un demi sac d'arachide et 8 tasses de haricots. Une des raisons qui font que je ne gagne pas beaucoup est que je dois laisser mon champ pour faire le journalier dans d'autres champs pour nourrir ma famille. » (Agriculteur-coupeur de bois CW)

Les dynamiques de transformation sociale dues à la vie sur les sites de déplacés (cf. ci-dessus) expliquent en partie les dynamiques pendulaires de remise en exploitation des terres de la vallée de la Komadougou.

Ces situations qui expliquent l'insécurité alimentaire des populations déplacées qui ont accès à la terre ont heureusement un certain nombre d'exceptions que nous avons documentés dans les études précédentes (Hamani 2017) : la remise en exploitation d'aménagements hydro-agricoles qui avaient été abandonnés par les riverains et la culture du poivron sur ces terres par des populations *in gudun higira*, la mise en culture maraîchère d'espaces riverains du lac par des réfugiés à Nguigmi...

Inversement, au-delà des *in gudun higira*, un certain nombre d'agriculteurs hôtes qui ont accès à la terre et aux aménagements hydro-agricoles se retrouvent du fait de la crise et des mesures de l'état d'urgence dans une position précaire. L'impossibilité d'avoir accès à des crédits les rend dépendants de commerçants qui facturent très cher les intrants (semences, carburant, motopompes...) mis à disposition avant la saison et demandent une part importante de la récolte en plus du remboursement.

« On a nos terres, mais c'est tout, en fait on n'est pas mieux que des ouvriers agricoles... »

Pression sur les ressources, santé et conflits

L'impossibilité sur les sites de repli de couvrir l'ensemble des besoins alimentaires à partir d'un travail agricole et d'élevage conduit au recours à d'autres activités. Nous étudierons en détails plus loin les chaînes de valeur du bois et des fourrages, ainsi que l'artisanat, qui reposent sur un prélèvement direct sur les ~~ressources~~ ressources naturelles.

La pression sur ces ressources a des implications fortes sur les questions de santé (émergence de nouvelles maladies, exposition à la poussière, à la chaleur) qui sont reconnues par les populations (Carémel 2017). Elle contribue aussi à alimenter des dynamiques de crise, notamment des conflits de proximité éleveurs/ *in gudun higira* ou hôtes/ *in gudun higira* du fait d'usages concurrents de ces ressources : le bois coupé pour être vendu est aussi une ressource pour la construction des maisons, une matière première dans la clôture des champs, les sékos qui constituent les murs des abris et des concessions des populations déplacées constituent aussi une protection des récoltes et du fourrage pour les gros ruminants. Dans le même temps, le couvert végétal des arbres est un type de pâturage dont la coupe en vue de la commercialisation du bois de chauffe pénalise les éleveurs.

De fait, cette concurrence dans l'exploitation des ressources ainsi que l'orientation de cette activité vers des usages marchands conduisent à une crise écologique (cf. ci-dessous). Celle-ci accentue la reconfiguration des circuits de transhumances déjà fortement impactés par les mesures de l'état d'urgence (Abdourahamani 2019). Ces transformations conduisent à un repli des éleveurs vers les zones refuges moins exploitées, notamment le lac et la Komadougou, confortant l'image d'une alliance entre éleveurs et groupes djihadistes.

Ces circuits de mobilité des troupeaux contraignent des tensions qui peinent à trouver des solutions dans les cadres de médiation qui prévalaient avant la crise. Cette mise à mal des cadres de concertation et de gestion est liée à une convergence de trois dynamiques :

- les nouveaux mouvements de transhumance ne peuvent pas s'appuyer sur les réseaux d'interconnaissance entre les chefs traditionnels des zones sédentaires et les responsables de la gestion des mouvements des transhumants,
 - « Avant les chefs savaient qui était sur leur territoire. Aujourd'hui du fait de l'insécurité, on ne sait plus qui est qui. (...) Avec nos Peuls (ceux qui vivent à proximité de Chétimari) il n'y a pas de problème, on se connaît. Mais les « nouveaux » peuls de la Komadougou, même leurs *ardos*⁹ ne les contrôlent pas. Il n'y a rien à faire, on sait qui c'est, ils viennent même au marché de Chétimari... mais on ne peut pas discuter avec eux... » (dignitaire religieux de Chétimari, 24/02/17)
 - « Le seul lien (entre les Peuls nigériens et ceux arrivés du nord Nigeria et qui occupent la Komadougou) c'est le nom » (chef religieux de Chétimari, 24/02/17).
 - « Avant c'était nos parents, maintenant ce sont nos ennemis ».
- les acteurs traditionnels de la médiation, chefs de village mais surtout *lawan* et *ardo*, sont largement mis en périphérie par les modes de gestion des sites (comités de gestion) dans lesquels ils ont trouvé refuge,
- la réduction des alternatives dans les itinéraires de transhumance du fait de la raréfaction des terroirs de replis en raison des mesures de l'état d'urgence et de la concurrence accrue sur les ressources clefs de la transhumance (eau, fourrage).

⁹ Les *ardo* sont les chefs traditionnels peuls, ils sont impliqués dans la gestion et le règlement des conflits

La crise écologique qui prévaut à Diffa se double donc d'une crise pastorale qui en résulte mais dont les causes sont plus larges, liée aux contraintes de mobilité rencontrée par les populations d'éleveurs mais aussi à la remise en cause des mécanismes traditionnels de gestion des tensions/conflits.

Contraintes dans la mobilité et reconfiguration des circuits d'échange et des réseaux marchands

Les contraintes dans l'accès aux ressources naturelles ne sont pas les seules à impacter négativement la mobilité des populations dans la zone de Diffa. Comme nous l'évoquions plus haut, la mobilité est aussi une ressource clef pour les populations sédentaires que celles-ci soient des populations hôtes ou des *in gudun higura*.

Les mesures de l'état d'urgence en interdisant les déplacements la nuit, en fermant certains marchés, mais aussi en interdisant certains types de véhicules notamment les motos mais aussi des véhicules de transport nigériens (interdiction partiellement levée de fait aujourd'hui) ont limité la mobilité et renchérit son coût.

Mais la contrainte qui pèse aujourd'hui le plus fortement, comme nous l'évoquions dans le rapport précédent, est la multiplication des points de contrôle dans un contexte où une part importante de la population ne dispose pas ou plus de pièces d'identité. La mise à disposition par le HCR de cartes d'identification pour les populations réfugiées a réduit les contraintes qui pèsent sur les déplacements de ces derniers. Il en va autrement pour les populations déplacées internes qui n'ont pas bénéficié de ce type de document, qui ne sont pas reconnus, et qui restent très exposées aux tracasseries policières.

L'ensemble de ces mesures d'interdiction (des marchés, de certains moyens de transport...) doublée du renforcement des contrôles ont conduit à une reconfiguration en profondeur des mobilités et du maillage marchand du territoire. Le long de la route, dans les sites, face à l'impossibilité aux difficultés d'accéder aux grands marchés, se sont déployés une multitude de petites échoppes et de marchés de proximité. Cette reconfiguration des espaces marchands n'est pas uniforme. La concentration des tracasseries policières en périphérie immédiate de la ville de Diffa a conduit à l'émergence de marchés alternatifs importants en périphérie. Ceux-ci sont étroitement corrélés à la souplesse d'application des règles de contrôle par les gendarmes dans certaines zones rurales.

L'intégration « par le bas de la région » s'est donc poursuivie mais à travers des circuits et des espaces marchands alternatifs. Ces circuits alternatifs de mobilité et de circulation marchande illustrent le développement d'une activité forte dans les interstices de l'état d'urgence ou au gré de ses assouplissements. Ce sont ces dynamiques que les développements qui suivent proposent d'étudier dans le détail.

NOUVELLES CHAINES DE VALEUR, CRISE ET INNOVATIONS : LA SÉCURISATION ALIMENTAIRE ENTRE CONTINUITÉ ET RECONFIGURATIONS

La permanence et les transformations de la multifonctionnalité des espaces et de la multi activité des hommes dans le cadre de la crise ont débouché sur des dynamiques nouvelles. Les étudier plus en détails pour en comprendre les mécanismes doit permettre d'éclairer la crise et les réponses qui y sont apportées.

Il convient pour ce faire de changer d'échelle pour développer une vue plus fine des dynamiques d'activité qui composent l'économie circulaire en vue de comprendre les dynamiques et les engrenages qui la perpétuent mais aussi leurs limites. Nous proposons dans les développements qui suivent une entrée par les chaînes de valeur, donc à un niveau local, qui sera complétée dans la partie suivante par une analyse, plus large et complémentaire, des filières.

L'objectif reste de comprendre les dynamiques de continuité et de transformation, les contraintes et les innovations qui sont déployées par les acteurs, en vue d'identifier des manières d'appuyer les stratégies locales de sécurisation alimentaire.

Dynamiques et nouveaux enjeux autour du fourrage et du bois

Moins fréquente que la coupe du bois à cause de son caractère saisonnier, la coupe du fourrage est une activité qui mobilise hommes, femmes et enfants au cours de et juste après la saison des pluies. Mais contrairement à avant la crise où l'activité n'était que rarement à vocation marchande, le contexte de survie des populations déplacées fait que la coupe du fourrage est aujourd'hui devenue une activité de plus en plus pratiquée et orientée moins vers le stockage pour l'alimentation des troupeaux du village que vers les marchés et la spéculation.

Le fourrage, une ressource clef qui alimente les dynamiques de crise

Une activité saisonnière qui mobilise un nombre croissant de déplacés

Même si elle est moins stigmatisante que la coupe du bois, l'activité de coupe et de vente de fourrage est perçue, hier comme aujourd'hui, malgré sa diffusion, comme une activité de pauvres. Le motif principal de cette activité dans les discours renvoie à la non-disponibilité des terres, pour les agriculteurs, et à la perte du troupeau, pour les pasteurs. C'est pour ces derniers que l'activité est perçue comme doublement en rupture avec leurs traditions et leurs habitudes.

« Dans le lac, tu as juste besoin de la bête. Tu les amènes paître et tu reviens. Dans le Lac tu ne paies rien. Tout est produit sur place. Ici on est loin de ça ». B.M. déplacé de Garin Wanzam

L'activité est généralement pratiquée au nord et à l'ouest des sites d'installation en particulier pour les villages qui se situent non loin de la RN 1. Elle constitue au mieux une activité annexe pour les populations qui travaillent dans la Komadougou. En règle générale, ces personnes se cantonnent à ramener la paille de riz et évitent la coupe du fourrage herbacé qui est mobilisé par les éleveurs, souvent des Peuls du Nigeria, qui fréquentent cette zone.

Cette activité requiert des moyens rudimentaires : râteau, cordes en paille et des tiges. Le fourrage regroupé en tas éparses est mis en botte avec les tiges de mil et cordé. Le transport se fait « sur la tête », via des pousse-pousse ou des charrettes qui sont parfois louées à un prix en neira ou sous la forme d'une rétribution du propriétaire avec une partie de la paille récoltée. Le fourrage est généralement stocké à domicile. En règle générale, ce sont les acheteurs qui se déplacent. Seuls ceux qui en font en de petites quantités amènent leur marchandise au marché ou directement aux potentiels acheteurs. Le prix de vente dépend de la taille de la botte assemblée. Une grande botte se vend à 200 nairas et la petite à 100 nairas. Mais la grande comme la petite botte peuvent être divisées deux en fonction des besoins et des moyens de l'acheteur si celui-ci a peu de moyens.

Des conséquences majeures ont couru et long terme sur la disponibilité du fourrage

Le nombre croissant de personnes pratiquant l'activité a trois conséquences directes majeures:

1. Sur la disponibilité de la ressource. L'activité autour du fourrage se réduit dans le temps.

« Deux mois après la saison des pluies, tout disparaît. C'est à cause de la forte pression sur les terres fourragères par les déplacés qui de plus en plus nombreux à se consacrer à cette activité avant de passer à une autre. Il n'y a plus de fourrage maintenant en brousse »

2. Sur la rentabilité de l'activité

« Ce n'est pas du tout rentable, aujourd'hui j'ai amené 12 tas et voilà nous sommes en fin de journée. Je n'ai vendu que 3 tas. Il est très difficile de vendre. Beaucoup des gens font la même activité et les acheteurs manquent. Le reste de fourrage je le dépose chez un ami jusqu'à la semaine prochaine ». (O.M. du village de Kintchandi).

3. Sur la reproduction de la ressource. Ici deux dynamiques sont à prendre en compte

- la massification des acteurs de cette filière conduit parfois à des coupes précoces qui précèdent la phase de germination et hypothèquent le renouvellement inter-annuel de la ressource,
- la mise à nue précoce de la terre favorise le développement d'espèces peu appétentes et de mauvaises herbes et parfois le ruissellement et la constitution d'un socle.

Ces dynamiques constituent un premier cycle de crise, essentiellement écologique.

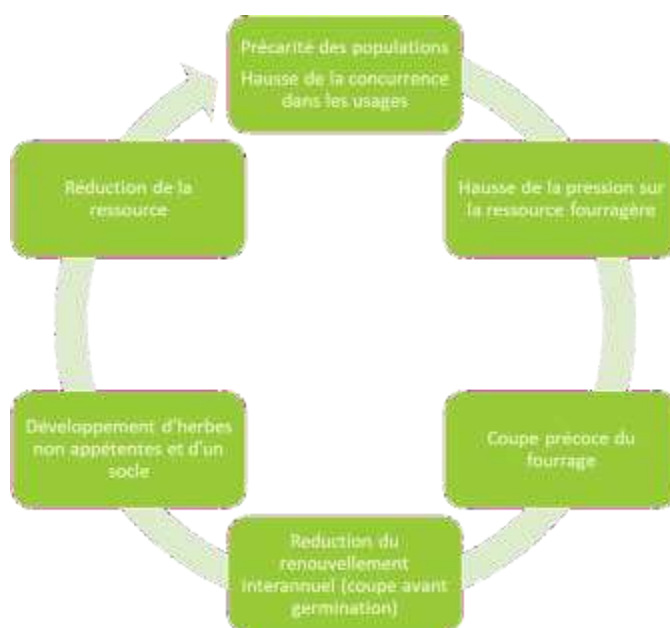


Figure 3: Coupe du fourrage et premier engrenage de la crise écologique

Dynamiques de spéculation autour du fourrage : un engrenage dangereux

La mévente et les variations de des prix qui sont accentuées par la concentration de la disponibilité du fourrage sur une période courte a conduit au développement de stratégies de stockage mais aussi de spéculation. Le fourrage est ainsi acheté par certains commerçants auprès des détaillants en grande quantité. Ceux-ci le stockent. A Kintchandi par exemple, dans le quartier du marché au bétail on retrouve des maisons remplies du fourrage. Ces stocks sont mis sur le marché au moment de la soudure pastorale, à la période où les éleveurs remontent dans la zone. Les bottes se vendent alors entre 700 et 1.000 nairas.

Cette pression sur la ressource transforme le fourrage en produit marchand. La baisse de la disponibilité conduit les propriétaires de petits troupeaux à adopter les mêmes pratiques de coupe en vue du stockage.

Ces dynamiques de stockage et de commercialisation sont à lire dans un contexte de coupe importante du bois qui, avant d'être une matière première pour la préparation de la nourriture ou la construction des abris constitue une ressource fourragère essentielle pour certains ruminants et de replis pour les éleveurs en cas de réduction de la disponibilité du fourrage herbacé au sol.

Les populations d'éleveurs transhumants/nomades, déjà fortement impactées par la crise du fait de la perte d'une partie de leur cheptel, et de la fermeture de certains points et couloirs de passages et de marchés, sont les grands perdants. Leur descente vers le Sud à la recherche de pâturages au moment de la saison sèche s'est accélérée du fait de la baisse de la disponibilité de la ressource. Cette descente est rendue plus complexe par la transformation de certaines aires pastorales en points d'eau pastoraux en espaces mixtes ou de maraîchage (mare de Chetimari par exemple).

La réduction du pâturage a conduit à une hausse des tensions et a transformé les parcours de transhumance. La réduction de la disponibilité de l'eau et surtout du fourrage a conduit les éleveurs à se concentrer, ce qui conduit au développement de maladies, ou à fréquenter les zones où ces ressources sont disponibles, où la pression qu'elles subissent sont plus faibles car ces espaces sont éloignés des sites de déplacés ou contrôlés par des groupes qui tirent profit de l'élevage. Ces sont ces dynamiques qu'un membre des services techniques de Diffa souligne en entretien :

« (il y a) un déficit important lié à la privatisation de ces ressources (fourrage, bois, eau des marres). Le problème c'est que la hausse du déficit fourragé conduit à une concentration des animaux dans les zones interdites et à une cause de la transmission des maladies et ainsi à une augmentation de la conflictualité ».

Le repli des éleveurs dans ces zones, poussés par la baisse de la disponibilité des ressources dans les zones où se concentrent les populations déplacées, vient renforcer les discours sur la proximité des éleveurs qui ont trouvé refuge dans le lac et la Komadougou avec les fractions du BH qui occupent ces zones.

Leur présence dans ces zones a contribué à une hybridation des stratégies de sécurisation alimentaire des populations d'éleveurs et des autres acteurs qui y vivent (pêcheurs, agriculteurs, BH). C'est par exemple ce qu'illustre le cas des éleveurs qui assurent l'acheminement du poisson du lac (zone tenue largement par le BH) vers les marchés dans les villages où les FDS contrôlent l'accès aux points d'entrée dans la journée.

Il est donc possible d'articuler crise écologique, crise pastorale et transformations des représentations et des dynamiques d'interaction avec les éleveurs dans la zone.

« Avant je ne coupais pas de bois. C'est une activité pour ceux qui n'ont pas de moyens. C'est une activité pour les pauvres. »

Le ramassage du bois quand il était fait avant la crise était effectué par les enfants et éventuellement les femmes, dans le cadre de la préparation des repas. Ces éléments confirment, comme nous l'avons souligné dans un rapport précédent (Hamani et Al. 2017), que l'activité de coupe et de vente du bois était avant la crise une activité largement castée. C'est ce que continuent de souligner les personnes au cours des entretiens

« Avant, il n'y a personne qui vivait de la coupe du bois chez nous, même pour préparer, on achetait avec les Peuls. Seuls les enfants et les femmes allaient parfois ramasser le bois tombé par terre » (Chef de village de la commune d'A.)

... qui reste un marqueur social

L'analyse du contenu des entretiens souligne que le marqueur social qu'est l'activité de coupe et de vente du bois avant la crise perdure dans le regard des populations hôtes.

Le maire d'une commune rend les déplacés et surtout les réfugiés venus du Nigéria responsables de la crise écologique. Il souligne au passage la tradition de respect de l'environnement de ses administrés :

« Ici les gens sont éduqués sur la préservation de l'environnement. (Maintenant) les militaires et les agents d'eaux et forêt laissent faire. Ils voient le charbon issu du bois coupé, vendu sur le goudron et ils ne disent rien. Au lieu d'aller sur le terrain et interdire, ils voient le gens de passage avec et ils les laissent. Ils font ce qu'ils veulent. Ils ne partent pas pour empêcher et nous quand on parle c'est les humanitaires qui vont nous dire de laisser. Les coupeurs de bois sont protégés par les humanitaires. Avant la crise, on n'a jamais connu le charbon. Il existait une seule filière du charbon qui est basée à N'Guigui. Mais jamais à Diffa ».

La lecture que ces autorités ont des aides censées limiter l'impact environnemental des déplacés s'inscrit dans cette même logique. La distribution des bonbonnes de gaz et leur remplissage régulier à 700 ménages, pour inciter à la consommation d'une nouvelle source d'énergie et éviter la coupe du bois, qui ont été largement revendues par les bénéficiaires, est lue comme un manque de considération environnementale qui distingue les populations hôtes de celles qu'elles accueillent (et non comme le signe d'une précarité économique aigue).

Des contraintes d'accès qui imposent des prises de risque

Signe de précarité économique, les stratégies de coupe et de vente de bois qui sont au cœur de l'économie des ménages depuis le début de la crise ont eu des conséquences importantes sur l'environnement comme le soulignent les autorités dans les citations qui précèdent. Aujourd'hui, le refuge que les populations ont trouvé dans l'hinterland, dans des zones peu densément arborées, doublé d'un besoin important de bois pour la construction des abris (partiellement couvert par les distributions d'aide) et de bois de chauffe ont conduit à un rapide épuisement des ressources de proximité. On retrouve ce faisant des dynamiques proches de celles décrites dans la partie qui traite du fourrage.

Il n'est pas rare que les personnes qui se livrent à cette activité parcourent au moins 5 à 6 km pour atteindre les zones de coupe. Ces distances impliquent des départs aux aurores, après la prière du matin. Les itinéraires peuvent être modifiés et rallongés par des contournements pour éviter les postes de contrôle ou les patrouilles des FDS.

Cette activité au long cours est essentiellement le fait des hommes. Les filles sont, sauf exception, cantonnées à la coupe et au ramassage du bois en périphérie du village, qui est plutôt destiné à un

usage domestique. En général, les hommes montent et coupent les grandes branches et parfois le tronc entier dans le cas d'un arbre mort¹⁰. Les enfants accompagnent leurs pères pour ramasser et mettre le bois sur les charrettes ou les pousse-pousse selon les cas. Les gens se servent généralement de coupe-coupe ou d'une hache artisanale pour cette activité. Il faut noter qu'un nombre significatif de personnes interviewées disent ne pas posséder ce matériel ou les chariots et pousse-pousse qui servent au transport. Ils doivent donc emprunter ou louer leur outil de travail, souvent contre une rétribution en nature (une part du bois coupé).

« Je pars couper du bois et je viens chercher la charrette de mon frère quand elle est disponible et je ne donne rien. Mais quand je prends une charrette en location, je transporte et on après partage le bénéfice de la vente » (Homme coupeur de bois- Chétima Wongo)

Circuits, prix de vente et répartition des marges de l'activité de coupe du bois

Cette non-propriété des outils de production illustre le caractère « de survie » de cette activité pour les personnes qui la pratiquent. Ceci éclaire aussi le glissement de la nature de cette matière première. S'il sert partout à la cuisine le bois est aujourd'hui majoritairement mobilisé pour la vente. Celle-ci s'opère de différentes manières.

Lorsque la marchandise n'est pas écoulee à la maison, les filles peuvent parcourir le marché avec les fagots sur la tête. En général, les femmes qui se retrouvent dans la vente du bois ne prennent pas que de l'argent. ANK nous a été décrit une autre pratique proche du troc. Les filles l'échangent contre les condiments, du mil, de la nourriture etc. Le reste du temps, le bois est vendu sur une place connue dans le village, souvent le long du goudron et/ou sur les marchés hebdomadaires où il est plus facilement écoulee (souvent en partie pour être amené vers les centres urbains).

Le prix varie en fonction du type et de l'utilité du bois. Le bois simple se vend entre 2500 et 3000 nairas le chariot tandis que les longues branches soigneusement coupées qui servent à la construction des hangars sont vendues entre 70 et 100 nairas l'unité. Ces ventes se font généralement auprès des revendeurs qui achètent plusieurs cargaisons du bois venues de différents villages, en charrettes comme sur les têtes, pour ensuite revendre ces produits sur le marché, souvent à des prix bien plus élevés. Comme les marchés aux poivrons que nous analyserons dans la dernière partie de ce rapport, les marchés de bois sont largement tenus par les intermédiaires et les grossistes qui captent une grande partie des bénéfices comme le souligne un acteur de la filière¹¹

« Le villageois souffre et le citadin empoche le fruit »

Des mécanismes d'entraide autour de la coupe du bois

Le caractère institué de cette activité de coupe dans les sites et le fait qu'il constitue une ressource de base pour l'économie des ménages est largement reconnu. Cela conduit les membres de certains

¹⁰ Il faut noter ici que la connaissance/prise en compte des spécificités des essences, des techniques de coupe comme le caractère continu de l'activité, sans tenir compte de la saisonnalité du développement des arbres, contribue à une forte mortalité des arbres

¹¹ Les bucherons soulignent qu'ils sont les laissés pour compte du marché alors qu'ils en constituent la pièce essentielle, ils soulignent les écarts entre les prix de vente et les prix de revente par les intermédiaires sur les gros marchés. Par exemple une branche qui sert à la construction des hangars vendue à 70 nairas peut être revendue entre 150 voire 200 nairas sur le marché.

groupements ou comités des sites à en faire une source d'organisation et un espace de construction/réactivation de solidarités comme c'est le cas à NG.

Etude de cas n°3 : Mise en place d'une caisse de solidarité autour de la coupe du bois à NG

A NG, les femmes membres du 'comité de protection de l'enfant, de la femme et des personnes âgées' sont toutes actives dans la coupe du bois et du fourrage. Au cours de leurs réunions elles ont décidé de mettre en place une caisse commune d'emprunt autour des fonds de la coupe. La plupart d'entre elles coupent le bois et circulent avec un fagot de bois qu'elles proposent d'échanger dans les villages environnants contre du mil, des condiments ou de la nourriture. Elles sortent de chez elles aux environs de 8 heures pour revenir à 14 heures.

Si elles n'ont pas réussi à troquer leur bois, ce qui arrive fréquemment, pour éviter de ne rien avoir à préparer pour leurs enfants, elles ont mis en place depuis deux mois (à la date de l'enquête) une caisse alimentée à hauteur de 20 nairas par semaine et par personne. Les cotisantes peuvent emprunter de l'argent avec un taux d'intérêt de 100 nairas pour 1000 emprunté, les intérêts venant accroître le fond de roulement de cette tontine améliorée.

La transformation du bois en charbon : un signe de crise

Si le bois est massivement vendu le long de la route, on retrouve également quelques sacs de charbon. Contrairement à nos hypothèses, la transformation du bois en charbon sur les sites ne relève que rarement d'une stratégie d'augmentation de la valeur ajoutée. Cette activité reste relativement rare et pratiquée, comme c'est le cas à dans le village de GW, essentiellement en cas de mévente. Cette information confirme le caractère « de survie » des stratégies qui sont déployées autour du bois.

En effet, même si le charbon est plus cher que le bois, 1200 nairas par sac voire plus alors que le volume de bois correspondant est vendu de 700 à 800 nairas, les bucherons préfèrent la vente directe de celui-ci car le processus de sa transformation est long (3 jours). Or, la survie de leur ménage dépend souvent de la vente journalière du bois coupé. Trois jours sans revenu est donc synonyme de dettes ou de disette.

Conflictualité et aménagement des droits d'accès à la ressource

Encore plus que le fourrage, mais aussi parce qu'il est une forme de fourrage, la pression sur la ressource bois est très importante et débouche sur une « crise écologique » elle-même génératrice de ~~conf~~licts

Ceux-ci peuvent prendre plusieurs formes et engager des acteurs variés. Certains villages autochtones s'organisent pour empêcher la coupe du bois. Ils le font moins pour défendre l'environnement que pour garantir un accès à cette ressource pour leurs propre usage (bois de chauffe, construction, haie pour les champs ou pour protéger les récoltes...) ou pour favoriser la repousse des herbes appréciées par leurs animaux au pied des arbres.

A d'autres endroits, comme par exemple autour de N'Gagam et d'Assaga certains propriétaires des champs empêchent la coupe de bois sauf si entente avec les coupeurs.

« Pour ramasser le fourrage, il faut parfois faire un contrat avec le propriétaire du champ. Tu ramasses et tu laisses 2/3 de la paille ou du bois ».

Les éleveurs qui ont trouvé des zones de replis dans la Komadougou et dans le lac ont également développé des systèmes d'interdiction de la coupe, instituant de fait une partition du territoire qui recoupe les zones de contrôlées par le BH et par l'Etat. Les uns comme les autres n'hésitent pas à s'enprendre aux coupeurs qui viennent dans leur terroir.

Ailleurs, on observe des logiques de complémentarité entre les acteurs. A CW par exemple, les femmes et les enfants (les filles en particulier) ramassent le bois au pied des arbres généralement coupés par les Peuls pour nourrir les animaux et ramassent le reste. Inversement, si elles coupent des branches, elles prennent toujours soin de laisser les feuilles au pied des arbres pour les animaux de ces Peuls. Cette entente tacite s'opère entre les populations déplacées et les Peuls autochtones.

« Les Peuls coupent le bois très tôt le matin d'arbre en arbre et laissent pour que leurs chèvres viennent brouter quand il fera jour, nous on passe après. Et si on vient avant les filles kanouri coupent les grosses branches et laissent les petites avec les feuilles pour les animaux de ceux qui ont coupé le bois »

Une ressource de repli qui reste centrale dans l'économie des ménages

Dans les stratégies individuelles décrites par les interviewés, la coupe du bois reste une stratégie de repli, qui permet de garantir une activité continue et d'assurer des (petits) revenus essentiels pour « joindre les deux bouts » entre deux activités plus rentables. La plupart des bucherons profitent des jours de marché pour faire du petit commerce ou pour servir de docker et ne pas dépendre que du bois.

« En cas de difficultés, je suspends le bois pour aller à N'Gagam les jours du marché pour vendre de l'eau et acheter de la farine de maïs et des feuilles de choux qui sont séchées et mélangées avec cette farine pour faire du "brabusko"¹². G.D. (Garin Wazam)

Comme nous l'évoquions dans l'analyse de la mise en place de l'économie circulaire entre les zones sécurisées et la Komadougou et le lac, la coupe du bois permet de développer directement ou non d'autres activités. Les bénéfices tirés de la coupe et de la vente du bois sont mobilisés pour couvrir les besoins immédiats mais peuvent aussi alimenter des stratégies d'investissement pour initier d'autres activités. Ils servent ainsi à l'achat de l'engrais, de l'essence et des pesticides en vue de préparer la campagne agricole autour du riz ou du poivron dans les zones d'origine.

« Grâce à la coupe et vente de bois j'ai parfois assez pour acheter des pesticides, l'essence et assurer une partie du paiement de la main d'œuvre. Mais tout ça c'est un risque... Tu investis tes économies parce que sans engrais, la production ne donne pas bien... Mais avec l'état d'urgence il faut faire l'achat d'engrais la nuit, le transport aux champs la nuit et mise (épandage) la nuit parce que quand on t'attrape avec l'engrais, c'est la prison. Donc pour acheter, il faut te cacher »

D'autres se servent aussi du bois pour se procurer du son et de la paille pour les animaux domestiques et pratiquer l'embouche.

Dynamiques agricoles : entre survie, économie agricole circulaire et innovations

L'agriculture dans la zone a été largement documentée par la CRA et des projets, PRODAF notamment, et fait encore l'objet aujourd'hui d'études de filières qui fournissent un état des lieux. Nous renvoyons vers ces documents et choisissons de nous concentrer sur des objets particuliers qui illustrent les reconfigurations à l'œuvre dans les stratégies de sécurisation alimentaire des ménages : les logiques de culture dans les zones interdites et le petit maraichage de case

¹² Menu traditionnel à base de la farine du maïs ou du riz.

Cultures dans la Komadougou : villages de culture et mouvement pendulaire

Le retour des populations *in gudun higira* dans la Komadougou et le lac constitue tout à la fois un mouvement de fond documenté depuis nos premières études et une sorte de *public secret* que les différents acteurs en charge de la réponse peinent à prendre en compte¹³.

Comprendre et expliquer les dynamiques de ce processus de remise en exploitation des zones considérées comme dangereuses, y compris par ceux qui retournent y travailler, peut aider à comprendre la rationalité des acteurs et permettre de réfléchir sur les modes d'accompagnement pertinents qui pourraient être déployés.

Cette exploitation de la Komadougou, même si elle n'occupe qu'une partie des populations, essentiellement des hommes, apparaît centrale (même si cela est difficile à chiffrer) dans l'économie et la sécurisation alimentaire des ménages. Divers éléments viennent conforter cette analyse :

- la prise de risque qu'implique le retour dans la Komadougou,
- le risque économique et personnel pris pour le transport d'intrants interdits (carburant, engrais...) vers les zones de culture,
- l'importance des fonds mobilisés dans la zone de replis qui sont investis dans la relance des activités agricoles dans la Komadougou.

C'est ce qui ressort de l'extrait d'entretien d'un déplacé qui retourne cultiver dans la Komadougou en investissant l'argent mobilisé dans les activités autour du site où il a trouvé refuge :

« Nous louons les bœufs pour labourer nos champs à 5000 Nairas puis nous achetons les semences au marché de G. On loue aussi les motopompes tout au long de la production, qui sont payées après la récolte entre 10 à 20 sacs selon la taille du champ. Nous prenons aussi des journaliers pour le repiquage et pour enlever les mauvaises herbes. Nous achetons aussi de l'essence (5 l.) et de l'huile (1 l.) pour faire fonctionner le moteur, de l'engrais... Pour le transport de l'essence et de l'engrais il faut se cacher. Il faut se risquer la nuit ou très tôt le matin. Tu sais ce travail c'est la loterie, tu gagnes ou tu perds (*wannan aiki walla walla ne*) .

Cette prise de risque s'explique bien évidemment par la productivité des terres, la rentabilité des cultures, la possibilité d'une activité quasiment tout au long de l'année...

Mais d'autres explications doivent être prises en compte comme le souligne les personnes interviewées. Retourner cultiver dans la Komadougou c'est à bien des égards :

- Sortir de la dépendance et de la précarité,
- S'investir et investir dans le milieu dont on maîtrise les techniques culturales,
- Redynamisation des logiques de solidarité et d'autorité autour de l'organisation de la production,
- Garder une présence dans le terroir d'origine et entretenir l'espoir d'un retour.

In fine, le fait d'affirmer que l'on retourne exploiter son terroir d'origine en entretien apparaît comme une forme d'affirmation et de reconnaissance de soi.

La reprise de l'agriculture dans la Komadougou en mettant à la disposition des ménages du maïs, du riz, du poivron, du blé mais aussi du chou, gombo... contribue à la sécurisation et à la diversification alimentaire. La culture du poivron réinscrit les populations dans des circuits et des

¹³ Nous avons analysé dans les rapports précédents les motifs qui rendent l'appréhension des réalités locales et des dynamiques endogènes difficiles par les acteurs de l'aide, nous revenons donc pas sur ces explications dans le cadre de ce rapport

logiques de culture de rente. En plus de ces effets positifs immédiats, il convient également de considérer l'apport essentiel des sous-produits de ces cultures dans les activités « de survie » qui sont déployées dans les sites dans lesquels les *in gudun higira* ont trouvé refuge. Blé, maïs et riz fournissent du son, du fourrage essentiel à l'élevage, les fruits du palmier doum mobilisés dans la Komadougou sont revendus, ses feuilles servent à la production de nattes et de petit artisanat (éventail, soucoupe... cf. ci-dessous).

Malgré la crise, une centralité de la Komadougou et du lac se réaffirme. Ces espaces constituent une ressource clef et alimentent de manière importante les stratégies de survie des populations, ce qui conforte la nouvelle forme d'économie circulaire qui se développe et se renforce dans la zone.

Les risques pris par une partie des populations des sites de déplacés, essentiellement des hommes, apparaissent donc compensés par les bénéfices, économiques mais aussi sociaux, qui en sont retirés. Ces risques sont intégrés dans les stratégies qui s'organisent autour de mouvements pendulaires journaliers qui constituent une stratégie optimale entre adaptation/ réduction des risques, exploitation des terres et le maintien d'une emprise sur ces espaces qui constituent des zones de repli des éleveurs, notamment venus du Nigéria, qui font pâturer leurs animaux, parfois avec l'aval du BH.

Ces mouvements pendulaires qui permettent une remise en exploitation des terres de la vallée de la Komadougou apparaissent comme une pratique de fait qui semble bien instituée. Celle-ci est largement reconnue par les différents acteurs locaux, y compris par les FDS qui opèrent une application différenciée des règles de l'état d'urgence en fonction des zones.

Une stratégie locale réactivée largement en marge des projets : les jardins de case

Les différentes recherches conduites sur Diffa au cours des 3 dernières années, aux différentes saisons, ont permis de constater le développement des jardins de case mis en œuvre essentiellement par les femmes.

Il s'agit d'espaces de cultures maraichères dans la concession ou en périphérie immédiate de celles-ci où sont cultivées différentes variétés en fonctions des saisons. Celles-ci sont essentiellement destinées à la préparation du plat familial. Elles constituent souvent la base de la sauce.

Leur émergence progressive, souvent dans les sites spontanés qui disposent d'espaces plus importants dans ou entre les concessions, est une réactivation de modes de productions qui étaient développés dans la Komadougou, comme le souligne un cadre des services techniques en entretien :

« Les jardins des cases, pour moi ce sont une réminiscence des modes de culture antérieure, dans les zones de départ.... Elles étaient organisées autour de grandes exploitations familiales dont une partie était confiée aux femmes pour cultiver le gombo, l'oseille... Ces cultures pouvaient être faites soit dans les champs soit au niveau des concessions. Ce type d'initiative n'avait pas été initié au début de la crise du fait que les populations déplacées réfugiées pensaient rapidement retourner sur leur site d'origine... Aujourd'hui, comme la situation dure... »

Ce type de culture connaît une saisonnalité assez marquée. Elle est particulièrement développée durant la saison des pluies. Elle perdure dans certains sites durant la saison sèche, souvent le long des haies où les plantes peuvent grimper et profiter d'un peu d'ombre.

L'approche que constitue les jardins de case est tout à la fois alternative et complémentaire à l'exploitation de la Komadougou et des champs mis à disposition par les populations hôtes. Les justifications de cette activité sont avant tout économiques et sociales, dans la mesure où elle

permet d'améliorer l'ordinaire alimentaire et de contribuer à l'activité et à la perpétuation de certaines traditions autour du travail féminin. Il faut noter que dans le discours des populations on retrouve d'autres arguments.

Les jardins de case cochent un certain nombre d'objectifs affichés par les acteurs de l'aide :

- la question du genre et de l'empowerment des femmes,
- la diversification de l'alimentation,
- la réduction de la dépendance à l'aide,
- la réduction des pratiques de revente de l'aide pour l'acquisition des condiments nécessaires à la préparation des plats, condiments qui ne sont pas fournis dans les rations alimentaires,
- la complémentarité des activités et amélioration de la gestion au sein des concessions entre petit élevage et agriculture.

Si l'on excepte les interventions pilotes progressivement étendues de quelques ONG qui ont promu la petite agriculture hors sol dans des sacs, et les engagements d'autres acteurs dans le cadre de projets qui visent à répliquer certaines initiatives déployées en périphérie du camp de Sayam, les appuis à cette activité sont faibles et mériteraient d'être renforcés.

Si sur certains sites où ses activités sont déployées les femmes se disent prêtes à mobiliser leurs fonds pour racheter des sacs et relancer les cultures hors sol lorsque la saison viendra, les entretiens conduits sur d'autres sites invitent à prêter attention aux alternatives et à ne pas systématiser les approches de culture hors-sol/en sac.

C'est ce qu'illustre le maire de la commune de G qui a été informé qu'un projet va venir appuyer certains *in gudun higeria* qui sont installés dans sa commune. Il est sceptique quant au succès de cette initiative. Il souligne le fait que les femmes sont largement occupées dans les champs de leur mari y compris dans les zones interdites (Komadougou) où l'on constate de plus en plus de retours des populations déplacées pour cultiver les terres et revenir. Le volume de travail disponible des femmes semble déjà largement mobilisé sur les tâches de préparation de la fumure, de l'engrais, le fourrage, les pépinières.

Une nouvelle culture de rente dans l'hinterland : le sésame

Une autre activité, qui se développe et pourrait constituer une alternative ou une ressource complémentaire, pour éviter de se rendre dans la Komadougou, ou, plus certainement, permettre de mobiliser des moyens complémentaires à ceux obtenus via la coupe du bois et du fourrage, l'artisanat, la mise à disposition de la force de travail ou du petit commerce, est la culture du sésame. Celle-ci est pour le moment essentiellement pratiquée par les populations hôtes.

Logiques de déploiement du sésame dans la région

Celle-ci est relativement nouvelle dans la zone. Elle est en règle générale plutôt pratiquée dans les régions de Maradi et de Zinder. C'est d'ailleurs de cette zone que proviennent les semences et à qu'il on doit la diffusion initiale de cette culture dans le village de NK.

Etude de cas n° 4 : Les premiers pas et l'accélération de la culture du sésame dans le village de NK

Avant de se lancer dans la production du sésame, les habitants de NK cultivaient le mil destiné essentiellement à la consommation locale familiale. A l'époque, rares sont les producteurs qui arrivent à dégager des excédents pour vendre. La culture du mil était complétée par celles du sorgho et de

l'arachide. Les femmes quant à elles cultivaient des petites parcelles concédées dans les champs de leur mari. En général elles y faisaient pousser de l'oseille ou du gombo destinés à la sauce.

La culture du sésame est longtemps restée marginale, sinon inconnue. Les rares paysans qui le cultivaient le plantaient en petite quantité en complément des semis de mil, à des mois d'intervalle avec ce dernier. Seuls deux chefs de famille, des Hausa originaires de Zinder, pratiquaient cette culture pour elle-même.

L'adoption de cette culture dans le village est très récente. Elle remonte à l'année passée lorsque le chef du village en déplacement dans la zone de Zinder a été sensibilisé par des connaissances qui lui ont fortement conseillé d'initier cette culture, très rentable, et lui ont remis des semences. De retour à NK le chef a partagé ces semences avec ses parents et proches tout en leur vantant la rentabilité attendue de cette culture. Au sortir de la saison pluvieuse, la récolte a été bonne. Des acheteurs sont venus depuis le Nigéria, pays où le produit est très prisé, pour acquérir la récolte à des prix sans commune mesure avec les autres cultures pratiquées dans le village. Un sac de 50 kg est vendu à 30.000 voire 35.000 nairas, le différentiel de prix était tellement important que certains n'ont pas résisté à la pression des acheteurs au point de leur vendre les semences conservées en vue de la prochaine campagne agricole.

« Chez nous les gens aiment tellement de l'argent. Ils ont tous vendu. Ils ont même vendu les semences » Chef du village NK.

Cette phase initiale et l'engouement pour la culture du sésame dans le village de NK a débouché sur une structuration des producteurs et la recherche d'appuis techniques. Ceux-ci n'ont malheureusement pas permis d'atteindre les objectifs espérés faute de mise à disposition des intrants dans les temps par le partenaire.

Etude de cas n°5 : le sésame, entre échec d'un appui technique et succès des initiatives privées

Du fait des bénéfices engrangés grâce à la culture du sésame, un groupe d'habitants du village a décidé de se constituer en groupement et de promouvoir le passage de la culture du mil à celle du sésame à grande échelle avec l'appui-conseil de XX.

« Ils sont venus dans le village comme vous. Ils ont constaté que les gens veulent cultiver le sésame et ils sont venus pour nous aider. » Président du groupement des producteurs du sésame « Alheri »

XX a aidé les producteurs en leur fournissant des semences, une motopompe, du carburant et la formation sur des pesticides à base de savon et de cendres. Les membres du groupement ont alors cotisé chacun 200 nairas pour louer un tracteur. L'objectif de la CRA n'était pas seulement d'appuyer la production mais aussi de procéder à une sorte d'étude randomisée comparant les rendements avec d'autres céréales comme le mil, le sorgho et l'arachide dans deux configurations différentes, avec des engrais chimiques d'un côté et du fumier de l'autre. Dans ce cadre, les membres du groupement ont demandé au chef du village une terre pour cette étude qui semble être une « culture pilote ». Un hectare a été aménagé.

Malheureusement, ce n'est que fin juillet que l'aide de XX a été disponibilisée. Lorsque les semences sont arrivées le mil cultivé dans la zone par ceux qui n'étaient pas dans le groupement était presque prêt et les pluies avaient presque cessé.

Le sésame n'a finalement pas donné de bons résultats et le restant du mil a été victime du criquet qui a fait des ravages dans le village. Les membres de la coopérative se sont retrouvés avec un total de 9 mesures comme récolte. Le SG du groupement qui est en même temps enseignant de carrière et très respecté conseilla de vendre les 9 mesures du sésame et ne garder qu'une partie qui servira de semences à la prochaine campagne. 4500 nairas ont été tirés de la vente. Ils seront réinvestis prochainement.

« Les gens sont découragés. Ils m'ont dit qu'ils sont fatigués. Ils pensaient qu'ils vont gagner beaucoup de choses mais on n'a rien eu. On part nous-même travailler dès 7 heures et on reste longtemps. Mais on n'a rien eu à la fin. Pendant les trois mois où on a travaillé, j'étais devenu comme le gardien du champ avec des allers-retours matin et soir » (président de la coopérative)

Ceux qui ont essayé de produire individuellement du sésame, c'est-à-dire dans leurs champs personnels, ont assez produit pour le vendre sur place avec les commerçants venus du Nigéria.

Grace à cette expérience positive des producteurs individuels, l'engouement pour le sésame reste important dans le village même si l'approche coopérative semble de moins en moins mobilisatrice¹⁴. Les entretiens soulignent l'attrait des populations pour le développement de cette culture de rente.

¹⁴ Il ressort de nos entretiens qu'une coopérative de production et de vente de Sésame a été créée à Mainé. Nous n'avons pas pu la visiter dans le cadre de cette phase de recherche.

« Pour le sésame, on peut tout abandonner car l'essentiel c'est d'avoir l'argent pour acheter le mil et le niébé. »

Cet intérêt est renforcé par le fait que les populations considèrent que :

« La culture du sésame est plus rentable que le mil, car il n'a pas de perte, en plus, les ennemis des cultures du mil ne les détruisent pas. »

Enfin, son calendrier n'entre pas en concurrence avec d'autres cultures.

Transformation locale du sésame par les populations réfugiées.

Au-delà de la commercialisation du sésame vers le Nigeria, soit directement par les grossistes, soit via les marchés au Niger, ou encore par la vente directe des producteurs qui passent la frontière, il convient de noter que se développent des transformations locales qui sont elles aussi très rentables. Elles sont notamment le fait des *in gudun higira* qui préparent des friandises à base de ce produit. La présence des femmes réfugiées dans la filière du sésame s'est affirmée. Elles se sont investies dans sa transformation avec le sucre caramélisé. Cette pratique a été répliquée par les femmes hôtes. Cette activité s'est avérée très rentable au point que, certains producteurs, notamment un grand producteur que nous avons rencontré, gardent une partie du sésame qu'ils produisent et laissent le soin aux femmes d'en faire des galettes et des bonbons au sucre qui sont vendus au marché de Gagamari ou sur place dans le village.

Artisanat : cordes, nattes et les opportunités de circuits courts

Les traditions artisanales et les savoirs faire développés parfois dans le cadre de passe-temps avant la crise constituent aujourd'hui une source de revenus avec le développement sur les sites d'un petit artisanat à vocation marchande. Ces activités prennent place dans des cadres plus ou moins organisés. Elles occupent souvent les adultes, y compris parfois des personnes âgées. Elles se révèlent être des activités d'appoint (étude de cas sur la confection de cordes) qui, lorsque les commandes sont attelées à des interventions d'aide, ont des potentiels structurants à condition d'apporter une attention importante à la gestion (étude de cas sur les nattes à partir de végétaux).

Etude de cas n°6 : Confection et vente de cordes par M.K., déplacé

Mr K. est âgé de 55 ans. Il a 2 femmes et 10 enfants. Avant la crise, il disposait de deux champs, le premier situé au nord de la Komadougou servait à la culture du mil destiné à la consommation familiale et à la vente de l'excédent. L'autre champ situé le long de la Komadougou était consacré à la culture du poivron. Comme beaucoup de personnes vivant dans la vallée de la Komadougou son activité agricole était complétée par de l'élevage. Il disposait avant la crise d'un troupeau de 40 chèvres et 30 vaches. Ses femmes et ses enfants l'aidaient dans les travaux champêtres tout au long de la campagne agricole.

Avec la crise et les incursions du BH, comme tous les autres habitants du village, il a été forcé d'abandonner ses terres et une grande partie de son bétail dont il n'a réussi à conserver que 5 chèvres et 5 vaches. Il est venu s'installer le long de la RN1 sur le site de XX.

Depuis 3 ans qu'il est installé à XX, il reçoit de l'aide alimentaire distribuée par l'ONG XXX. Celle-ci ne suffit pas à faire vivre ses deux femmes et 10 enfants. Pendant les années d'exil il a été conduit à développer différentes activités. Celles-ci ont permis de perpétuer la division des tâches qui existait dans le village d'origine. Les femmes et les enfants s'occupent généralement de la recherche de l'eau qui est gratuite dans le village. Ils ramassent aussi du bois de cuisine en brousse à la périphérie du village. Lorsque ce bois ramassé ne suffit à pas, le chef de famille achète du bois coupé disponible au bord du goudron. Les enfants conduisent aussi les animaux au pâturage aux alentours du nouveau village. Après deux années de chômage et de difficultés à nourrir sa famille et en dépit de la persistance de l'insécurité dans la zone, avec parfois mort d'hommes, K a décidé avec certains de ses voisins de retourner pour travailler dans le champ en cultivant le mil et le poivron.

« J'ai certes peur d'aller mais la peur ne m'empêche pas d'aller cultiver. Mais moi, jusqu'à présent, je ne les (Eléments de BH) ai jamais rencontrés. J'ai peur mais je dois partir. Si non comment je vais faire ? »

Mais au cours des dernières années, les risques qu'il a pris à aller cultiver dans la Komadougou n'ont pas payé. Ses cultures de poivron ont été inondées deux fois, ce qui l'a ruiné. Il s'est rabattu sur la culture pluviale mais les criquets ont détruit une grande partie de sa récolte. Ce qui lui a permis de tenir et ce qui constitue une part importante de ses revenus aujourd'hui est la confection des cordes. Celles-ci sont faites à partir des fils de sac en fibres industrielles. Il pratique cette activité depuis son enfance. Dans la Komadougou, en marge de ses occupations saisonnières dans le champ du poivron et du mil, il profitait du temps libre pour faire des cordes. Faire des cordes était devenu un passe-temps. Mais avec la pauvreté, le passe-temps devient une activité à part entière sur laquelle il s'appuie pour essayer tant bien que mal de compléter l'aide alimentaire qu'il reçoit. Il fait alors des cordes à partir de vieux sacs ou des sacs neufs qu'il achète au marché de Diffa ou sur place respectivement à 100 et 150 nairas. Avec un seul sac, il peut faire 2 petites cordes qui servent à attacher les animaux. Elles se vendent à 300 nairas l'unité. Par contre, pour faire une longue corde qui se vend de 900 à 1000 nairas unité, il lui faut 5 sacs. S'il s'y consacre pleinement, il fait 4 petites cordes par jour ou une longue.

S'il arrive le plus souvent à écouler sa marchandise sans avoir besoin de se déplacer au Nigéria, c'est parce que c'est un outil prisé par les éleveurs, ceux qui font l'embouche... tous ceux qui ont des animaux... Lorsqu'il va vendre ses cordes sur le marché de Kintchandi il se retrouve en concurrence avec des vendeurs de cordes made in Nigéria. Ils se comptent par dizaines, essentiellement des Peuls qui étalent leur marchandise en plusieurs couleurs selon le choix et la préférence de l'acheteur.

Les bénéfices tirés de la vente au marché de Diffa ou sur place dans le village servent toujours à se procurer la nourriture, le son pour les animaux et un peu de col

La confection des nattes, des éventails, de petites calebasses et des couvercles des calebasses en doum est une activité qui est opérée essentiellement par des femmes et notamment les femmes âgées. Dans les terroirs d'origine, il s'agissait ici encore d'une activité secondaire, dédiée en partie à l'autoconsommation et accessoirement un petit complément des revenus. Comme dans l'étude de cas qui précède, l'insécurité et la perte des moyens de substance a conduit à intensifier cette activité et a donné une vocation marchande aux produits confectionnés. Aujourd'hui cette activité rapporte aux femmes de quoi acheter des condiments et quelques pièces d'étoffes pour s'habiller. L'exemple de D.M. est illustratif de la façon dont s'opère la production et la commercialisation de ces produits et des circuits courts de réinvestissement dont fait l'objet l'argent mobilisé dans les activités artisanales.

Etude de cas n°7 : production d'artisanat et réinvestissement dans des bénéfices dans des activités de ventes de friandise

DM est logée et prise en charge par le chef du village qui est par ailleurs son fils. Elle a eu l'idée de confectionner des produits à base de doum après l'installation dans le nouveau site. Elle s'appuie sur un savoir-faire développé depuis son jeune âge. Dans son village d'origine, cette activité était une pratique courante mais marginale pour elle.

Aujourd'hui, elle achète des pailles de doum auprès des hommes qui retournent dans le village d'origine au bord de la Komadougou. Ces derniers cueillent et vendent des tas de 400 nairas. Avec un lot de 400 nairas, elle confectionne une natte vendue entre 400 et 500 nairas selon le marché. Le restant du lot peut servir à produire des éventails ou un couvercle de petite calebasse. Avec un lot de doum acheté à 400 nairas, la vieille dame peut faire une dizaine de petites calebasses qui se vendent entre 100 et 150 nairas l'unité.

Le commerce des nattes se fait tantôt dans le village ou au marché de Diffa. Si elle ne peut pas se déplacer à cause de son âge avancé, elle confie régulièrement sa production à des hommes du village qui partent à Diffa le jour du marché pour lui vendre les nattes, les calebasses et/ou les éventails.

Il arrive aussi que les marchandises soient écoulées à la maison ou dans le village grâce à des acheteurs des villages environnants ou de passage. Comme elle n'est pas la seule vendeuse de ces produits, en cas de demande d'une natte ou d'un éventail indisponible, elle oriente l'acheteur chez les autres femmes du village qui font le même métier. Le revenu issu de la vente de ces produits est réinvesti systématiquement dans l'achat de mesures d'arachides qui sont cuites et à leur tour vendues. Sur une mesure d'arachide achetée à 700 nairas, elle gagne 150 nairas

Les circuits courts : une initiative intéressante portée par une ONG qui se solde par un échec...

Alors même qu'ils constituent des biens clefs dans les kits mis à disposition pour la construction ou la réfection des abris d'urgence, le fait que les cordes, les nattes, les parois en seko soient produites localement est une occasion qui a rarement été saisie par les ONG.

Pourtant, comme le souligne l'exemple présenté dans l'étude de cas ci-dessous, la mise en place de filières courtes autour de ces produits, si elle est accompagnée et se fait de manière progressive, peut avoir des effets importants sur la structuration d'organisations/coopératives, sur la

valorisation des savoirs faire locaux, sur la mise à disposition de fonds d'investissement... Cette option, qui se heurte aux logiques de passation de marché des acteurs de l'aide, bien que cette exigence puisse trouver des solutions, constitue une approche intéressante pour apporter les biens de première nécessité, appuyer l'activité économique et favoriser des capacités d'investissement locales.

Etude de cas n°8 : une initiative d'ONG pour valoriser les nattes produites localement via des circuits courts qui tourne mal

Dans le village de M, presque toutes les femmes savent confectionner les nattes à partir de la paille du doum. Mais comme à A., elles n'en faisaient pas une activité de rente avant la crise. La production était essentiellement destinée à des usages familiaux et à une commercialisation de proximité/sur le marché. La confection des nattes et des autres objets artisanaux s'appuyait sur une gratuité et accessibilité forte du doum de l'autre côté de la frontière, au Nigéria. La production des nattes notamment reposait sur des logiques d'entraide de proximité, entre femmes.

La crise conduit à une intensification de cette activité. Face à la demande grandissante des in gudun higura, notamment pour la confection des tentes et les aménagements des concessions sur les sites, les femmes du village confectionnent et vendent au marché en grande quantité. Progressivement avec le conseil des hommes du village et des ONG, elles décident de s'organiser en groupement. Elles obtiennent l'agrément sous le nom « Groupement XXX » le 25 novembre 2016.

En mars 2018, elles reçoivent de la part de l'ONG XXX une commande de 11.250 nattes en doum en vue de la construction de 450 abris. Le montant du contrat dépasse les 14 millions de CFA et constitue une ressource inespérée. Cette commande constitue « la chance de leur vie » pour les femmes, surtout dans le contexte de la crise. Cette commande doit permettre de sécuriser la famille mais aussi d'investir.

Malheureusement, cette commande suscite les appétits du chef du village. Il décide de remplacer l'enseignante qui a été choisie pour présider le groupement, parce qu'elle est alphabétisée et maîtrise les langues parlées dans la zone, par une parente « qui, elle, ne savait même pas confectionner les nattes ».

Pour permettre la production des nattes, chaque femme reçoit 2000 nairas pour faire 5 nattes. Ce montant couvre l'achat des matières premières et permet la livraison de la première partie de la commande à l'ONG. Il promet d'acheter une natte à 3000f. Le chef demande aux femmes de patienter avant que leur soit payée l'intégralité des produits qu'elles ont livrés. Il leur demande de continuer à produire pour honorer la deuxième tranche de la commande, ce qu'elles font à leurs frais. Certaines femmes ont reçu plus de commande que d'autres, en fonction de leur capacité à assurer la livraison mais aussi de leur proximité au chef.

Par exemple, la femme de son petit frère s'est frotté les mains lorsqu'elle a reçu une commande de 50 nattes. Celles qui ont une grosse commande sans réelle capacité financière ont pris des prêts ou ont vidé leur caisse pour aller au marché de Gagamari acheter les nattes pour les livrer à temps dans l'espoir de dégager des bénéfices. Mais lorsque la deuxième commande est livrée le chef disparaît du village.

Les femmes du groupement qui ont contracté des dettes ou ont mobilisées leurs économies pour produire ces nattes sont au désespoir. La présidente du groupement ne cache pas sa colère d'être accusée par les autres femmes d'avoir participé avec le chef du village au détournement de l'argent de la commande. Elle pense que c'est à cause de ces accusations qu'elle ne bénéficie plus de l'aide de la part des ONG. Elles se retournent vers le maire de XX qui était au courant de la commande. La mairie leur demande de patienter jusqu'au retour du chef du village. Très rapidement celui-ci cristallise également les frustrations et est étiqueté comme complice du maire. Elles contactent l'ONG qui a passé la commande qui leur répond qu'ils ont honoré leur part du contrat et qu'ils sont satisfaits de la commande et des délais de livraisons, que le reste relève de la gestion du groupement sur laquelle ils n'ont pas d'emprise.

Finalement, personne à M. ne veut plus entendre parler de la confection des nattes et le groupement a disparu dans les faits alors même que cette commande était perçue comme une occasion de se structurer et de se diversifier, comme une manière de sortir de la dépendance des ONG.

L'expérience de circuits courts autour des nattes dans le village de M illustre tout à la fois les attentes suscitées par ce type d'approche, les effets induits potentiels et les risques encourus par la population. D'autres cas d'école existent, par exemple la production de savons dans le camp de Sayam¹⁵ qui permet un approvisionnement d'une partie du camp à partir d'une production locale,

¹⁵ Cette expérience a mis du temps à se lancer comme nous l'avons documenté dans un rapport précédent (Carmel 2018) mais semble aujourd'hui effective, aux dires des responsables de projets interviewés sur Diffa. 18 Les activités de Cash for Work ne sont développées par les interviewés que lorsque les enquêteurs les introduisent. Elles restent associées à des activités ponctuelles, exogènes, liées à des démarches de projet qui sont aléatoires et pas toujours appropriées par les populations.

dont les bénéfices vont être réinvestis dans une amélioration des capacités de production et une diversification avec le développement de la production d'encens.

Dans tous les cas, l'enjeu est intéressant mais implique une approche progressive et double : assurer un appui et un accompagnement des structures et, dans le même temps, développer une approche de montée en capacités de production à travers une série de contrats dont les montants et les volumes croissent dans le temps pour accompagner la structuration des groupements.

Vente de la force de travail (repiquage du riz, briques, maçonnerie...)

Un nombre important de personnes rencontrées dans les villages sur les sites au cours de cette enquête mettent à disposition leurs bras pour faire vivre leur famille ou dégager une capacité d'investissement pour initier de nouvelles activités. Au fil des entretiens, trois grands pôles d'activité de mise à disposition de la force de travail contre rémunération sont ressortis : les fonctions d'ouvrier agricole ou de docker en fonction des milieux, le travail de maçonnerie et de manœuvre pour la confection des briques, et les petits services de proximité tels que le pilage du mil ou le transport de l'eau¹⁸.

Maçonnerie et confection des briques

Le long de la Komadougou Yobé, la maçonnerie (construction des maisons en terres comme en béton) et la confection des briques étaient une activité maîtrisée par tous mais dans laquelle excellaient les Mangawa. Ils étaient régulièrement sollicités dans les villages pour construire de nouvelles habitations ou effectuer des réparations en particulier à l'approche ou pendant la saison des pluies. A Assaga par exemple, un village situé sur les deux rives (Niger et Nigéria) de la Komadougou et à majorité kanouri, il n'y avait pratiquement pas de maçon connu dans le village. Les hommes, les femmes et les enfants se consacraient à l'agriculture (poivron, riz, mil, arachide, niébé), la pêche (surtout les enfants pour les besoins familiaux et la vente du surplus sur le marché) et le petit commerce. Chassées de leurs terres par les éléments de Boko Haram et installées sur la route numéro 1, les populations déplacées et réfugiées d'Assaga n'ont plus de terres à cultiver et de bétail à vendre. Un nombre important d'hommes dans la force de l'âge se sont formés sur le tard à la confection des briques et à la maçonnerie et proposent leurs services sur le site ou dans les villages alentour. Ils occupent le plus souvent les fonctions d'apprentis et mettent à disposition leurs compétences pour construire des habitats en dur sur le site.

Cette reconversion a radicalement transformé l'offre de construction comme le souligne le chef du village.

« Avant la crise, on appelle les Mangawa pour construire. Chez nous il n'y avait aucun maçon. En tout cas pas dans le village. Maintenant ils sont nombreux. Ce sont gens qui produisaient beaucoup du poivron ou qui avaient du bétail. Maintenant il faut regarder là-bas, même cette mosquée c'est eux qui ont construit ». Chef du village d'Assaga

Cette reconfiguration des compétences s'est accélérée avec le développement des programmes d'urbanisation qui ont permis le développement d'autres compétences ou un perfectionnement dans les techniques nouvelles de construction.

Bras valides : dockers, main d'œuvre agricole, transport de l'eau

Le travail de docker est une activité qu'on retrouve pratiquement dans tous les villages. Elle est pratiquée en général le jour du marché. Elle ne constitue donc pas une activité principale à l'exception des zones urbaines dont les marchés ont été radicalement transformés par l'arrivée des

commerçants déplacés et réfugiés (Hamani et al. 2017). On retrouve, à l'occasion des marchés, des individus qui le reste de la semaine sont des coupeurs de bois ou de fourrage, des maçons...

Une autre forme de rémunération additionnelle et ponctuelle, cette fois-ci sur une base saisonnière et non hebdomadaire, est la mise à disposition de la force de travail dans les champs pour la préparation de la terre, les semis, le sarclage, l'irrigation...

« Avant la crise, les hommes pratiquaient l'agriculture, la culture de contre saison, l'élevage et le commerce. Pendant la crise, il y a très peu de terre pour la culture de mil. Et puis, avec 2 sacs de 100 kg ça ne tient pas pour quelqu'un qui a une famille. Donc, on sert de manœuvres dans des villages voisins. L'argent issu de ce travail sert à acheter de l'essence sur le marché noir, de l'engrais ou du pesticide qui vont nous permettre d'exploiter nos champs dans notre village (d'origine). »

Si cette activité concerne essentiellement les adultes pour les travaux champêtres, dans les rizières, ce sont essentiellement les enfants, notamment les jeunes filles *in gudun higira*, qui vont être employés pour le repiquage du riz.

Piler le mil et le transport de l'eau

Au fil des entretiens sont apparues d'autres activités de survie qui se sont développées depuis le début de la crise : le pilage du mil, le transport de l'eau... Si ces activités ont toujours existé, ce qui semble nouveau est la forme qu'elles peuvent prendre dans les sites de déplacés.

Piler le mil sur les sites de déplacés

Cette tâche dévolue comme avant la crise aux femmes a connu quelques évolutions depuis l'installation dans les sites. Avant la crise, au sortir des récoltes, les femmes d'une concession ou d'un village pouvaient se regrouper pour piler en rotation les céréales récoltées dans les différentes concessions avant leur conditionnement en sac¹⁶. Ces dynamiques relevaient de mécanismes d'entraide et de solidarité, essentiellement non marchands. Aujourd'hui, sur certains sites visités, par exemple à N'Guel Kollo ou à N'Gari Wanzam, les femmes se mobilisent individuellement ou en famille pour proposer ce service dans les villages environnants ou au sein de leur village d'accueil en échange d'argent, de condiments pour préparer le repas ou encore de restes de la pâte du mil ou du maïs qui se collent à la marmite, qu'on appelle communément en hausa « *kamzo* ».

A Garin Wanzam, où a été installé un moulin, des femmes interceptent celles qui ont des céréales et qui se dirigent vers le moulin pour leur proposer de piler leur maïs ou leur mil en échange d'une petite partie des céréales et du son qui pourra être réutilisé pour les animaux des concessions.

Transport de l'eau

Si dans une part importante des sites visités l'eau est gratuite, une économie du transport des bidons s'est développée de manière plus ou moins organisée via des charrettes, des pousse-pousse ou des systèmes plus rudimentaires de transport sur la tête ou dans des traîneaux de fortune constitués de bidons éventrés dans lesquels sont chargés des bidons remplis d'eau (cf. photo ci-dessous). Ces activités constituent des compléments de revenus qui peuvent être mobilisés par des jeunes hommes ou des enfants au sein des villages.

¹⁶ En raison notamment de la vocation marchande des cultures, il y a très peu de greniers dans les villages des sites de départ comme de l'hinterland

Petit commerce

Nous avons déjà dans les enquêtes précédentes documenté les dynamiques du petit commerce appuyé ou non par les logiques de cash transfert et d'activités génératrices de revenu (AGR) et qui essaient dans les villages notamment le long de la RN1.

La série d'entretiens souligne des dynamiques qui nous avaient jusqu'alors échappées. En plus du développement de commerces établis et fixes, s'est développée une forme particulière de commerce mobile, différent des vendeurs ambulants de médicaments ou des vendeuses d'aliments « sur la tête ». Des jeunes qui ne disposent pas d'un capital propre pour investir, empruntent les produits qu'ils veulent vendre auprès de commerçants qu'ils connaissent au niveau des marchés hebdomadaires. Certains font le tour du même marché avec leurs marchandises en main, d'autres les amènent dans leur village pour les vendre d'ici le prochain marché. Le bénéfice est alors conservé par le vendeur et le fournisseur est remboursé de la valeur de ses marchandises.

Inversement, nous avons pu documenter un certain nombre de cas de personnes appuyées par des O.N.G. qui ont demandé une aide pour se lancer dans le commerce et ont finalement revendu les biens achetés sur ces fonds pour acheter les animaux et se lancer dans l'embouche. Cette stratégie est justifiée par le fait que les fonds mis à disposition pour lancement d'un petit commerce dans le cadre des activités génératrices de revenus sont plus importants que les fonds pour des petits ruminants mis à disposition dans le cas de l'embouche. Cette stratégie permet donc d'augmenter le nombre d'animaux et le stock de fourrage au démarrage de cette activité, ce qui favorise sa rentabilité...

ANALYSE DES FILIÈRES AGRICOLES

Il faut compléter l'étude conduite au niveau des chaînes de valeur développée ci-dessus avec une analyse des filières. Cette analyse des acteurs clefs et des dynamiques des filières fait encore largement défaut dans le cadre du nexus même si cela est prévu dans les chronogrammes d'activité de certains programmes de développement. Nous présentons ci-dessous les données collectées sur le terrain autour des filières poivron, poisson et riz. Ce choix renvoie au fait qu'il s'agit, avec l'élevage, de cultures centrales de la zone, mais aussi au fait qu'il s'agit de 3 filières structurées très différemment et qui permettent de commencer à appréhender la diversité des situations.

Il faut noter qu'il existe déjà des études de filière intéressantes au niveau du PRODAF. Elles fournissent des éléments chiffrés/clefs pour la compréhension des dynamiques autour du maraichage, du poivron, des dattes... Elles proposent des analyses chiffrées qui dessinent les circuits des produits, les couts, l'évolution des productions... Nous renvoyons à ces études et présentons ci-dessous des éléments de terrain notamment autour des reconfigurations de ces activités avec la crise.

La filière poivron et paprika

Commerce du poivron : l'enjeu de conservation de la valeur ajoutée via la transformation locale.

Pour des détails sur la production du poivron et l'organisation globale de la filière nous renvoyons à l'étude de l'IRAM qui porte sur cette activité dans la Komadougou (Herault 2004) et sur l'étude de sur la filière poivron conduite l'année passée dans le cadre de la préparation des activités du PRODAF (PRODAF 2019).

Nous nous intéressons ici à une problématique qui reste peu étudiée, la transformation locale et les enjeux de conservation de la valeur ajoutée sur Diffa. Pour ce faire, l'exemple du Paprika illustre tout à la fois la diversité des acteurs engagés dans cette filière, leurs stratégies multiples. Celle-ci éclairent la possibilité d'accroissement et de conservation de la valeur ajoutée sur Diffa, mais aussi les contraintes auxquelles celle-ci doit faire face.

Etude de cas n° 9 : transformation du poivron et de la tomate séchée au paprika : l'exemple du groupement Klakil

Origines du groupement

La transformation du poivron et de la tomate séchée en paprika destiné à la vente est une activité qui est quasi exclusivement développée à Diffa. Très prisés, ces condiments servent à préparer la sauce. La vente se fait de façon dispersée, sans structure ou entreprise formelle dans le marché du poivron. Une exception notable est le groupement de femmes dénommé « Klakil » (littéralement « solidarité ») qui créé en 2010, suite à une série de formations proposées par diverses directions déconcentrées de l'Etat dans le cadre du programme spécial du président de l'époque, Mamadou Tandja. Ces formations ont contribué à l'organisation et au renforcement de la vie associative et du réseautage communautaire de solidarité entre les femmes et à l'émergence de ce groupement.

Diversification des activités et contraintes

Ses premiers pas prennent la forme d'une idée d'activité génératrice de revenue autour de la vente des condiments. La présidente du groupement oriente le choix vers une activité de séchage et valorisation du poivron et de la tomate séchée. Elle réunit 15 femmes d'un quartier de Diffa autour de la préparation et de la commercialisation de ces condiments. Pour avoir l'agrément chacune a cotisé 1000 FCFA. L'officialisation de leur structure leur a permis d'accéder à divers types d'appui de la part des ONG et structures de l'Etat. Les formations leur ont permis de diversifier leur offre de produit. Elles se sont lancées dans la fabrication du gel de vaisselle naturel, le bissap rouge, la confiture à base d'oignon, jus de souchet etc.

L'ensemble de ces produits sont disponibles et se vendent chez la présidente du groupement. Le groupement reste néanmoins confronté à des problèmes de vente de ses produits :

« Ici les gens ne connaissent pas beaucoup ce qu'on fait. Ceux qui connaissent n'achètent pas. C'est très rare que les gens viennent pour acheter le savon. C'est nous qui l'utilisons dans la maison »

Pour développer ses activités, le groupement a, avec l'appui d'un partenaire, initié des activités contracycliques autour des variations des prix de l'oignon et du poivron séché. Ces produits sont stockés dans le magasin « Guidan Albassa » (littéralement « maison d'oignon ») construit avec l'appui financier de l'organisation. Le magasin sert au stockage des de l'oignon, du poivron et de la tomate qui sont séchés et vendus avant la saison des pluies, au moment où les cours sont élevés. Les bénéfices dégagés sont versés dans la caisse domiciliée dans une mutuelle. Le groupement s'est également lancé, avec l'appui d'un autre partenaire, qui a fourni au groupement 4 sacs de tomates séchées, dans la fabrication du paprika. Cette activité de transformation des matières premières produites localement aurait pu connaître une transformation radicale avec l'aide de XXX qui a fourni une machine pour transformer le poivron et la tomate séchée en poudre. Malheureusement, la machine n'a jamais démarré.

« Ils sont venus pour constater que la machine donnée ne fonctionne pas. Ils étaient là avec le Blanc qui l'a fait. Il a vu ».

Stratégies palliatives et investissements pour faciliter la transformation

Pour pallier ce problème et faire fonctionner une décortiqueuse qui appartient au groupement depuis quelques années, ses responsables ont décidé de retirer le moteur (la dynamo) du moulin non fonctionnel et d'acheter la tête d'un moulin au marché de Diffa. Cette tête a coûté 80.000 FCFA. Cet assemblage fournit une machine fonctionnelle qui est installée devant la concession de la présidente. Disponible depuis 5 ans, elle peut rapporter de 2.000 à 10.000 FCFA lorsqu'elle est mobilisée, essentiellement hors de la saison des pluies. Le chiffre d'affaires est également versé dans la caisse du groupement domiciliée à la Mutuelle-Crédit, une fois déduit la rémunération du meunier qui assure également la maintenance (500 FCFA /jour de travail + 10.000 FCFA /mois de salaire + son issu des céréales décortiquées). Connectée au réseau électrique, la machine consomme de 80.000 à 100.000 FCFA par mois et 3000 FCFA pour l'eau.

Le quartier périphérique d'installation du moulin se justifie par le fait que l'activité dérangera moins les habitants car le moulin dégage une odeur piquante qui provoque des toux. Les problèmes d'accès à l'électricité limitent les activités de Klakil et n'encourage pas le groupement à se procurer un moulin dédié à ses activités. En effet, le terrain acquis est situé au quartier « Dubai », un quartier en chantier et pas totalement couvert par l'électricité. Le groupement a effectué des démarches auprès de la NIGELEC pour électrifier le magasin et installer le moulin. Mais le coût est trop élevé et le groupement n'a pour l'instant pas les moyens de l'assurer. La présidente assure avoir entrepris des démarches nécessaires auprès de leurs partenaires qui n'ont pour l'instant pas répondu favorablement. Elle s'est alors tournée vers la mairie.

« On a vu la mairie qui a dit d'accord pour mettre l'électricité. On attend voir »

Au fil du temps, le groupement s'est développé. Les femmes se réunissent périodiquement à la demande de la présidente pour travailler le poivron.

« Elles sont nombreuses. On ne va pas demander à tout le monde de venir. C'est seulement celles qui sont disponibles ou celles qui ne sont pas loin. Avec moins de dix femmes, on travaille ».

Coût de production

Le prix du sac du poivron et de la tomate séchée varie de 25000 à 35000 nairas en fonction des périodes. La présidente du groupement connaît un vendeur sur le marché qui lui fournit la meilleure qualité. Avant de passer au moulin, le poivron séché est travaillé en compagnie de certaines femmes du groupement.

« On n'achète pas beaucoup. C'est un sac à la fois. C'est pourquoi je demande aux femmes qui sont disponibles de venir chez moi. On enlève les semences qui sont à l'intérieure et les petits nœuds »

Après cette étape, les produits sont moulus à la machine ailleurs. Sur chaque sac de poivron ou de la tomate séchée, il est possible d'obtenir 10 mesures (tiya). Elles sont alors mélangées avec de l'huile d'arachide. Pour un sac de poivron, trois litres d'huiles sont nécessaires contre 5 litres pour la tomate. Après le mélange avec l'huile, des mesures de demi-tiya sont mises dans le plastique. Chaque demi-tiya coûte 2500 FCFA.

Ce commerce est concurrencé sur le marché par des femmes qui ne sont pas organisées en coopérative et qui se sont lancées dans le commerce du paprika à base du poivron et/ou de la tomate séchée. Elles le vendent moins cher mais leur produit n'atteint pas les critères de qualité requis par le groupement :

« Notre farine de poivron est la meilleure qualité. Dans toute la ville de Diffa, notre poivron est le meilleur. On ne peut même pas les comparer avec les autres. Nous, on prend soin de sélectionner le meilleur poivron sur le marché. Même notre fournisseur connaît cela. Après on prend beaucoup de temps à enlever les nœuds et les semences qui sont dedans. Alors que les autres amènent ce qu'ils trouvent sur le marché au moulin sans distinction. En plus les gens ne mettent pas beaucoup d'huile comme on le met. Dès que tu regardes aussi la couleur, tu vois toute de suite la différence ».

Promotion des produits à l'extérieur et perspectives d'avenir

Il est possible de vendre un sac du paprika par semaine. En dépit de la qualité du produit, la présidente estime que le marché n'est pas toujours au rendez-vous. Les gros clients de ces condiments sont gens qui sont orientés par les ONG qui fournissent de l'appui au groupement ou bien par la CRA qui est un de leurs meilleurs partenaires dans la promotion de leurs produits.

Une partie importante de la commercialisation s'opère dans la maison de la présidente du groupement sauf en cas de déplacement à Niamey pris en charge par la CRA. Cette dernière signale l'impossibilité du groupement de participer à des foires sans l'appui extérieur à cause du coût. (50.000 FCFA de transport jusqu'à Niamey + prix d'une tente / emplacement, en moyenne 150 000 FCFA) ce qui impacte très fortement les bénéfices.

« On vient d'apprendre qu'il y aura SAFEM bientôt. Mais je ne sais pas qui va nous amener ».

Néanmoins, le groupement reste rentable, grâce à leurs activités de la vente de ces deux épices et le moulin, le groupement a acheté trois terrains. Le premier terrain est celui qui servi à la construction du magasin où étaient stockés les produits reçus des ONG comme l'oignon, le poivron et la tomate séchée. Le deuxième qui s'étend sur une superficie de trois hectares est acquis sous les conseils d'une ONG qui a promis de clôturer le terrain et d'aider à le transformer en un grand jardin qui servira à produire des fruits et des légumes qui pourront à terme rapporter de l'argent et permettre aux femmes du groupement d'être autonomes. Quant au troisième terrain :

« Pour l'instant je ne sais pas ce qu'on va en faire, on va se réunir et réfléchir ensemble. Ca va nous servir un jour »

Chaque année, la présidente fait le point de la situation financière du groupement et partage la somme totale entre ses membres. En cas de décès ou de départ définitif du groupement pour des raisons personnelles, la somme requise est respectivement donnée aux ayant droits ou à celle qui part. Sans attendre la fin de l'année pour le partage du revenu, elles organisent une tontine de 10.000 FCFA par mois pour permettre à un membre du groupement d'entreprendre ou de faire face à ses besoins personnels sans attendre son appui direct.

Le groupement se développe. Initialement, le processus de transformation mobilisait régulièrement 8 femmes. Quelques années plus tard, quatre autres les ont rejoints. Huit d'entre elles ont officiellement inscrit leurs filles dans le groupement afin qu'elles apprennent le métier et assurent la relève. La fille de la présidente, diplômée en marketing après des études supérieures à Niamey, s'occupe du gel de vaisselle et aide sa maman à archiver les papiers du groupement.

La transformation du poivron en paprika et sa commercialisation ne datent pas de la formation du groupement. A différentes échelles, les hommes et les femmes, certes moins organisés que le groupement Klakil, se sont lancés dans la transformation du poivron et de la tomate séchée qui continue encore de rapporter. Cette activité s'est développée au fil du temps. Elle a été impactée par la crise et les mesures d'Etat d'urgence mais y a constitué une réponse/stratégie de contournement pragmatique.

Etude de cas n°10 : les producteurs individuels de paprika, dynamiques individuelles et collectives

Organisation des grossistes de poivron

Chez les hommes, la plupart des commerçants de ces produits sont des acteurs individuels qui sont installés sur le marché au poivron. Ils font en général de la vente du poivron séché et celui transformé.

Mr E. B. qui transforme et vend le poivron depuis une dizaine d'année est aujourd'hui considéré un grand vendeur de paprika de la ville de Diffa. A la différence du groupement Klakil qui achète le poivron à transformer sur place en prenant soins de sélectionner la meilleure qualité et en retirer les nœuds et les petites semences logées à l'intérieur, E. B. choisi le sac du poivron parmi ses dizaines voire centaines disponibles sur le marché.

Coûts de transformation et stratégies de commercialisation

Sur chaque sac, il arrive à avoir 10 mesures de paprika sur lesquelles il mélange avec 1,5 litre d'huile. Le produit transformé lui rapporte plus que le poivron sec, ce qui le conduit à s'engager de plus en plus dans cette activité. Un sac de poivron transformé se vend à 70.000 nairas et la mesure à 1 500 nairas. Un sac de poivron moulu à la machine est disponible sur place dans le marché à 500. Il paye 100 nairas à des bras valides pour mettre et mélanger avec de l'huile et 100 nairas par docker pour le transvaser dans le sac et enfin 100 nairas pour mettre dans le camion. Il arrive à écouler en moyenne 5 à 10 sacs par semaine en fonction de la demande.

Contrairement au groupement Klakil, il se positionne en grossiste et a une démarche active de commercialisation. Il part en personne au marché de Subdu et de Gouré pour vendre en détail ou par sac le produit transformé.

Impacts des mesures de l'état d'urgence sur l'activité et stratégies d'adaptation

Avec l'état d'urgence et les mesures sécuritaires, la culture du poivron était interdite. Il a donc dû réaménager son activité pour faire face aux risques à prendre pour le transport de Diffa aux autres destinations. Il a temporairement suspendu la vente du poivron transformé qui impliquait des coûts élevés qui auraient été problématiques en cas de saisie du produit (contrairement aux poivrons séchés non transformés). Avec l'assouplissement des mesures sécuritaires, les commerçants ont repris la vente du poivron transformé car il y a de moins en moins de risques de se faire prendre par la police ou de croiser les militaires grâce aux nouveaux itinéraires que prend la marchandise.

En effet, pour contourner les règles sécuritaires, les commerçants confient des centaines de sacs de poivron (transformé et non transformé) dans des charrettes. Si le poivron est chargé en ville, loin du regard des autorités policières, le transport commence la nuit, après la prière de 19 heures. Evaluant les risques qu'ils prennent, les transporteurs du poivron dans les charrettes négocient chèrement leur travail.

Ainsi, pour chaque sac du poivron, ils gagnent 1000 nairas. Avec l'obscurité, ils traversent facilement les quartiers périphériques de la ville et s'arrêtent à M., après le poste de police. Sur place une voiture attend et le chargement qui se fait rapidement par le chauffeur du véhicule, devant le propriétaire de la marchandise. Les commerçants reconnaissent que le niveau de risque reste levé même s'ils ont de plus en plus de facilités à contourner facilement.

Lorsque les policiers ont eu connaissance de ce nouvel itinéraire, ils vont directement dans le village qui est le point du rendez-vous pour le chargement et tentent de confisquer toute la marchandise.

« Un jour, ils nous ont vu et ils ont pris tout le poivron. Ils ont gardé pendant longtemps. Le poivron était à ciel ouvert jusqu'à la fin de la saison des pluies. Après, on m'a appelé pour me dire de venir récupérer mon poivron. Quand je l'ai ouvert, il y avait plusieurs sacs qui étaient abîmés »

Suite à cette saisie, liée au fait que les commerçants se regroupaient en grand groupe dans le village, les stratégies ont évolué vers des logiques plus individuelles. Lors de la saisie, le volume de marchandises était trop important pour faire l'objet de négociation avec la police. En temps normal, lorsqu'il est seul, il a l'habitude d'être intercepté et sait toujours comment négocier avec les policiers en donnant de l'argent. Avec 1000 nairas, les policiers acceptent de laisser les commerçants.

« Le fils d'Adam sait toujours comment faire, comment se débrouiller pour contourner les règles. Les règles ce sont les hommes qui les mettent en place et ce sont les hommes qui les contournent. Quand on ne te voit pas, ça passe. Si on te voit, tu négocies, tu donnes la cola et on te laisse ».

Aujourd'hui les surcouts liés aux risques sont parfois importants et ont accentué les transformations dans la répartition de la répartition de la chaine de valeur, avec une part importante prise par les transporteurs et les vendeurs qui opèrent sur les marchés finaux ou comme intermédiaires pour les produits à destination d'autres pays.

A ces contraintes s'ajoute la fermeture de certains débouchés très lucratifs comme les sites d'orpaillage comme le souligne E.B. en entretien :

« Avant la crise la crise sécuritaire et la fermeture de Djado où des milliers de jeunes partent à la recherche de l'or, le paprika du poivron et de la tomate y est très prisé et se vend beaucoup plus cher. »

La filière poisson

Permanence et autorisation officielle de la pêche dans le lac

Peut-être plus encore que la filière poivron, la filière poisson a été fortement impactée par la crise et les mesures d'état d'urgence. L'interdiction de la pêche dans le lac, l'inaccessibilité de la Komadougou, l'encadrement et l'interdiction de certains marchés ont conduit à une déstabilisation de la filière. A travers elle, c'est toute une économie qui a été mise en sommeil comme le souligne un cadre des services techniques de Diffa.

« Le poisson c'est comme ça, une personne pêche, 10 personnes en vivent »

En effet, l'activité d'un pêcheur ou d'un bateau va mettre en action une série d'acteurs autour de la transformation, du transport et de la vente du poisson qu'il va pêcher. Ainsi, au-delà de la fourniture du carburant, des filets, de l'entretien des bateaux et/ou des nasses, le fruit de la pêche va mobiliser des personnes en charge de l'équarrissage, de la coupe du bois pour le grillage et le fumage, la chattecarton de corde et la main-d'œuvre pour le conditionnement en vue du transport. Ce transport se décompose en acheminement vers les marchés insulaires et les marchés terrestres qui se font pour l'essentiel respectivement via des bateaux et des animaux, chameaux et ânes. La vente va mobiliser des intermédiaires puis à nouveau des transporteurs cette fois-ci via des véhicules.

Dans la pratique, ces chaînes d'acteurs et de valeur n'ont pas été complètement mises en sommeil. Après quatre ans d'interdiction par les autorités à la suite des mesures de l'état d'urgence, si la pêche est à nouveau autorisée depuis quelques mois, il s'agit pour un bon connaisseur de la filière avant tout d'une reconnaissance d'un « état de fait » :

« En autorisant la réouverture du lac et en autorisant la pêche, l'Etat du Niger a simplement validé un état de fait, il n'y a qu'à voir pendant toute la crise la disponibilité du poisson dans les marchés notamment ceux de Diffa et de Kintchandi »

Même si il y a eu des variations importantes dans les quantités pêchées, cette activité ne s'est jamais complètement éteinte. Elle reprend aujourd'hui son essor

« Aujourd’hui même avec 200 nairas tu peux avoir une bonne sauce accompagnée de poisson contrairement à la viande alors qu’on dispose du plus grand marché de bétails » (représentant du chef du canton)

Modalités du retour à la pêche et reconfigurations de la filière

Malgré la réouverture, les effectifs de pêcheurs sont loin d’avoir atteint ce qu’ils étaient avant la crise. Bien avant l’ouverture du lac par les autorités, beaucoup des déplacés y avaient déjà repris la pêche, le retour vers le lac se faisait alors en cachette pour ne pas se faire remarquer par les militaires. Le retour des pêcheurs est néanmoins ralenti par les risques encourus dans une zone qui reste contrôlée par le BH, les pêcheurs qui retournent sont bien souvent « ceux qui sont téméraires ».

Retourner pêcher implique de se soumettre à un certain nombre de règles vestimentaires et comportementales (pantalons raccourcis, interdiction des téléphones...), de transformer bon nombre de pratiques quotidiennes (fumée du poisson sous couvert arboré pour éviter d’indiquer sa position, interdiction des lampes la nuit et de l’orientation des plats en aluminium vers le soleil pour le séchage...), de se soumettre à l’autorité du BH et lui payer des taxes en fonction des lignes de pêche et du poisson pêché (Kiari Fougou, article en préparation).

Une autre explication couramment fournie du retour lent des pêcheurs est la perte des matériels de pêche qui implique de les racheter auprès de commerçants souvent à crédit, à des tarifs assez élevés.

Les poissons pêchés sont transportés sur les rives du lac à dos d’ânes ou de chameau (3000 à 5000 nairas par sac). Il semblerait que ce transport soit essentiellement assuré par des groupes peuls. Les destinations du poisson ont évolué au fil de la crise, notamment avec l’émergence de nouvelles places de vente. C’est notamment le cas du village de K.

Etude de cas n° 11: le village de K, nouvel espace de commercialisation du poisson, un marché de transition entre les zones de BH et de l’état d’urgence

La vente de poisson et ses effets positifs induits sur la vie du village de K.

Avec la réouverture récente de la pêche, le marché de K. qui ne connaissait pas la vente du poisson avant la crise est devenu un hub. Le jour du marché, on compte des centaines de sacs de poisson mis en vente. Le poisson provient essentiellement du lac Tchad et de « Kogui », « bras du lac ».

La pêche et la vente du poisson, qu’il soit fumé ou braisé, se font essentiellement par les déplacés. Très rares sont les habitants autochtones du village de Kintchandi qui s’adonnent au commerce du poisson. Cependant, bien avant la crise sécuritaire, on notait quelques cas isolés des gens qui partent vers la Komadougou pour pêcher. Même si le marché au poisson ne date pas de plus de 3 mois, il est devenu essentiel dans l’animation et l’économie du village.

Le marché en drainant des animaux de transport conduit à développer tout un système de parcage, de vente du fourrage mais aussi de l’eau pour les animaux en attente, de dockers pour le transport des cartons, d’intermédiaires, de vendeurs de repas... La disponibilité du poisson avec le développement du marché s’est installée dans les habitudes alimentaires, y compris des populations hôtes, qui apprécient ce produit et le considèrent bon pour la santé en plus de sa qualité gustative.

Les causes du développement d’un nouveau marché au poisson à K. : les tracasseries policières pour accéder à Diffa

Le fait que le marché de K est soudainement devenu un gros marché au poisson s’explique essentiellement par le fait que les pêcheurs ou les commerçants font face à des tracasseries policières pour acheminer leurs marchandises à Diffa. Les véhicules qui transportent les marchandises sont régulièrement inspectés avant de passer moyennant de l’argent. Or la plupart de ces véhicules ne sont pas en règle pour être autorisés à faire le transport et sont donc fortement soumis au racket. Les structures qui contrôlent l’accès à K. sont plus permissives que la police et donc pour éviter de trop nombreuses tracasseries, les gens préfèrent rester à K. pour vendre le poisson. Les pêcheurs vendent au détail, parfois en gros, par carton, en fonction des besoins du consommateur ou de l’acheteur. Les contraintes policières ont conduit au développement de deux filières de transport du poisson depuis K. Il est possible depuis le marché de transporter son stock via la route, et les tracasseries, vers Diffa, mais aussi d’emprunter une voie détournée qui contourne Diffa avant de passer la frontière pour livrer les poissons dans les marchés nigériens, parfois très au Sud après plusieurs jours de route à l’image des circuits de contournement développés pour les animaux et l’export du poivron.

Le marché au poisson de K. espace d'articulation entre la gouvernance du BH et celle de l'état d'urgence

Même s'il se situe dans la zone officiellement sous contrôle des forces de défense et de sécurité nigériennes, où l'on est libre d'utiliser son téléphone portable, de s'habiller selon les codes vestimentaires de la région, le marché de K. fait l'objet d'une double imposition sur les transactions qui sont opérées, par la commune mais aussi de manière « officieuse », mais connue, par les membres du BH. Le marché aux poissons de K., à l'image de celui de Ngagam, ou des marchés à bétail voisins, sont à bien des égards des marchés de transition entre les zones sous contrôle de l'Etat et celles sous contrôle du BH.

Les tracasseries policières aux différents points de contrôle qui entourent Diffa contribuent à de profondes transformations de la géographie des marchés et de l'économie locale. Autrefois largement articulé autour de la place centrale marchande qu'est Diffa¹⁷ le commerce du poisson mais aussi celui du bétail et du poivron se fait aujourd'hui plus en périphérie sur des nouvelles places d'échange qui concurrencent directement Diffa et reconfigurent les réseaux d'échanges de transport.

Cette décentralisation de l'activité de vente du poisson est à lire aussi dans le cadre d'une économie circulaire qui relie les espaces tenus par les forces de défense et de sécurité et ceux contrôlés par le BH. Les fruits de vente du poisson sont souvent réinvestis immédiatement dans l'achat de produits finis, matériel de pêche, biens alimentaires, etc. qui seront utilisés ou revendus dans le lac.

Reconfigurations de la multi-activité des hommes dans le cadre de la reprise de la pêche

A l'image de ce qui se passe à K., les activités de vente de poissons ont un effet d'entraînement et sont une activité importante dans la sécurisation de l'économie des ménages. On retrouve sur les marchés des agriculteurs mais aussi des pêcheurs et des commerçants qui avaient fait fortune dans la pêche et le commerce du poisson avant la crise. Certains des acteurs interviewés sur les marchés étaient auparavant des patrons de pêche qui employaient parfois une dizaine de personnes. Aujourd'hui, ils se sont convertis en dockers, coupeurs de bois. Ils font aussi du fourrage mais sont devenus surtout des intermédiaires dans la vente du poisson fumé et du bétail en particulier au marché de Kintchandi.

« Depuis 40 ans ma principale activité était la pêche dans le lac Tchad, je pêchais moi-même mais j'embauchais 4 mains d'œuvre pour le lavage, le fumage et l'emballage des poissons. Par semaine j'arrivais à avoir jusqu'à 20 cartons que je vendais au Nigéria en raison de 30 000 nairas le carton. Mais aujourd'hui me voilà en train de vendre pour les autres pour gagner 1000 nairas seulement après avoir vendu un sac à 40 000 nairas. » (Kintchandi).

À l'image des grands commerçants de la Komadougou qui ont trouvé refuge dans l'intérieur des terres le long de la RN1, les pêcheurs qui n'ont pas pris le risque de retourner pêcher dans le lac partagent un sentiment de déclassement social important.

Vers une réorganisation et une reprise en main de la filière poisson par les services techniques ?

La crise constitue à bien des égards l'occasion d'un retour de l'État dans une région périphérique. La filière poisson est au cœur de cette réflexion comme l'illustre le développement d'une stratégie d'appui à la structuration développée par les services de l'environnement.

Le souhait clairement exprimé en entretien est de profiter de la réouverture de la pêche et du retour des populations dans le lac pour opérer un travail d'organisation des groupements de pêcheurs et des groupements féminins de vente au niveau des différentes communes. Ces stratégies reposeraient sur un appui à la vie associative mais aussi sur la mise à disposition de fonds de roulement, de kits de pêche, de conservation du poisson. Cette structuration des acteurs de base et

¹⁷ Un axe Sud orientait aussi directement vers le Nigéria, via Bosso notamment

l'appui à la production devraient être complétés par un travail de mise en normes et d'encadrement des transports et du commerce articulé autour d'un marché central du poisson à Diffa et d'un réseau de marchés et sites de collecte en périphérie. Cette réflexion s'inscrit dans une ambition de transformation qui vise à réduire la dépendance de la filière vis-à-vis des fonds des grands commerçants nigériens, et d'augmenter et de chercher à conserver la valeur ajoutée sur le sol nigérien et accroître les recettes de l'État.

Cette stratégie qui pourrait être au cœur du nexus semble pour le moment peu saisie par les différents acteurs, notamment en raison des liens encore faibles avec les services techniques et des réticences fortes à envisager un travail, même à distance, dans le lac et la Komadougou.

La filière riz

Si le poivron symbolise la culture de rente à Diffa, le riz occupe une place centrale dans les productions vivrières de la zone. Au moment où les politiques de développement étaient orientées vers les grands aménagements hydro-agricoles, la région de Diffa a bénéficié de la construction de rizières notamment le long de la Komadougou. Ces aménagements sont centraux même si une part croissante de la production de riz s'opère en dehors, sur des terrains privés. La culture du riz impliquant des aménagements, elle est particulièrement favorable au développement de groupements et de coopératives et à une gestion concertée. On retrouve moins de logiques de « passager clandestin » dans ces structures que dans les groupements autour du poivron notamment. Ces organisations cherchent à articuler la culture de la pré-campagne agricole à la commercialisation du riz.

Rapide histoire de quelques aménagements rizicoles de Diffa

Le plus ancien et le plus grand aménagement a été réalisé en 1978. Dénommé « CBLT » en référence à l'organisation sous régionale qui a financé sa réalisation, il est exploité par une coopérative appelée aussi « CBLT ». Sa superficie qui avoisine 100 ha est aujourd'hui exploitée par plus de 300 personnes, moins qu'avant à cause des contraintes conjoncturelles. Un second aménagement, dénommé « Taiwan » a été construit en 1996. Bien que moins étendu que celui de la CBLT, il produit aujourd'hui plus du riz. Cet aménagement peut être lu comme une extension du premier. Il s'étendait lors de son inauguration sur une superficie de 42 ha. Il couvre aujourd'hui 74,40 ha du fait de la pression des exploitants de plus en plus nombreux à vouloir y accéder et d'un développement mal maîtrisé qui a conduit à mettre en valeur des zones hors du périmètre officiels de l'aménagement. Il est géré par la coopérative dénommée aussi « Taiwan » en honneur au pays qui l'a réalisé à l'époque où le Niger avait des relations diplomatiques avec l'ancienne île chinoise. On peut aussi noter l'existence d'un aménagement plus petit que ces deux-là mais qui est exclusivement exploité par des femmes qui ont rejoint un groupement appelé Ap-Kirriam. Nous nous intéressons dans les développements qui suivent à l'aménagement exploité par la coopérative « Taiwan » qui présente les mêmes règles et les mêmes contraintes dans le processus d'exploitation avec quelques différences sur lesquelles nous reviendrons au fur et à mesure.

Présentation de la coopérative Taiwan

Des 1996, une fois l'aménagement terminé et remis à l'Etat du Niger, les nouveaux exploitants se sont organisés en coopérative pour définir les règles et les normes d'accès à la terre et du fonctionnement de l'organisation. La coopérative « Taiwan » dispose de trois salariés en permanents pour un coût annuel de 1.765.000 FCFA : un gardien qui s'occupe en même temps de la station de pompage, un comptable qui dispose d'un registre de contrôle de l'ensemble du

mouvement des redevances remboursées et un gardien qui s'occupe du magasin, dépôt de la production à Chétimari.

« Au départ on avait des problèmes pour le comptage et le contrôle du riz qui arrive car c'était le gardien qui compte pour chacun. Les gens peuvent mentir ou se tromper de ce qu'ils ont amené. Mais maintenant c'est le comptable qui s'occupe de part de chacun. Il écrit tout que tu amènes. Et il n'y a plus de problèmes » président de la coopérative Taiwan

L'accès à la terre dans les aménagements hydroagricoles

Après la mise en service de chacun des aménagements, un recensement des potentiels exploitants est réalisé. Ceux qui étaient autrefois exploitants de cet espace du fait d'un héritage sont retenus comme exploitants. Lorsque la liste a été complète, les noms des bénéficiaires ont été appelés publiquement.

« Ceux dont les noms ont été prononcés bénéficient. Ceux qui n'ont pas entendu leur nom, ils n'ont pas de chance ».

A ce jour, on compte 260 producteurs dont 12 femmes. Avant la crise, on comptait plus de femmes dans la l'exploitation de l'aménagement. Elles étaient plus d'une dizaine. Certaines ont décidé d'abandonner leur champ au profit de leurs enfants de peur d'être attaquées par les éléments de BH, notamment suite à une attaque sanglante en février 2016 qui a coûté la vie à plusieurs exploitants.

Fonctionnement de la coopérative

Pour assurer la fluidité et avoir une certaine cohérence dans l'exploitation des terres, l'aménagement est subdivisé en trois zones. Chacune dispose d'un comité de gestion de 7 membres chargés de veiller au respect des règles d'exploitation. Ce sont ces 21 membres des comités de gestions de zone qui choisissent les membres du comité exécutif de la coopérative qui sont élus en assemblée générale et devant un huissier de justice pour un mandat de trois ans renouvelables une fois. Le comité est composé d'un secrétaire général, d'un trésorier, d'un conseiller, d'un chargé de la production etc. Les membres du comité reçoivent à la fin de chaque campagne 4% du total des recettes issues des redevances payées par les agriculteurs. Toutes les grandes décisions concernant la vie de l'aménagement et les grandes dépenses sur les réparations à faire et les prévisions sont prises et validées lors d'une Assemblée Générale.

Intrants, matériel et redevances

Pendant chaque campagne agricole, la coopérative distribue à tous les producteurs de l'engrais acheté au niveau de la CAIMA à 13.500 FCFA et transporté à 500 FCFA le sac, qui est vendu sans bénéfice. Les quantités d'engrais sont en règle générale insuffisantes et complétées par de la fumure. Celle-ci est issue de l'élevage familial ou des excréments des animaux des Peuls du Niger comme ceux du Nigéria qui viennent séjourner périodiquement dans les champs après les récoltes pour chercher du fourrage pour leur animaux. Avant la crise sécuritaire, certains producteurs proposent même aux Peuls des contrats de fumure basés sur une mise à disposition de fourrage en échange du parcage de leurs animaux dans leur champ.

Les mesures de l'état d'urgence obligent les militaires à interdire le passage des animaux dans le secteur.

En plus de l'engrais, la coopérative distribue des semences du riz de type « Gambianca » achetées à Niamey. Cette variété est utilisée dans tous les aménagements y compris par les producteurs

privés, hors des aménagements. Tous les 5 ans, la variété de riz utilisée est changée selon les conseils fournis par l'OHADA, une institution étatique qui accompagne les producteurs.

« D'ici deux ans, on va retourner à Niamey pour avoir une autre variété du riz. C'est là-bas qu'on nous a donné celle-là. Ils ont dit que c'est pour 5 ans ». Président de la coopérative Taiwan.

Enfin, à travers la station de pompage et les motopompes un système de distribution de l'eau est organisé par la coopérative. A tour de rôle et selon un planning défini, chaque producteur connaît le jour où son champ va recevoir de l'eau. Le responsable chargé de la production veille au respect des règles des délimitations des périmètres de chaque champ. En cas du non-respect de l'ouverture et la fermeture du champ, des amendes sont faites. La distribution de l'eau est assurée par le gardien de la station de pompage qui est un salarié pour le compte de la coopérative.

Ce fonctionnement est différent de celui la coopérative CBLT qui n'a pas les moyens d'assurer la fourniture de l'engrais à ses producteurs, ce qui a un impact sur les quantités produites et donc sur la capacité à fournir les ressources attendues.

Il faut noter que l'engrais, l'eau et les semences fournis par les coopératives aux producteurs sont préfinancés par des redevances qui sont payées avec une partie du riz produit lors de la campagne. La coopérative Taiwan dispose d'un grand magasin qui sert de comptoir où tous ses membres doivent déposer quelques sacs de riz comme remboursement des redevances. Le prix du sac de 100 kg est fixé à 17.000 FCFA. Ceux qui souhaitent garder le riz peuvent payer en numéraire immédiatement ou avant une date fixée quelques mois après la récolte (les sacs constituent une garantie, ils peuvent être récupérés en cas de paiement en numéraire).

Au moment de sa mise en fonction et jusqu'au début des années 2000, la coopérative utilisait du gasoil pour faire fonctionner les motopompes. Le gasoil est très coûteux, de qualité parfois médiocre, et a causé des pannes qui ont conduit plusieurs producteurs à abandonner la culture du riz pour aller ailleurs ou changer de métier faute de l'eau nécessaire au bon fonctionnement des rizières. A partir de 2000, les pompes ont été alimentées en énergie par la NIGELEC pour un coût moyen annuel d'électricité de 3 millions FCFA par an. Mais avec l'extension du périmètre de l'aménagement, le réseau de distribution d'eau est aujourd'hui sous-dimensionné et certains exploitants peuvent ne recevoir de l'eau qu'une fois par semaine. Ceux qui ont des moyens ont fait des mini-forages (d'une valeur de 200 000 FCFA) et se sont équipés de leur propre motopompe. Néanmoins, le fonctionnement de ces aménagements individuels implique d'acheminer du carburant dans la zone ce qui est régulièrement source de tension avec les FDS qui en contrôlent l'accès au motif des mesures de l'état d'urgence.

Plus vieillissant, l'aménagement de CBLT se rétrécit à mesure que l'eau manque. Un nombre important de producteurs qui n'arrivent pas à avoir de l'eau et ne disposent pas des moyens pour équiper leur champ en motopompe et en mini barrages sont aussi obligés d'abandonner l'activité. Cet aménagement doit également faire face au coût exorbitant des réparations de leur moteur d'ancienne génération.

A l'approche des campagnes agricole c'est-à-dire avant les premières gouttes de pluies, une campagne de sensibilisation et d'informations est organisée sous l'égide de l'ONAHA. L'objectif de la campagne est de s'assurer que tous les producteurs de riz, exploitant des aménagements ou non, travaillent pour d'abord arranger leur champ. Chaque année, le coût du désensablement des canaux d'eau et du réaménagement des champs, pris en charge par les coopératives, avoisine le million FCFA. La deuxième étape « *zubda iri* » (les semis) doit impérativement commencer le même jour chez tout le monde aussi. A ce niveau, comme lors de la première phase dont l'objectif est de dégager le sable qui entre dans le champ et de bien délimiter son périmètre, chaque producteur est libre d'embaucher une main d'œuvre en fonction de ses moyens financiers.

Normalement, 25 jours après les semis, commence l'opération du repiquage. C'est pendant cette étape de campagne agricole que les déplacés et réfugiés, originaires du Niger comme du Nigeria, sont impliqués.

Le repiquage : valeur ajoutée des réfugiés dans la filière riz

Beaucoup de producteurs travaillent leur champ en compagnie de leurs enfants sauf pendant le repiquage. C'est pendant cette phase que travaillent le plus les déplacés et les réfugiés du Nigéria (les Nigériennes sont de loin plus nombreuses). Il s'agit essentiellement des filles de 8 à 15 ans. La plupart travaillaient dans les champs de leurs parents ou ceux des autres en tant que main d'œuvre avant de quitter avec la crise sécuritaire. Si elles sont choisies pour travailler dans les rizières, c'est aussi parce qu'elles sont considérées comme meilleures que les autochtones et plus disponibles à travailler avec professionnalisme. Elles travaillent toujours en groupe et sont généralement issues d'une même famille. Certaines d'entre elles sont orphelines, leurs parents sont décédés, victimes de l'insurrection de la secte BH. Le repiquage d'un champ de ¼ ha est facturé de 20.000 à 25.000 FCFA selon les besoins et la demande de main d'œuvre. Ce travail et cette rémunération sont partagés entre 6 à 7 jeunes filles pour un travail harassant d'au moins une journée.

« Elles vivent de ça. Elles se marient même avec l'argent du travail dans les champs. La plupart d'entre elles sont des filles des réfugiés. Si tu vois 6 à 7 filles dans un même groupe, soit sur qu'il y a au moins 4 de la même famille. Certaines ne vivent que de ça parce que leurs parents sont morts de Boko Haram. Elles sont très rapides et compétentes. Moi je travaille avec elles toujours. Mes enfants ne peuvent pas faire ce qu'elles peuvent » M.B. un exploitant de 70 ans qui travaille au sein de la coopérative CBLT

Elles habitaient dans les villages environnants du Nigéria, de l'autre côté de la Komadougou. Certaines parmi elles échangent leur force du travail contre une partie du riz pendant les récoltes. Les paysans calculent ici l'équivalent en argent du travail accompli et proposent le riz en conséquence, riz qui est décortiqué et quasi exclusivement destiné à l'alimentation.

Règles d'accès pour l'exploitation des aménagements

Par ailleurs, pour assurer le respect du calendrier, un chargé à la production de tous les aménagements veille et surveille les producteurs pour les semis, repiquages, la distribution de l'eau et la récolte. En cas de non respect des règles une amende qui varie de 500 à 2000 est prélevée sur le responsable. En cas de faute grave, il arrive que les producteurs soient dépossédés du champ qu'ils exploitent au profit d'un autre dont le dossier est en cours de traitement. Par exemple tout producteur qui refuse pendant trois ans de payer les redevances est exclu automatiquement de son champ. Les bagarres, les insultes ou les problèmes de voisinage conduisent aussi à des exclusions après deux avertissements. Toutes les exclusions sont prises en assemblée générale et font l'objet des votes en plénière. Ce fut d'ailleurs le cas d'une exclusion qui a fait l'objet d'une plainte devant les tribunaux. C'est l'histoire d'un producteur de la coopérative Taiwan devenu chauffeur à Maradi pendant 5 ans et absent de la production. Dépossédé de son champ après une absence de 5 ans, il dépose une plainte en dépit des mises en garde du président de la coopérative qui lui a conseillé de venir régler l'affaire à l'amiable. Le président du tribunal demande les raisons de l'exclusion.

« Je l'ai alors montré le règlement intérieur et le procès-verbal de l'assemblée générale qui a été convoquée pour son cas. Le juge du tribunal m'a donné raison. Il a dit même eux, ils se servent des textes et des règlements pour émettre des jugements. C'est comme ça il a perdu. »

Les contraintes dans l'exploitation des aménagements

Lorsqu'il a été mis en service, l'aménagement a été réalisé avec deux puits pour alimenter normalement les douze forages de la station de pompage. Mais en 1997, un an seulement après la mise en place, le premier puit est tombé du fait d'une panne qui n'a jamais été réparée. Un seul assure donc le fonctionnement de la station. De plus, sur les douze forages initialement disponibles, seuls trois sont en ce moment fonctionnels. Les neuf autres sont en panne depuis plus d'une décennie. Ce problème de disponibilité de l'eau est accentué par le passage de 42 à plus de 72 ha de l'aménagement du fait de l'extension « sauvage » des surfaces par les producteurs.

Il est difficile aux yeux de la coopérative de réaliser des réparations avec facilité sans avoir le plan du réseau global de distribution qu'ils ont souhaité en vain. Ce dernier n'est pas disponible au niveau de l'ONAH. La surexploitation de ces quatre forages disponibles entraîne régulièrement un manque d'eau pour les 260 paysans. En plus, l'état d'urgence instauré ne facilite pas la gestion de l'eau. Même si chaque agriculteur est bien informé de son tour et des horaires de distribution de l'eau, le moteur ne peut être mis en marche avant 7 heures 30 le matin et doit s'arrêter à 16 heures conformément aux clauses sécuritaires. Or, avant la crise le moteur était mis en marche beaucoup plus tôt et s'arrêtait parfois au-delà de 20 heures. Les producteurs se rendaient alors librement dans les champs pour s'assurer que l'eau y coulait. Aujourd'hui le cumul des problèmes de disponibilité d'eau et de restriction dans les horaires d'accès font que seuls les mini-barrages et les motopompes personnelles permettent d'assurer la production. Ces solutions mettent à mal les logiques coopératives sur lesquelles reposent les groupements et la gestion des aménagements.

Ces problèmes anciens sont accentués avec la crise. L'ONAH comme les coopératives peinent à trouver de bons mécaniciens pour permettre l'entretien et le fonctionnement régulier des moteurs utilisés dans la station de pompage. Cette faible disponibilité des mécaniciens grève les coûts

d'exploitation. Au cours de la seule saison écoulée, le coût des réparations des moteurs pour Taiwan était évalué à 1.415.000 FCFA avec les mécaniciens venus essentiellement du Nigéria. Localement, il n'y a pas de mécanicien en mesure d'assurer efficacement les réparations de ces matériels de plus en plus vétustes en particulier à CBLT.

« On a toujours demandé l'ONHA de nous aider. Mais les électromécaniciens qui sont affectés à Diffa ne veulent pas venir. Ça c'est bien avant la crise. »

Avec la crise sécuritaire, les électromécaniciens affectés aux services de l'ONHA à Diffa ont refusé de venir ou s'absentent régulièrement. Face à cette situation, le comité de la coopérative a tenu plusieurs réunions avec l'ONHA. Cette dernière a suggéré à la coopérative de leur proposer un étudiant natif du terroir qui serait prêt à travailler à leurs côtés et bénéficier d'une formation à Niamey par l'ONHA sur l'électromécanique.

« Pour l'instant on n'a pas répondu. Mais on va se concerter avec les autres membres de la filière pour voir et décider. Même avant le problème de l'insécurité, les gens ne veulent pas venir à Diffa. On verra comment faire. On n'a pas encore répondu à l'ONHA » Président de la coopérative Taiwan.

Ailleurs, avec la coopérative AP-Kiariam, les femmes exploitant le petit aménagement ont cotisé en 4 tranches 17.000 chacune pour se procurer 4 motopompes. Une ONG a fourni 6 panneaux solaires pour alimenter les motopompes, a clôturé tout l'aménagement pour sécuriser la culture et a promis des semences du riz qui peuvent pousser pendant la saison sèche. Deux des panneaux ont été volés ralentissant ainsi la fourniture d'eau. Le reste a été ramené chez la chargée de production pour éviter à nouveau le vol. Les semences promises quant à elles n'ont pas été livrées par l'ONG du fait du contexte de crise. Un contexte qui vient accentuer des problèmes structurels liés à la vétusté des aménagements et à l'absence d'appui effectif des acteurs de l'aide.

Les contraintes d'accès aux champs et aux intrants dans le cadre des règles de l'état d'urgence

L'état d'urgence et les nouvelles conditions d'accès qui sont imposées aux exploitants des aménagements hydro-agricoles ne sont pas de nature à améliorer la production du riz. Au fil des campagnes agricoles qui se sont succédé depuis le début de la crise, ces contraintes ont découragé nombre de paysans et ont joué très défavorablement sur leurs activités économiques et leur sécurité alimentaire.

Désormais, tous les producteurs doivent disposer d'un badge pour accéder à leur champ. Les nom, prénom et la zone d'exploitation sont inscrits sur le badge sur lequel une photo d'identité est collée pour éviter d'éventuelles fraudes ou des tentatives de manipulations. En cas de perte ou d'oubli de sa pièce d'accès, le paysan est intercepté par les militaires qui appellent les responsables de la coopérative de laquelle il se réclame pour confirmer son identité. S'il n'est pas identifié, il est considéré comme suspect, retenu et interrogé. Il arrive par ailleurs que les déplacés ou les autochtones franchissent les terres à la recherche du travail. S'ils sont reconnus par les paysans ou les membres de la coopérative, ils peuvent aussi passer avec la bénédiction des militaires. Sinon ils sont eux aussi considérés comme des suspects et sont interrogés.

« S'ils nous appellent on leur dit la vérité. Si vraiment on ne connaît pas des gens qui viennent pour chercher du travail, on répond aux militaires. Ils interrogent ou bien les amènent à Niamey. Il faut dire la vérité si on veut leur collaboration ». Président coopérative de l'aménagement hydroagricole Taiwan

Des tracasseries similaires ont lieu lorsque les paysans veulent amener du carburant pour faire fonctionner leurs motopompes ou des engrais. Du fait des mesures de l'état d'urgence, la

circulation avec de l'engrais ou du carburant est très contrôlée au Niger, et notamment à Diffa (alors qu'elle est plus libre de l'autre côté de la frontière).

Lorsque les militaires considèrent un paysan comme suspect ou lorsqu'il transporte une importante quantité de l'essence, les militaires peuvent la saisir et la verser au sol devant celui-ci. D'autres, pour s'assurer que l'essence est destinée à la culture et ne sera pas détournée (notamment pour alimenter le BH), demandent au paysan de verser dans l'essence de l'huile de moteur. Or, les motopompes sont de deux types. Le premier de marque Yamaha utilise du mélange huile-essence, versé directement dans son réservoir, ce qui n'est pas le cas des moteurs Honda qui fonctionnent à l'essence pure.

Les mêmes tensions existent autour du transport d'engrais. La vente d'engrais est très encadrée, même pour les coopératives des aménagements hydro-agricoles. L'accès à ces produits est restreint et la seule structure autorisée à les vendre est la CAIMA. Les prix de vente qu'elle pratique sont certes plus faibles que celui de l'engrais importé du Nigéria, 13500 FCFA contre 22.000 FCFA par sac, mais les quantités mises à disposition sont largement insuffisantes. Les paysans perçoivent cette mesure de restriction de la circulation et de la vente de l'engrais venu du Nigéria comme étant une absurdité :

« Comment faire une bombe avec quelque chose qui ne brûle même pas ? Un jour les militaires ont mis le feu sur un véhicule Toyota rempli de l'urée. Seul le véhicule a pris feu et l'engrais on le voit. Même maintenant si tu passes tu verras. On empêche à la plus grande zone de production de riz l'utilisation de l'engrais. Ça n'a pas de sens »

Certains producteurs de riz des aménagements ont fait le choix, comme les producteurs de poivrons qui retournent dans la Komadougou, de contourner le verrou sécuritaire en transportant nuitamment sur leur champ de l'engrais et de l'essence au-delà de la quantité autorisée avec tous les risques que cela induit en cas d'interception. Ces stratégies sont d'autant plus nécessaires que les producteurs ont initié le passage à deux campagnes de production de riz dans l'année.

Tentative de deux campagnes par an et problème d'accès aux exploitations en cas d'urgence

En 2018, tous les producteurs de riz de tous les aménagements ainsi que les privés décident de passer à deux campagnes annuelles de production. Pour la toute première fois de leur vie, ils décident d'un commun accord de produire plus de riz. Après les récoltes de la première campagne, ils passent directement à la seconde en suivant le même protocole. La production s'est bien passée et le rendement était au rendez-vous. Mais au début des récoltes, les champs furent victimes des ravages des oiseaux migrateurs. Les producteurs se voient refuser l'accès à leurs terres avant 8 heures. L'étendue des dégâts est sans commune mesure.

« Moi j'avais même récolté mon riz que j'ai étalé au sol pour le sécher. Très tôt le matin, il y a eu plusieurs groupes d'oiseaux qui sont venus. Ils ont tout mangé. Le lendemain matin il n'y avait rien ». Un paysan de la coopérative CBLT

Les producteurs de la coopérative Taiwan qui est la mieux organisée et la plus productive de tous les aménagements, ont réussi à sauver une partie de la récolte en négociant l'accès à leur champ auprès du capitaine de l'armée qui supervise la zone. Ils le connaissaient assez pour lui adresser la requête car ils lui avaient concédé une terre à cultiver. Il paye la main d'œuvre et son champ est soutenu par les paysans en échange d'une collaboration fructueuse et de la souplesse.

Il faut noter que chaque changement de mission des militaires conduit à de nouvelles négociations sur le dispositif sécuritaire. Les réunions sont organisées souvent avec le gouverneur de la région. En ce moment, une nouvelle mission est arrivée depuis deux mois avec un nouveau capitaine. Les responsables des coopératives espèrent négocier et convaincre les nouvelles autorités militaires

d'assouplir les conditions de l'accès aux champs, la mobilité des personnes et le transport de l'essence et l'engrais nécessaires à l'exploitation efficiente des aménagements.

« Il y avait aussi un capitaine de l'armée qui est un petit de XX. "Mutumin kirki ne" (c'est un homme très gentil). Il est compréhensif, il nous laisse un point de passage pour aller dans les terres et cultiver. On le voit régulièrement. Quand il a autorisé le point de passage, on a informé tous nos collègues. Même avant 7 heures, ses éléments te laissent passer ».

Les paysans de XX a réussi à sauver une partie de leur deuxième récolte annuelle, et ceux de XXXX ont tout perdu car les nouveaux militaires de la zone n'ont pas accepté les normes pratiques palliatives qui ont permis à leurs collègues de XX de sauver quelque chose. Les pertes pour la coopérative, du fait de l'impossibilité dans laquelle les producteurs se retrouvent de payer leurs redevances, ont été estimées à environ 1.500.000 FCFA. Les mêmes problèmes et les mêmes conséquences ont été observées lors des inondations qui ont marqué la première récolte. Un comité chargé d'évaluer le niveau des dégâts de chaque producteur et donc les pertes individuelles a été mis en place. La coopérative a offert des réduction 20 à 100% des redevances en fonction des dégâts constatés. En contrepartie, et pour éviter de prochaines inondations, les paysans ont décidé à travers le comité de faire construire une digue. Le coût, pris en charge dans les caisses de la coopérative est de 1.700.000 FCFA.

Malgré la crise et la baisse générale de la production causée par le manque de temps nécessaire à l'exploitation des terres, et les restrictions d'accès et les tracasseries, les paysans arrivent à produire le nécessaire pour nourrir leur famille et se procurer de quoi payer d'autres produits de première nécessité. L'expérience manquée de passer d'une à deux productions annuelles reste dans les mémoires et souligne l'amertume des producteurs vis-à-vis des règles sécuritaires et de leur application stricte par des militaires qu'ils jugent peu compatissants quant à leur malheur et qui a leurs yeux portent plus que les oiseaux la responsabilité de leur situation précaire et de l'appauvrissement de la coopérative.

La faiblesse des investissements de l'Etat et de ses partenaires

L'initiative de deux récoltes par an comme les mesures de l'état d'urgence confortent les paysans dans l'idée que l'Etat (et ses partenaires) négligent l'agriculture et n'appuient pas comme il le pourrait la filière riz alors qu'elle constitue une ressource clef pour la sécurité alimentaire grâce au riz produit mais aussi au fourrage et au son qui contribuent à sécuriser l'élevage.

Les aménagements existants sont vieillissants et leurs infrastructures vétustes. Le contexte sécuritaire n'est pas de nature à améliorer ces conditions pour une production importante du riz. La seule aide venue des institutions de l'Etat date de l'an 2000 avec la réparation du canal de distribution de l'eau au niveau de l'aménagement hydroagricole de Taiwan. Loin de bénéficier de l'aide, celui de CBLT fait l'objet d'abandon de la part des paysans faute de canal et de forages en mesure d'assurer la distribution de l'eau. Pire, lors de la construction d'une piste pour les véhicules, les militaires ont détruit un des canaux d'eau qui n'est pas encore réparé.

« A chaque fois qu'on demande un appui ou on dépose un dossier, les gens disent que c'est la zone rouge et ils ne peuvent pas appuyer. La dernière demande déposée date pour l'instant de 7 mois à la demande de l'ONAHA, pour la réparation et l'extension du canal, la réparation des 9 forages non fonctionnels et la station de pompage ». Producteur Taiwan

« A part l'engrais de CAIMA, on n'a jamais reçu de l'aide. Même les réparations des canaux, des pistes, c'est à nous de faire. Si l'Etat ou les projets veulent nous aider, de Bulungu jusqu'à Kablewa, le sol est très riche et n'a pas beaucoup besoin d'engrais. Tout ce que tu cultives va

produire. Il y a du terrain pour nous aménager des milliers d'ha. Le sol est argileux et si tu le goûtes, tu vas sentir comme du natron, c'est cela la richesse du sol »

Les terres qui se prêtent à des aménagements ne manquent pas. C'est plutôt la capacité des paysans à mobiliser les fonds et à faire face aux défis de l'agriculture, accentués par les mesures de l'état d'urgence, qui sont le goulot d'étranglement.

En dépit des difficultés conjoncturelles, des idées émergent et des innovations portées par des acteurs privés sont mises en œuvre à la fois pour accroître la production de riz mais aussi pour articuler cette filière avec l'élevage à travers les transformations de la paille et du son des céréales et du riz pour produire des aliments destinés aux animaux.

Articulation des paysans et des éleveurs autour de la paille de riz

L'agriculture et l'élevage sont des activités interdépendantes. Avant que les récoltes ne finissent, les éleveurs sollicitent la vente de la paille du riz. Certains la vendent sur place, dans les champs. Les éleveurs récupèrent après avoir payé. D'autres récoltent la paille, et la transportent au marché de Diffa pour la vente. La troisième option consiste à payer la main d'œuvre avec le fourrage. Il s'agit ici de donner le fourrage à ceux en ont besoin. Ces derniers payeront avec leur force de travail lors de la prochaine campagne, en particulier pendant les semis qui prennent du temps et consomment une main d'œuvre importante. Cependant, cette option n'est pas sans risques pour les producteurs. Il arrive en effet que les éleveurs disparaissent après avoir pris le fourrage des paysans au lieu d'honorer leurs engagements de travailler en échange de ce qu'ils ont reçu de la part des paysans.

« Cette année, j'ai pris le risque. L'année passée, il y a des gens à qui j'ai donné le fourrage et ils ne sont plus revenus. Mais ceux qui sont venus récemment m'ont dit qu'ils sont honnêtes et ils vont honorer leur engagement. Je les crois. On verra ».
Président de la coopérative Taiwan

Au-delà de la commercialisation de la paille, le riz est une source de son qui est appréciée par les ménages qui pratiquent l'embouche. C'est sur cette activité que s'est engagée E.A

Etude de cas n° 12 : transformation des sous-produits de l'agriculture, un producteur privé innovant et entreprenant

E. A. est un commerçant très connu à Diffa et au-delà de la région. Il est connu dans la vente des pièces détachées et a fait fortune dans la vente des matériaux de construction. Depuis trois ans, il s'est lancé dans la production à grande échelle du riz. C'est une activité qu'il faisait depuis son jeune âge sur les terres de ses parents. Avant la crise sécuritaire qui a frappé Diffa, il ne cultivait pas plus de 4 ha. L'année passée, grâce à l'achat des terres il a étendu la surface de ses cultures à plus de 20 ha. Il ne compte pas s'arrêter-là. Il a déjà aménagé une superficie de 30 ha cette année pour la prochaine campagne agricole. Avec les autres producteurs privés et ceux qui exploitent des aménagements hydroagricoles, il s'est procuré des semences de la variété appelé Gambianca :

« C'est la meilleure variété. Elle a le meilleur goût et les gens l'apprécient beaucoup. C'est mieux que le riz qui est importé. Il dure des années avant d'être transportés chez nous avec les risques même pour la santé ». E.A.

Une partie de l'engrais utilisé est acheté avec la CAIMA comme les autres producteurs. Il importe de l'engrais du Nigéria pour compenser la faible quantité mise à disposition par les circuits réguliers. Comme les autres producteurs, il déplore le manque de cohérence dans la restriction de la vente de l'engrais à Diffa depuis la mise en place de l'état d'urgence.

« L'Etat du Nigeria aide et assiste ses populations dans la subvention de l'engrais et des semences. Mais au Niger, personne ne va t'aider. L'engrais de l'Etat ne coûte même pas 10.000 FCFA alors nous on achète à 14.000 et cette année ils ont dit ça augmenter pour atteindre jusqu'à 18.000. Qui va acheter le sac à 18000 ? C'est cher ».

Au cours de la dernière saison pluviale, plusieurs producteurs dont le commerçant E.A. ont essayé de produire à la fois le riz et le blé. En dépit des inondations ayant occasionné des pertes importantes, il compte se lancer dans la culture du blé qui est selon lui aussi rentable que celle du riz. Ses cultures en font un employeur important. En dehors de 10 salariés permanents, la période des semis et de repiquage aspire une main d'œuvre importante avec 70 voire 100 personnes à la fois. Les activités de semis et le repiquage se font par une main d'œuvre composée le plus des jeunes filles issues généralement d'une même famille. Ce sont essentiellement des réfugiés comme pour le cas des aménagements. Ils sont payés 20.000 par champs (1/4 ha).

Pour faire tourner ses motopompes et assurer la distribution de l'eau dans ses champs, il consomme en moyenne 3000 litres d'essence par campagne. Le riz qu'il produisait et même celui des autres producteurs des aménagements se vendaient autrefois sans décortiquage. Avec 45 tonnes et 115 tonnes de riz produites respectivement lors de ses deux dernières récoltes, il décide de franchir une étape supplémentaire et achète une décortiqueuse. Son idée est de vendre mais aussi de tirer le maximum de sa propre production et valoriser le son du riz.

Le riz décortiqué est vendu dans sac de 50 kg, de 25 kg et 10 kg respectivement à 24.000, 12.000 et 4000. La commande de sacs sur lesquels le nom de l'entreprise est affiché se fait au Nigeria. En dehors de sa propre production, E.A. achète auprès des producteurs individuels, qui viennent avec 3 à 4 tonnes, et des coopératives, qui mettent à disposition de plus grandes quantités.

« Il nous a demandé d'acheter 1000 sacs à 17000 par sac. On a tenu une réunion de la coopérative et on a d'abord décidé de lui vendre 500 sacs. On a appris que les gens qui ne sont pas de la coopérative partent aussi pour vendre. On s'est dit qu'on va commencer avec 300 sacs en attendant que les producteurs particuliers écoulent d'abord leur marchandise avant de vendre les 200 restants (quand les cours seront remontés). Je l'ai moi-même mis en contact avec d'autres producteurs d'un autre périmètre "Blongori" qui est un petit périmètre. S'il finit d'acheter, il va venir ici. Pour nous, c'est une bonne chose qu'il y ait déjà des gens qui font de la production comme lui. Ça permet de diminuer le niveau de l'insécurité alimentaire. » Président coopérative Taiwan

Après avoir disposé d'une décortiqueuse dont le coût d'achat et d'installation est estimé 1.000.000 FCFA, E.A. décide de valoriser le son en vue de le vendre à la filière élevage. Il combine la paille du riz, du mil et du maïs en son. Pour ce faire, il s'est procuré des broyeuses.

« Je suis allé au Nigéria pour acheter une décortiqueuse du riz. On m'a qu'il y a même d'autres qui transforment les pailles en son. J'ai demandé des conseils à mes amis et j'ai acheté ».

C'est surtout un sénateur du Nigéria avec qui il est en contact permanent qui l'a convaincu de se lancer dans le décortiquage du riz et dans la transformation des pailles et du fourrage en son. Celui-ci a d'ailleurs effectué deux visites dans ses rizières pour apprendre les techniques de production et de distribution de l'eau dans les aménagements qui diffèrent de celles du Nigéria. Sous les conseils du président de la coopérative Taiwan, il s'est entretenu avec les services de l'impôt pour ne pas faire face à des taxes décourageantes

« Il vient me chercher souvent, il m'a amené deux à trois fois pour visiter ses rizières. Il demande des conseils. Avant d'acheter le moteur, il m'a demandé des conseils. Je lui ai dit que c'est une bonne chose. Mais il faut aller d'abord voir les gens de l'impôt et régler les choses avec eux. Tu commences et ils te font des taxes, après tu vas fermer ».

Le fourrage transformé est composé de tiges de mil, de tiges de sorgho, de son et de paille de riz. Une machine différente broie chacun des produits et une dernière est en charge de leur brassage et de l'ajout du sel et du natron. Le produit fini est mis dans des sacs de 100 kg et se vend à 5000 FFA. Avant de se lancer dans le processus E.A. a d'abord aussi cherché des conseils auprès des autres producteurs du riz ainsi qu'au niveau du service de l'élevage.

« Dès le départ, je suis en contact avec les gens de l'élevage. Mais ils perdent beaucoup du temps. Ils sont toujours derrière les papiers. J'ai demandé des formules pour faire du son. Ils m'ont donné une liste des produits qui sont difficiles et impossibles même à trouver ici. Il faut beaucoup investir pour respecter leur formule. Moi je suis éleveur et je sais ce que veulent les animaux. J'ai mélangé tout ce qu'ils mangent et j'ai ajouté un peu du sel et du natron. Ça marche bien. Je sais ce qui est bien pour les animaux. L'homme noir peut se débrouiller seul. »

Il dispose par ailleurs d'un grand magasin construit pour la circonstance afin de stocker les pailles et nourrir son bétail. Avec l'achat des machines de transformation, l'activité devient plus organisée et plus rentable. Les gens qui viennent à la recherche de la nourriture pour les animaux connaissent désormais le prix du sac.

S'opère ainsi une nouvelle articulation, marchande, des aménagements hydro-agricoles et de l'élevage.

CONCLUSION

Malgré une transformation, partielle, des modes d'organisation de l'aide via les dynamiques engagées autour du Nexus, les interventions des acteurs de l'aide reposent encore largement sur des solutions techniques simples, standardisés et souvent en kits, apportées à des problèmes compliqués dans des contextes difficiles.

Ces interventions négligent :

- les logiques de *crises emboîtées* qui rendent la situation difficilement prévisible,
- les stratégies des populations qui malgré leur caractère de « survie » sont *complexes*¹⁸ c'est-à-dire reposent sur une intrication et des arbitrages élaborés pour gérer les risques.

Lues depuis le terrain les interventions d'aide, y compris celles déployées dans le cadre du nexus, restent largement caractérisées par leur expertise technique et processuelle mais aussi par leur caractère essentiellement unilatéral et surplombant, et par une compréhension très partielle des contextes locaux.

Ces dynamiques tranchent avec les mécanismes fins et fragiles, intégrés et fluctuants, des populations qui, inscrite dans des territoires et des réseaux d'acteurs, optimisent les ressources d'environnements contraints. Ces stratégies locales, quelles que soient leurs finalités (survie, reprise d'activité économique, sécurisation alimentaire, rétablissement de liens sociaux et de solidarités, de cadres organisationnels...) sont le fruit d'une *intelligence collective*, c'est-à-dire d'une intelligence « partout distribuée, sans cesse valorisée, coordonnée en temps réel, qui aboutit à une mobilisation effective des compétences » (Levy 1997, p. 29). Cette intelligence collective, qui est basée sur l'*agency* des populations et qui constitue une ressource clef, mériterait d'être au cœur du nexus.

Une entrée par les systèmes complexes et l'intelligence collective permettrait de passer d'une approche centrée sur des *bénéficiaires* à une intervention reposant sur des *acteurs* caractérisés par la *multi activité* inscrite dans un *terroir* lui-même *multifonctionnel* au gré des opportunités, des saisons...

Mettre au cœur du nexus les stratégies endogènes de sécurisation alimentaire et positionner les interventions d'aide à leur service implique de prendre en compte le caractère circulaire de l'économie entre les zones de refuge, les espaces marchands et les territoires de départ (lac Komadougou). Ces derniers espaces posent un certain nombre de défis éthiques et opérationnels.

Un nombre important de *in gudun higira* retournent déjà travailler dans ces zones, font régulièrement des aller-retours, et leurs contributions à l'économie des ménages et à la sécurisation alimentaire de leurs concessions et villages/sites est essentielle.

Est-il souhaitable de fermer les yeux sur leurs contributions, sur le fait qu'une partie de l'aide affectée à ces activités pourraient avoir des impacts bien plus décisifs que si elle reste concentrées sur l'hinterland comme c'est le cas actuellement ?

¹⁸ Complexe au sens originel latin cum plexus qui veut dire « tissé ensemble »

La mobilité des éleveurs a été largement reconfigurée par les mesures de l'état d'urgence mais également par les conséquences du déplacement des populations, qui ont contribué à une redéfinition des couloirs de transhumance, des usages des points d'eau, une concurrence sur la disponibilité des fourrages... Une autre dimension de la mobilité des éleveurs concerne ceux qui ont été obligés de se sédentariser du fait de la perte de leur troupeau. Aucune des interventions de l'aide ne semble en mesure d'apporter une réponse à cette situation.

La destruction des récoltes liées aux inondations, aux oiseaux, aux criquets contribue à la précarité alimentaire et économique des ménages déjà largement fragilisés par la crise.

L'entrée par les jeux d'acteurs autour des filières poivron, pêche, et riz souligne le dynamisme des acteurs privés malgré la crise, contrairement au discours dominant qui fait de Diffa une région sinistrée qui ne tiendrait que grâce à l'aide. Bien évidemment la crise et l'aide ont reconfiguré la région de Diffa, mais celle-ci continue de développer des trésors de résilience, d'ingéniosité et d'initiative.

Les exemples exposés ci-dessus soulignent la diversité des configurations d'acteurs et invitent à une analyse fine des dynamiques des jeux d'acteurs dans la zone, de leurs reconfigurations dans le cadre des mesures de l'état d'urgence mais aussi de la redistribution des rôles liée à la redéfinition des logiques d'occupation...

Les éléments qui précèdent soulignent aussi des permanences, notamment la domination du grand voisin nigérian qui continue d'inscrire la région dans sa dépendance par sa monnaie, la taille de son marché, la réactivité de ses commerçants.

Le rapport souligne notamment trois grandes caractéristiques qui prévalaient avant la crise qui perdurent aujourd'hui mais qui sont profondément transformées dans leurs modalités :

- La multi-activité et la multifonctionnalité des hommes et des terres reste une caractéristique centrale de l'économie des ménages et des stratégies de sécurisation alimentaire qu'ils développent, mais la nature des activités économiques a largement changé. Les cultures de décrue et irriguées, l'élevage, le commerce, la pêche ont souvent été remplacés par la coupe du bois, du fourrage, la mise à disposition de ses bras pour différents travaux, la revente de produits marchands empruntés à court terme. La *multi-activité* est devenue une *multi-activité de survie*.
- L'économie circulaire s'organise autour de trois ensembles : les sites de réfugiés, les marchés, mais aussi des terroirs d'origine, la plupart du temps située dans la « zone rouge ». Chacun de ces espaces dépend et contribue à la production des autres. Autour des sites se développe une économie de subsistance via une pluralité d'activités (coupe du bois, fourrage, embouche, cultures pluviales, artisanat, petit commerce, mise à disposition de la force de travail...) dont une partie des produits fait l'objet de ventes sur les marchés quotidiens, qui se sont développés le long de la route, ou hebdomadaires dans les gros villages hôtes. Cette économie de proximité reste une économie de la précarité, extrêmement fragile.
- La crise, la mainmise de Boko Haram sur le lac et la ré-autorisation de la pêche et du commerce du poisson donnent à voir une forme d'intégration par le bas inédite. La mobilité s'opère largement dans les interstices de l'état d'urgence. Très tôt, les populations ont mis en place des stratégies pour contourner certaines mesures de l'état d'urgence. Il s'opère ainsi une intégration par le bas des différents espaces de la région de Diffa avec les marchés voisins, notamment nigériens.

L'étude de la trajectoire des produits de la pêche et du fonctionnement de quelques marchés de poissons soulignent la coexistence de deux formes de gouvernamentalité (contrôle, paiement de taxes, règles vestimentaires et comportementales, gestion des conflits...) : celle de l'état d'urgence, essentiellement dans l'hinterland, et celle des différents groupes de Boko Haram, dans le lac et de manière plus diffuse dans une partie de la Komadougou. Ces deux espaces n'ont jamais été étanches. Ils font aujourd'hui, de fait, avec la ré-autorisation de la pêche, l'objet d'une intégration économique partielle.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdourahamani, Mahamadou, et Maman Waziri Mato. 2019. « De l'insécurité de Boko Haram au conflit intercommunautaire dans le lac Tchad. Le conflit Peul/Boudouma au Niger ». In *Le Tchad des lacs : Les zones humides sahéliennes au défi du changement global*, Synthèses, éd. Christine Raimond, Florence Sylvestre, Dangbet Zakinet, et Abderamane Moussa. Marseille: IRD Éditions, 225-38. doi:10.4000/books.irdeditions.30732.
- Arthur, W. Brian. 1989. « Competing Technologies, Increasing Returns, and Lock-In by Historical Events ». *The Economic Journal* 99(394): 116. doi:10.2307/2234208.
- Brives, Charlotte, Frédéric Le Marcis, et Emilia Sanabria. 2016. « What's in a Context? Tenses and Tensions in Evidence-Based Medicine ». *Medical Anthropology* 35(5): 369-76. doi:10.1080/01459740.2016.1160089.
- Caremel, Jean Francois. 2019. « Petite Anthropologie de La Réponse Humanitaire Dans La Region de Diffa ». Niamey, Niger: LASDEL. Rapport de terrain.
- Caremel, Jean-Francois. 2018. *Dynamiques de l'aide a Diffa - Une entrée par les « besoins » et proposition de décentrement des grilles analytique et opératoires*.
- Cohen, Michael D., James G. March, et Johan P. Olsen. 1972. « A Garbage Can Model of Organizational Choice ». *Administrative Science Quarterly* 17(1): 1-25. doi:10.2307/2392088.
- Dourish, Paul. 2004. « What We Talk about When We Talk about Context ». *Personal and Ubiquitous Computing* 8(1): 19-30. doi:10.1007/s00779-003-0253-8.
- Dréze, Jean, et Amartya Sen. 1996. *India Economic Development and Social Opportunity*. Oxford University PressOxford. doi:10.1093/oso/9780198290124.001.0001.
- Fassin, Didier. 2005. « Le sens de la santé. Anthropologie des politiques de la vie. » In *Anthropologie médicale. Ancrages locaux, défis globaux*, Francine Saillant et Serge Genest, 383-99.
- Hamani, Oumarou, Jean-Francois Caremel, et Hadiza Kiari Fougou. 2017. « *En gudun Hijira* » - Fuites, accueils, solidarités et reconfigurations économiques en contexte d'insécurité et d'aide humanitaire dans la région de Diffa. Niamey, Niger: LASDEL. Rapport de terrain.
- Hérault, Dominique. *Etude sur les filières et les systèmes de production de la Komadougou*. IRAM.
- Hubert, Annie. 2006. « Nourritures du corps, nourritures de l'am: Emotions, représentations, exploitations ». *lemangeur-ocha. com, mis en ligne janvier*.
- Janin, P. 2009. « La complexité du risque d'insécurité alimentaire en milieu sahélien ». In *Annales de géographie*, , 430-48.
- Janin, Pierre. 2016. *Une géographie de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest*.

Temporalités et spatialités du risque et de la décision.

- Janin, Pierre, et Sandrine Dury. 2012. « Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire. Une réflexion prospective ». : 15.
- Lemoalle, J., Géraud Magrin, et Institut de recherche pour le développement (France), éd. 2014. *Le développement du lac Tchad: situation actuelle et futurs possibles*. Marseille: IRD éditions, Institut de recherche pour le développement.
- Lemoalle, Jacques (ed), et Géraud Magrin. eds. 2014. *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*. IRD Éditions.
- Lévy, Pierre. 1997. *L'intelligence collective: pour une anthropologie du cyberspace*. La Découverte.
- Magrin, Géraud, Jacques Lemoalle, et Roland Pourtier. 2015. *Atlas du lac Tchad*. Passages. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01237595> (5 avril 2018).
- Magrin, Géraud, et Marc-Antoine Pérouse de Monclos. 2017. *Le lac Tchad : Regards sur un système régional en crise*. IRD-AFD. Expertise collégiale.
- Phillips, Truman P., et Daphne S. Taylor. 1990. « Optimal Control of Food Insecurity: A Conceptual Framework ». *American Journal of Agricultural Economics* 72(5): 1304-10. doi:10.2307/1242552.
- Raimond, Christine, Éric Garine, et Olivier Langlois. 2005. *Ressources vivrières et choix alimentaires dans le bassin du lac Tchad*. IRD Editions.
- Rangé, Charline, et Mahamadou Abdourahamani. 2014. « Le lac Tchad, un agrosystème cosmopolite centré sur l'innovation ». *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux* 67(265): 43-66. doi:10.4000/com.7089.
- Rangé, Charline, Sergio Magnani, et Véronique Ancey. 2020. « « Pastoralisme » et « insécurité » en Afrique de l'Ouest ». *Revue internationale des études du développement* 243(3): 115-50.
- Scott-Smith, Tom. 2016. « Humanitarian neophilia: the 'innovation turn' and its implications ». *Third World Quarterly* 37(12): 2229-51. doi:10.1080/01436597.2016.1176856.
- Vinck, Dominique. 2009. « De l'objet intermédiaire à l'objet-frontière ». *Revue d'anthropologie des connaissances* 3(1). doi:10.3917/rac.006.0051.

Ce rapport est issu d'une recherche financée par Action contre la faim (ACF)

Le LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local) est un centre de recherche en sciences sociales implanté au Niger et au Bénin, dont les principaux axes de travail portent sur la délivrance des services publics, la mise en œuvre des politiques publiques et les interactions avec les usagers (santé, hydraulique, pastoralisme, éducation, justice, sécurité, etc.), les pouvoirs locaux et la décentralisation, et l'intervention des institutions de développement.

Le LASDEL recourt principalement à des méthodes qualitatives fondées sur des enquêtes de terrain approfondies. Il met à la disposition des chercheurs et doctorants son Centre de Documentation de Niamey. Il contribue à la formation de jeunes chercheurs, en particulier avec son Université d'été.

La collection « *Etudes et Travaux du LASDEL* » propose des rapports de recherche issus des travaux menés par le LASDEL. Ils sont disponibles en ligne (www.lasdel.net) ou en vente à son secrétariat.

Derniers numéros parus :

N° 138 « L'accès des populations déplacées aux services d'intérêt général dans le Liptako-Gourma nigérien. L'exemple de la commune urbaine de Téra », par O. Hamani et V. Baudais (2025, écrit en 2023)

N° 137 « Insurrection jihadiste et économies illicites autour du parc du W (Bénin) », par A. Mossi et E.N. Sambieni (2025, écrit en 2022)

N° 136 « Un modèle voyageur en santé à l'épreuve des contextes nigériens. l'approche « Surge » dans la lutte contre la malnutrition », par M.S. Issoufou Souley et J.F. Caremel (2025, écrit en 2022)